



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique du
30/06/2016**

PROCES-VERBAL

Monsieur le Président

Je déclare ouverte la séance du Conseil de Métropole du 30 juin 2016. Je vais demander à Mademoiselle Bodkin de me rejoindre à la tribune pour l'appel.

Maud BODKIN procède à l'appel.

Maud BODKIN

L'appel est clos, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci, Mademoiselle Bodkin. Le quorum est très largement atteint. Nous pouvons donc délibérer en toute quiétude.

Exceptionnellement, je n'ai aucune information à vous donner en début de Conseil, si ce n'est que sur vos tables vous avez plusieurs plaquettes d'information :

- le dépliant des concerts des communes pour le festival de Radio France ;
- la plaquette sur la ligne 4 qui sera inaugurée demain, 1^{er} juillet ;
- la plaquette des animations été du réseau des piscines ;
- un flyer sur Piscines en fête ;
- un très beau dépliant sur l'expo Bazille au musée Fabre ;
- et le magazine de la Métropole.

Nous pouvons commencer l'ordre du jour. Evidemment, je donnerai les informations au fur et à mesure dans les affaires, ne croyez pas vous en sortir comme cela.

AFFAIRE N° 1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président

L'ordre du jour comporte 88 affaires. Je mets aux voix l'ordre du jour. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

AFFAIRE N° 2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU 26 MAI 2016

Monsieur le Président

Affaire 2 : vous avez reçu le procès-verbal de la séance du 26 mai 2016. Avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ? Pas d'observation, je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Affaire 3 : vous avez les extraits de synthèse des décisions prises. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 4 : HORS COMMISSION - CONVENTION D'APPLICATION DU CONTRAT DE PLAN ETAT REGION 2015-2020 - ENGAGEMENTS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET CONTRAT D'APPLICATION - CONTRAT TRIENNAL MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON-MIDI-PYRENEES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 4 : convention d'application du contrat de plan Etat Région 2015-2020. J'ai coutume de parler des relations avec la Région en début de Conseil pour vous faire part des avancées, des reculs, des hésitations, des discussions. Aujourd'hui, c'est intégré dans l'ordre du jour, ce qui prouve que les choses ont bien avancé, et que le contrat de plan Etat Région a fait l'objet d'une signature de la part de l'Etat, de la Région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées devenue Occitanie, et de la Métropole.

Ce contrat de plan Etat Région intègre le contrat territorial et le volet métropolitain. Si je mets bout à bout l'ensemble des conséquences économiques qu'implique ce contrat, cela déploie près d'1 milliard d'euros sur le territoire de la Métropole :

- 120 millions d'euros de l'Etat,
- 173 millions d'euros de la Région,
- et 290 millions d'euros de la Métropole.

Cela veut dire que le contrat que nous avons passé avec la Région et l'Etat est équilibré, et satisfait les trois parties - Etat, Région, Métropole. Alors, ceux qui avaient fait des petites remarques du style : « *Saurel, il est fâché avec tout le monde !* », ils peuvent les avaler, group !

C'est un bon contrat. Je remercie tous ceux qui y ont travaillé, en premier lieu les deux Préfets, Monsieur Pascal Mailhos, Préfet de la Grande Région, Monsieur Pierre Pouëssel, Préfet de l'Hérault, Madame Carole Delga, Présidente de la Région (moi, je ne me remercie pas), et je remercie les services de la Région et de la Métropole, de la Région avec leur Directeur général des services Monsieur Munsch, et bien sûr Christian Fina qui a dirigé toutes ces réunions internes qui ont abouti de façon très positive.

Il y a eu une petite erreur que je vais corriger, dans la presse, concernant le contournement Est. Le contournement Est, c'est une valeur de 45 millions d'euros dont 15 millions de la Région et 15 millions de la Métropole. Ce contournement Est concerne 2 kilomètres. Il est bien évident qu'il ne faudra pas plus de dix ans pour le construire. Lorsque j'utilisais le terme « *dix ans* », c'était pour qualifier le contournement Ouest, pas le contournement Est. Pour le contournement Ouest, ce sera plus long. Il faut acquérir les terrains et nous allons commencer, cette séance, à acquérir le foncier, notamment dans la dernière ou avant-dernière affaire du Conseil, sur la Commune de Saint Jean de Védas.

La Région accepte, sur le volet métropolitain, de participer notamment à la construction du conservatoire à rayonnement régional. Elle accepte de participer à la construction du Centre d'art contemporain. Elle ac-

cepte de participer, dans le plan mobilité, au financement des lignes de tramway, notamment la quatrième ligne que nous inaugurerons demain. Elle nous accorde un financement de 4,5 millions d'euros, c'est-à-dire 10 %, puisque le total de la facture, ce sont 44 millions d'euros pour la ligne, dans une enveloppe liée au tramway de 11 millions d'euros.

Dans cette enveloppe, il y a également les sommes nécessaires pour la participation de la Région au prolongement de la ligne 1 qui va d'Odysseum à la Mogère, sur laquelle nous avons également des financements de l'Etat, très importants.

Sur le volet métropolitain, celui que nous avons discuté, pour lequel nous avons demandé le fléchage, nous avons des financements prévus pour le château de Castries, pour le site archéologique de Lattes, pour Villeneuve-lès-Maguelone, pour le déplacement à l'échelle de l'aire urbaine, pour le Centre d'art contemporain, j'en ai parlé, pour le conservatoire, j'en ai parlé, mais aussi pour le parc zoologique de Lunaret, pour le bâtiment totem numérique, pour le site archéologique de Murviel, pour l'Ecocité, la cité intelligente, sur six enveloppes distinctes :

- le pôle autonomie santé de Lattes,
- Ode à la mer,
- le projet du village d'entreprises artisanales,
- le marché d'intérêt national, le MIN,
- une enveloppe qui reste à déterminer pour la Métropole, de 5,282 millions d'euros consacrés à la politique de la ville - quartiers prioritaires du contrat de Ville -,
- et 637 000 pour le lido à Villeneuve-lès-Maguelone.

Cela représente pour l'Etat une enveloppe de 7,5 millions d'euros, et pour la Région 30 millions d'euros. Sur ces projets, la Métropole accorde 68 millions d'euros. Volet territorial métropolitain : 30 millions, 7,5 pour l'Etat et 68 pour la Métropole.

Voilà, globalement et rapidement tracé, ce que nous avons déjà présenté et fourni aux Maires, dans les documents que nous étions en train de discuter. Les discussions se sont bien passées. On peut considérer qu'elles ont été un peu longues, mais c'est normal : quand on discute des sommes comme celles-là, il faut prendre le temps de discuter.

Nous avons obtenu également un volet opérations exceptionnelles pour la Région de 33 millions d'euros. La Métropole sur ce volet consacre 67 millions d'euros. Ces opérations exceptionnelles se feront en cours de mandat.

Je voudrais remercier, au-delà de la Présidente, l'exécutif régional et l'Assemblée Régionale qui a voté à l'unanimité des exprimés le Contrat de Plan Etat Région avec la Métropole. Je remercie Jean-François Audrin, Conseiller régional, Maire de Saint Georges d'Orques, qui a porté la voix de la Métropole dans l'enceinte régionale.

Qui demande la parole ? Monsieur Audrin, Monsieur Moure.

Jean-François AUDRIN

Monsieur le Président, chers collègues, je voudrais vous faire part de la satisfaction que nous avons pu percevoir au sein de l'Assemblée Régionale lorsque nous avons vu effectivement que c'était à l'unanimité sauf six abstentions qui ont dû se perdre. Cela a été voté par l'ensemble des Conseillers régionaux, cela a été la plus forte participation et la plus grosse victoire de cette longue journée de session qui a duré dix heures. Une grande réussite.

A titre personnel, je crois que c'est la première fois que je vote comme le Front national - je me demande si ce n'est pas eux qui ont voté comme nous. En tout cas, nous avons été très satisfaits de ce résultat et tout le monde était très fier de participer à ces 333 millions d'euros qui revenaient à la Métropole pour valider le futur projet.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Audrin. Monsieur Moure.

Jean-Pierre MOURE

Monsieur le Maire, chers collègues, bien entendu je crois que nous pouvons nous satisfaire de la signature de ce contrat. Je vous ai toujours appuyés dans les arguments que vous développiez, notamment le fait de faire prendre en compte le volet métropolitain, territorial, sur les différentes déclinaisons d'investissement de crédit.

C'est un dossier d'importance qui va engager pour les années à venir pas mal d'évolutions sur le territoire. Mon intervention juste voulait situer et bien cibler un investissement que je considère comme majeur et dont j'ai l'impression - mais pas forcément ici - que de façon générale on a tendance à le minorer. Quand on définit sous le vocable « *réaffectation des anciennes lignes désaffectées* » des lignes ferroviaires dans le périurbain, je crois qu'il faut mettre le doigt sur ce qui est concerné et appeler un chat un chat.

Je cite notamment le dossier de l'ancienne ligne Montpellier-Paulhan-Bédarieux via Castres et Toulouse, qu'il est important d'évoquer puisqu'il se situe stratégiquement parlant dans un axe géographique déterminant par rapport à la diminution, l'élimination des trafics. Il rejoint un dossier que l'on évoque dans cette session sur tout ce qui a trait à l'aménagement de la logistique et des déplacements.

C'est un dossier pour lequel dans le mandat précédent j'avais fait en sorte que l'on achète le foncier Montpellier-Saint Jean de Védas. Nous étions en train d'entamer des discussions pour acquérir le foncier inhérent à cet axe de site propre qui n'est pas du tout coincé par des contraintes de quelque ordre que ce soit. On est en train d'acquérir le foncier sur la limite entre Saint Jean de Védas et l'Agglomération de Montpellier.

C'est important parce qu'en plus, cela concerne deux bassins économiques : Sète, le bassin de Thau, le Montpelliérain. La réalisation de cet axe sur la Métropole, ce sont à peu près, au niveau de l'investissement, 100 millions d'euros. Cela veut dire que c'est vraiment mineur par rapport à ce que représente, en termes de dossiers d'importance majeure, un aménagement du territoire bénéficiant de l'atout supplémentaire de la réaffectation de l'ancienne ligne de voie ferrée.

Elle est au milieu du canton de Pignan, elle débouche au cœur de Montpellier, en prolongement de Pavelet, en direction de la gare. On peut se connecter avec le MIN, vous venez de l'évoquer, donc elle a une utilisation pluraliste possible dans le temps, pour les voyageurs, pour éviter le déplacement de véhicules et les bouchons, et a également un aspect économique.

On ne la voit jamais citée en tant que telle. Ce n'est pas un procès d'intention que je fais, c'est de façon générale. Je pense qu'elle mérite davantage d'égards, je vais vous dire pourquoi. En 1984, la SNCF voulait brader cette ligne. En tant que Maire de Cournonsec, je suis intervenu pour faire prendre la décision au Département de réagir et le Département a considéré effectivement que cet axe était d'intérêt départemental. A partir de là, les cessions évoquées par la SNCF ont cessé, si ce n'est les gardes-barrières qui ont disparu.

1984. Nous sommes en 2016. S'il faut, sous couvert d'études commentant d'autres études précédant d'autres études, attendre encore trente ans, je trouve que nous ne sommes pas à la hauteur de l'enjeu. Moi je vous invite, Monsieur le Président, à être un peu l'étendard qui va enfin bouger de manière concrète sur le

fait de mettre le doigt sur cette réalisation. Ce n'est pas coûteux : 100 millions d'euros par rapport à tout ce que l'on discute aujourd'hui, c'est vraiment à la marge.

Monsieur le Président

Je vais vous faire plaisir Monsieur Moure, parce que ce projet de l'ancienne ligne de chemin de fer désaffectée dont vous venez de parler, qui m'a été demandé par vous-même, projet que vous avez soutenu et qu'a soutenu Régine Illaire, Maire de Cournonsec, effectivement nous l'avons intégré dans le projet général qui s'appelle la Métropole en réseau, un projet régional qui souhaite mettre en lumière les portions de l'étoile ferroviaire de Montpellier récupérables. A ce titre, la Métropole a positionné 8 millions d'euros pour les acquisitions foncières. Nous avons également eu un rendez-vous sur ce sujet avec le nouveau Directeur régional de la SNCF.

Jean-Pierre MOURE

Le foncier c'est déterminant, c'est incontournable, mais je ne voulais pas qu'ensuite...

Monsieur le Président

Il faut acheter et cela fait partie de la Métropole en réseau, puisque vous le savez (c'est le rapport Attali qui l'a scellé dans le marbre), toutes les Villes ont tendance à vouloir réhabiliter les lignes de chemin de fer locales déjà tracées et qui permettent de déterminer de nouvelles zones d'urbanisation et de nouvelles zones également de protection de l'environnement. A ce titre-là, nous avons soutenu le projet régional de la Métropole en réseau qui intègre l'étoile ferroviaire ancienne de Montpellier sur laquelle nous avons prévu 8 millions d'euros pour l'investissement foncier. Monsieur Pastor.

Gilbert PASTOR

Monsieur le Président, chers collègues, quand nous avons évoqué ce problème de la ligne vers Cournonterral, nous avons aussi évoqué celle vers Castries-Sommières.

Monsieur le Président

Les deux y sont.

Gilbert PASTOR

Merci.

Monsieur le Président

Je mets aux voix le Contrat de Plan Etat Région Métropole. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Cela fait plaisir ! Unanimité *totale*, comme on dit en italien. *Grazie mille*.

AFFAIRE N° 5 : HORS COMMISSION – JUMELAGE AVEC PALERME (ITALIE) – ACCORD DE COOPERATION INTERNATIONAL – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire numéro 5 : justement, jumelage avec la merveilleuse *città di Palermo*. Vous savez que nous avons souhaité que les jumelages prennent un accent développement économique mais aussi culture, université, santé. A ce titre-là, nous avons pu nous accorder avec Leoluca Orlando, Maire de Palerme, qui nous rendra visite le 4 et le 5 pour signer le jumelage, qui intègre les thématiques que je viens de vous indiquer et qui ont déjà commencé. Il y a déjà eu des échanges entre les BIC, les incubateurs pour les start-ups, des échanges entre les services sociaux, les chœurs des orchestres et les opéras.

Le jumelage a démarré sur les chapeaux de roue. Nous le scellerons les 4 et 5 juillet. C'est important : désormais, la Ville et la Métropole sont jumelées avec sept Villes du bassin méditerranéen : Barcelone, Fès, Tlemcen, Tiberiade, Bethléem, l'île de Kos en Grèce, et Palerme.

Je rappelle ce que j'ai déjà dit : en 2018, je rassemblerai les Maires et les Conseils municipaux des Villes de la Méditerranée jumelées Ville-Métropole. Ce que ne peuvent pas faire les Etats, souvent les Villes peuvent le faire.

Qui prend la parole sur Palerme ? Je mets aux voix le jumelage avec Palerme en saluant les trois élus siciliens, Madame Marsala, Monsieur Di Ruggiero et Monsieur Tortorici. Qui est contre ? Qui s'abstient ? *Ma, que bella combinazione !* Unanimité, je vous en remercie.

AFFAIRE N° 6 : TRANSPORTS ET MOBILITE – DELIBERATION-CADRE SUR LA LOGISTIQUE ET LE TRANSPORT DE MARCHANDISES EN VILLE – DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LES ETUDES D'ELABORATION DU SCHEMA DIRECTEUR DE LA LOGISTIQUE DE LA METROPOLE

Monsieur le Président

Affaire suivante, affaire numéro 6 : transport et mobilité. Il s'agit là de la mise en place d'un plan d'action sur la logistique et le transport de marchandises en ville. Je vais donner la parole à Madame Isabelle Gianiel, Vice-Présidente.

Isabelle GIANIEL

Monsieur le Président, chers collègues, nous avons engagé en 2014 une réflexion poussée, largement concertée, sur notre politique de transport et de mobilité. Après le vote du Conseil de décembre sur les orientations stratégiques de cette politique, la concertation s'est poursuivie pour élaborer des propositions concrètes en lien avec les Communes du territoire. Ces propositions seront présentées et débattues au prochain Conseil de Métropole.

Mais cela n'est sans doute pas suffisant aujourd'hui ; j'ai donc le plaisir de vous présenter ce soir une délibération fondatrice pour notre collectivité et qui concerne le transport de marchandises ou logistique urbaine. Le dossier de la logistique urbaine est totalement transversal car il concerne à la fois le développement économique, le commerce, l'espace public, l'urbanisme, l'agroalimentaire, l'énergie, la cité intelligente et bien sûr la mobilité.

C'est pourquoi je voudrais associer ce soir à cette présentation mes collègues Chantal Marion, Vice-Présidente déléguée au développement économique et à l'artisanat, Stéphanie Jannin, Vice-Présidente déléguée au développement et à l'aménagement durable du territoire, Isabelle Touzard, Vice-Présidente à l'agroécologie et à l'alimentation, Michelle Cassar, Vice-Présidente déléguée à l'énergie et à la transition énergétique, ainsi que Rabii Youssous, Vice-Président délégué à la voirie et à l'espace public, avec qui nous avons travaillé sur ce dossier.

Nous avons collectivement à faire face à des enjeux auxquels chacun doit apporter sa contribution. Cette affaire a d'ailleurs été formellement présentée devant la commission transports mobilité, mais elle a été également présentée et débattue en commission développement économique, en commission urbanisme et en commission agroécologie.

Vous ne l'ignorez pas et nous avons déjà eu l'occasion de l'évoquer : le transport des marchandises est une activité à la fois importante et impactante pour notre Métropole. Au droit de l'autoroute A9, ce sont plus de 13 000 camions qui circulent chaque jour, qui contribuent à 40 % des émissions de CO₂ ou gaz à effet de serre.

Localement, les échanges de produits, colis, marchandises et matériaux sont au nombre de 30 000 chaque jour dans la Métropole. Ces livraisons sont le plus généralement assurées de façon individuelle, commerce par commerce, client par client, générant des flux importants de véhicules, le plus souvent diesel, et participant à l'encombrement dans les centres urbains et dans les villages.

Par ailleurs, ces flux intenses, ces échanges croissent au même rythme que la population, que les besoins du commerce de proximité, et que le développement du e-commerce, très dynamiques dans notre Métropole.

Si nous voulons donc améliorer la qualité de vie de nos concitoyens sur notre territoire, cela passera sans nul doute par la diminution du nombre de camions, ce qui n'est possible que par la mutualisation des transports de marchandises, voire la rationalisation de ces transports. Si nous voulons améliorer la qualité de vie, nous devons mettre en place de nouvelles réglementations dans les centres-ville. C'est d'ailleurs l'engagement que nous avons pris lors de l'approbation du projet porté par Stéphanie Jannin sur Ville respirable en cinq ans. Avec ce projet, nous nous sommes engagés notamment à interdire progressivement l'accès au centre-ville de Montpellier aux véhicules de livraison les plus polluants.

Et si nous voulons améliorer la qualité de vie, nous devons intégrer la question de la logistique dans notre PLUi en prévoyant suffisamment d'aires et d'espaces de livraison. Mais décider de travailler sur la logistique urbaine, c'est décider et se donner les moyens de travailler à toutes les échelles : le dernier kilomètre en ville, mais aussi l'approvisionnement depuis les communes de la Métropole et du pôle métropolitain, comme les transits en provenance de toute l'Europe.

C'est sans doute un de nos plus gros atouts. En effet, notre Métropole se situe sur l'un des plus gros axes européens de transport, le fameux RTE-T, ou réseau européen de transport, qui maille sur notre territoire aéroport, réseau autoroutier, réseau ferroviaire, réseau fluvial et port. Ce positionnement stratégique à l'échelon européen est encore renforcé localement par les importants investissements que vous citiez tout à l'heure, Monsieur le Président, qui sont en cours pour la plupart, qui concernent les infrastructures de transport, au niveau ferroviaire, les lignes mixtes fret et à grande vitesse du CNM (contournement Nîmes-Montpellier) et de la LNMP (ligne nouvelle Montpellier-Perpignan), l'A9 déplacée, le contournement Ouest de Montpellier, la déviation Est de Montpellier, la déviation de l'A113 à Baillargues-Saint-Brès. Il faudrait citer également les nouveaux terminaux frigorifiques et conteneurs du port de Sète, qui sont situés à seulement 30 kilomètres de Montpellier, et enfin le programme de modernisation important du canal du Rhône à Sète qui permettra d'augmenter la capacité d'emport des bateaux et d'améliorer la navigation.

Ce positionnement géographique unique, stratégique, est également renforcé par des atouts territoriaux d'ores et déjà existants. Je pense en particulier à une main-d'œuvre importante en recherche d'emploi sur notre territoire, des entreprises de la logistique performantes de dimension internationale et regroupées en fédérations professionnelles, comme la Fédération nationale des transports routiers, l'UNOSTRA, l'ASLOG, également un écosystème d'entreprises du numérique créatives, innovantes, la French Tech montpelliéraine, qui sont à même de porter des sujets émergents nécessitant des outils numériques. Et puis il faut citer le MIN, marché d'intérêt national qui concentre un très grand nombre de flux dans le domaine de l'alimentaire. 3 000 entreprises s'y approvisionnent, dont 1 900 commerces de bouche.

Nous le voyons : la logistique urbaine, le transport de marchandises au sens large constitue un enjeu majeur pour notre Métropole. Un enjeu en termes de santé tout d'abord puisqu'en optimisant et en réduisant les déplacements de camions et en parallèle en modernisant les flottes de camions de façon à aller vers des véhicules plus propres, nous pouvons fortement contribuer à réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre responsables du dérèglement climatique.

La logistique urbaine constitue également un enjeu en termes de développement économique puisqu'elle s'inscrit dans les axes de travail portés par sa Vice-Présidente Chantal Marion dans le numérique tout d'abord, avec l'essor du e-commerce générateur d'énormément de flux logistiques, mais qui est aussi une source importante de retombées économiques. C'est vrai également dans le tourisme, l'artisanat.

Qui dit développement économique dit emploi. Il convient de souligner que le secteur commerce, transports et services représente 70 % des entreprises sur Montpellier et 50 % des postes salariés de notre territoire. Ce sont des emplois non délocalisables. Dans une région et un département qui battent des records en matière de chômage des jeunes, de chômage de longue durée, c'est une opportunité que nous nous devons de saisir.

La logistique urbaine constitue également un enjeu fort vis-à-vis de notre alimentation. La feuille de route de notre politique agroécologique insufflée par sa Vice-Présidente Isabelle Touzard favorise les circuits courts et la massification des approvisionnements en produits alimentaires locaux. C'est donc une réelle opportunité pour des organisations logistiques à faible bilan carbone, c'est-à-dire pour du transport de produits locaux sobres en énergie.

Enfin, la logistique urbaine constitue également un enjeu fort en termes de voirie et de déplacement : 15 % du trafic total en ville et du transport de marchandises. Cela représente 30 % du taux d'occupation de la voirie.

Pour s'atteler à la tâche, notre Métropole dispose à présent de toutes les compétences requises – transport, voirie, développement économique, aménagement du territoire. Cependant, établir puis mettre en œuvre une politique publique en matière de logistique urbaine nécessitera de travailler à minima avec les intercommunalités voisines. Comment penser nous passer du Pays de l'Or pour ce qui concerne les produits frais, mais aussi de la présence de l'aéroport de Montpellier par lequel entrent et sortent notamment les colis de notre métropole ?

A l'heure où 80 % du transport mondial de marchandises se fait par voie maritime, comment ne pas travailler avec le port de Sète qui est le véritable et seul hub maritime de notre territoire et qui se situe sur le territoire voisin de Thau Agglomération ? Pour info, un emploi créé sur le port de Sète égale deux emplois induits dans notre Métropole.

L'objet de la délibération-cadre que je vous propose ce soir est donc de valider une feuille de route en matière de transport de marchandises et de logistique, et se décline en trois actes.

Premier axe : je vous propose l'établissement, la réalisation d'un schéma directeur de la logistique. Un schéma directeur, c'est nous donner la possibilité de définir avec précision et de façon concertée et coor-

donnée avec les acteurs du secteur une véritable stratégie politique en matière de transport de marchandises pour l'ensemble des filières – alimentation, grande distribution, e-commerce.

L'objectif de ce travail collégial est triple. Bien sûr, c'est d'abord réduire l'empreinte environnementale du transport de marchandises, nous le disons, en rationalisant, massifiant les flux de marchandises et de produits, mais également en améliorant la gestion des flux de transit et en mobilisant mieux les infrastructures de transport existantes sur notre territoire ou ceux de nos voisins – aéroport de Montpellier, port de Sète, Marseille, donc également en contribuant à l'amélioration de la qualité de vie.

Deuxième objectif de ce travail collégial : participer au développement économique, développement durable de notre territoire, et par là même au développement de l'emploi pérenne – bien sûr, le tout en innovant puisque c'est une des marques de fabrique de notre Métropole. Il est à noter que l'Etat, SNCF Réseau, l'ADEME et Voies navigables de France se sont d'ores et déjà engagés à participer à ce schéma directeur de la logistique.

Deuxième axe de notre feuille de route : prise en compte de la logistique dans les aménagements urbains. Si la logistique urbaine a besoin d'infrastructures de transport, elle a également besoin de plates-formes logistiques correctement dimensionnées et localisées. L'idée est de concentrer les flux venant de l'extérieur de la Métropole sur ces plates-formes pour ensuite les mutualiser et ainsi limiter les camions en circulation vers les centres-ville ou les centres commerciaux. Il s'agit d'optimiser, rationaliser les tournées des transporteurs.

Cet axe de travail a une visée extrêmement opérationnelle. Certaines actions ont d'ores et déjà été identifiées, en concertation avec Stéphanie Jannin. Je pense en particulier à la mise en place d'un CDU (ou centre de distribution urbain), en lien pourquoi pas avec le MIN de Montpellier. Je pense à l'affirmation de la fonction logistique au sein de la zone industrielle du Salaison à Vendargues, dans le cadre notamment de sa requalification HQE et du bon usage de ses importantes réserves foncières, et également – nous en parlions tout à l'heure – de son embranchement ferroviaire.

Je pense encore à l'émergence d'espaces logistiques urbains en zone urbaine dense, un peu comme nous l'avons déjà fait sur les P + tram du Corum, Garcia-Lorca et Sabines pour la livraison des courriers et petits colis.

Et puis, si je ne dois en citer qu'un autre, je pense à la mise en place de centres de distribution de matériaux. Dans notre métropole, les travaux publics, le bâtiment représentent 12 % des entreprises et constituent le troisième secteur d'activité. Il nous faut proposer des solutions logistiques aux entreprises du secteur, bâtiment, travaux publics, qu'elles soient entreprises de travaux ou distributeurs de matériaux. Des solutions sont étudiées avec elles dans une logique gagnant-gagnant, parce que moins de camions en circulation, cela peut-être aussi plus de souplesse et d'efficacité dans l'approvisionnement et la conduite des chantiers.

Troisième et dernier axe : il nous faut favoriser l'émergence d'une instance logistique locale. La plupart des régions voisines – Marseille, Toulouse – disposent d'instances logistiques regroupant les professionnels et les institutionnels autour d'une même table.

Par exemple, le cluster logistique PACA rassemble les acteurs privés et publics, locaux et nationaux dont l'activité et les compétences participent à la performance de la logistique en région Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Ses deux missions sont de conforter et de développer l'activité de la filière, et mettre en synergie logistique et territoire pour un développement durable de PACA.

A Toulouse également, des structures fédèrent les acteurs et leur permettent d'échanger sur les bonnes pratiques. En Languedoc-Roussillon c'était notre cas jusqu'en 2015 au travers de Translog Sud de France, structure qui n'a pas pu poursuivre ses activités au grand regret des professionnels du transport et de la lo-

gistique. L'absence de concertation entre le monde économique et les acteurs institutionnels sur la logistique pénalise l'émergence de solutions créatrices d'emploi dans notre métropole.

Le transport de marchandises relevant de logiques privées, la mise en place de nouveaux schémas opérationnels ne peut être établie avec succès sans la participation des partenaires privés – transporteurs, commerçants, logisticiens, producteurs, chargeurs –, auxquels bien sûr il convient d'associer les partenaires publics. Il nous faut favoriser l'émergence d'une telle instance. Le premier travail de cette instance devra être de participer aux orientations du schéma directeur afin que ce schéma ne soit pas un document technocratique mais bien un document construit avec les professionnels pour obtenir rapidement des retombées en matière économique, en matière de santé, en matière d'environnement, en matière de circulation.

Parallèlement, cette instance pourra participer à la mise en œuvre opérationnelle du projet Ville respirable en cinq ans, en identifiant notamment des solutions logistiques complémentaires à la restriction de la circulation, par exemple mise en place d'espaces logistiques urbains, livraison en horaires décalés.

Vous l'avez compris : la logistique urbaine est une formidable opportunité pour limiter la circulation et donc améliorer la qualité de l'air, la qualité de vie, redonner du souffle à nos villes et à nos espaces publics. C'est également une formidable opportunité pour développer durablement une filière pourvoyeuse d'emploi local et potentiellement utilisatrice d'outils numériques également développés localement par la French Tech, et puis c'est une opportunité pour favoriser à la fois l'économie circulaire et les circuits courts dans les domaines de l'alimentaire, du commerce, du e-commerce, du tourisme, de l'artisanat, des travaux publics, du bâtiment, des services.

Pour toutes ces raisons, je vous propose de valider cette feuille de route et ces trois axes de travail objets de cette délibération. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Madame Gianiel pour cet exposé très complet. Qui demande la parole ? Monsieur Petit, Monsieur Domergue, Madame Touzard, Madame Jannin, Madame Jabado.

Eric PETIT

Monsieur le Président, chers collègues, je voudrais commencer cette intervention en remerciant tout particulièrement Isabelle Gianiel pour le travail qui a été effectué sur ce dossier, les services concernés, et plus particulièrement Chloé Perreau, qui a travaillé de manière profonde et vraiment assidue sur ce dossier présenté à différentes commissions à la Métropole dont je fais partie. C'est, de temps en temps, pénible d'avoir quatre fois le même sujet, mais c'est aussi important parce que cela montre bien la transversalité de cette problématique. Je voulais encore réitérer vraiment tout mon soutien sur ce projet, notamment sur les documents qui nous ont été présentés, qui sont finalement à la fois une feuille de route et pratiquement quelque chose de définitif.

Avec le groupe que nous avons créé, Libres et humanistes, je voudrais essayer d'apporter une petite pierre à l'édifice. Nous avons proposé que dans le cadre de cette étude, soit aussi intégrée la possibilité d'avoir des drones ou des éléments de ce type, autonomes ou intelligents, qui puissent se déplacer au niveau du territoire. Aujourd'hui, c'est considéré comme un peu futuriste, je pense plutôt que c'est quelque chose de très innovant et qu'il faut en tenir compte au niveau du schéma actuel. Amazon, Google, HDL et même La Poste ont fait des tests sur la disponibilité des produits, surtout (nous parlions du e-commerce) sur le fait de pouvoir transporter un certain nombre d'éléments directement chez les particuliers.

Je demande que soit bien pris en compte le fait que les nouvelles technologies innovantes sur notre territoire ou hors territoire puissent être prises en compte dans ce schéma directeur global. Merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Petit. Vous avez fait allusion à votre groupe, je n'ai pas reçu de lettre de demande. J'ai vu l'article dans le journal, mais je n'ai pas reçu de courrier. Je tiens à le spécifier pour tous les élus.

Eric PETIT

Le courrier a été déposé en Métropole et si cela vous intéresse, nous pouvons avoir la lettre avec le tampon « *reçu de la Métropole* ».

Monsieur le Président

Je vous informe que je n'ai pas de reçu de courrier. Pour créer un groupe il faut un courrier, au moins cela.

Eric PETIT

Le courrier a été déposé en Métropole lundi à 12 heures 10.

Monsieur le Président

Est-ce un drone qui nous l'a amené ?

Eric PETIT

A priori il y a un petit souci, à vérifier.

Monsieur le Président

C'est un drone ! Imaginez que nous mettions des drones partout !

Eric PETIT

Si vous voulez, je peux vous envoyer copie.

Monsieur le Président

Monsieur Petit, imaginez que nous mettions des drones partout : on nous accuserait de vouloir épier les gens, regarder ce qu'ils font, etc.

Eric PETIT

Vous savez qu'une législation existe déjà.

Monsieur le Président

Oui, et elle encadre les drones. Mais je retiens l'idée, parce que c'est une bonne idée. Merci Monsieur Petit. Monsieur Domergue.

Jacques DOMERGUE

Monsieur le Président, chers collègues, effectivement il y a des problèmes de logistique. Ils vont se régler, je pense.

Ce point me paraît fondamental parce que la Métropole montpelliéraine bénéficie d'atouts majeurs en matière de logistique. Il suffit de les relier, de les faire fonctionner ensemble. Nous sommes un des rares secteurs en France à avoir à la fois la mer – le port de Sète doit être intégré dans cette stratégie logistique –, un aéroport qu'il faut développer, un réseau ferroviaire de qualité qui va s'améliorer, et j'espère que la gare de la Mogère y contribuera, et un réseau autoroutier qui certes n'est peut-être pas suffisant, même si l'A9 est doublée au Sud, qui devrait encercler la ville de Montpellier mais qui est déjà un bon point pour mettre en place cette logistique.

Pourquoi ? Si nous voulons attirer les entreprises dans la région et faire en sorte que l'emploi et l'activité économique se développent, il est important de pouvoir présenter à ces entreprises une structure logistique qui leur permette de parfaitement fonctionner.

La question qui se pose aujourd'hui est certes le schéma directeur, et je crois que Madame Gianiel a parfaitement travaillé sur ce sujet, mais de savoir qui va coordonner et qui va être le chef d'orchestre de cette logistique. Le problème de la logistique est cela : c'est de la coordination pure et simple dans tous les domaines.

L'idée des drones est une bonne idée mais aujourd'hui la législation sur les drones n'est pas suffisamment claire pour que nous puissions imaginer que l'on remplace les coursiers ou les Pizza Hut par des drones, comme cela se fait dans certains pays. La France est très réglementée sur ce plan.

En revanche, il est important de savoir qui va gérer tout cela et qui va piloter. S'il faut créer une structure supplémentaire dans une zone où déjà tous les acteurs interviennent, que ce soit la Métropole, les Communes, la Région, le Département éventuellement, des acteurs type SNCF ou Autoroutes du Sud de la France ou d'autres acteurs privés qui doivent également intervenir. C'est toute cette coordination qu'il faut arriver à régler.

Je crois que c'est cela, Madame Gianiel, la difficulté aujourd'hui : on ne doit pas créer une structure supplémentaire qui alourdirait le fonctionnement et éventuellement les coûts ; il faut utiliser tout le potentiel qui existe dans la métropole, au niveau de la région, au niveau de différentes structures, mais surtout définir qui va être le chef d'orchestre. Cela peut être la Métropole, mais quand on est à Sète, on est déjà hors de notre territoire. Cela peut être la Région, mais il faudra bien sûr que la Métropole l'accepte et coordonne avec elle. Je ne pense pas que cela puisse être le Département puisque l'activité économique n'est pas de son domaine de responsabilité. C'est ce point-là qui me paraît le plus crucial, et bien sûr nous soutiendrons parfaitement cette action parce qu'elle est vitale pour notre territoire.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Domergue. Madame Touzard.

Isabelle TOUZARD

Monsieur le Président, chers collègues, bonsoir. Merci avant tout à Isabelle Gianiel. Je m'associe à tous mes prédécesseurs pour vraiment féliciter ce travail et celui des services. Bien entendu, la logistique pour l'agroalimentaire est un facteur clé au niveau environnemental, mais aussi au niveau du coût du produit final. Le produit alimentaire est celui pour lequel le coût de logistique est le plus élevé, notamment dans les produits frais, la réfrigération. Tout ce que nous ferons dans ce sens-là aussi, en termes de réduction de coûts, permettra de rendre encore plus accessible l'alimentation au plus grand nombre, et Dieu sait si nous en avons besoin à Montpellier et dans sa Métropole.

Je rejoins ce que disait Monsieur Domergue : Montpellier bénéficie de nombreux atouts en termes de logistique. En plus de ceux qu'il a cités, le fait que nous ayons un marché-gare situé en ville, à proximité d'un

réseau ferré et d'une autoroute, est un cas quasiment unique en France voire en Europe – nous avons regardé cela à l'occasion de nos déplacements.

Nous le savons, c'est le dernier kilomètre qui coûte le plus au niveau environnemental, économique. De nombreuses Villes nous envient et il faut savoir que par exemple des Villes comme Paris relocalisent leurs plates-formes, rapprochent leurs plates-formes. A un moment, on les avait éloignées comme à Rungis, et maintenant on les rapproche de la ville centre parce que l'on se rend compte que les coûts en termes de déplacements sont vraiment très élevés.

Nous avons un atout énorme et je pense qu'avec tout cela nous pouvons faire quelque chose à la pointe, au niveau de Montpellier et de sa Métropole. Je pense qu'en termes d'innovation on peut même aller assez loin. Dans nos projets d'urbanisme, tu l'as dit Isabelle, c'est très transversal cette approche : on peut aller assez loin sur la métropole et tenter d'imaginer des projets logistiques liés très étroitement à ce qui relève de l'activité économique, du commerce, de l'habitat, ne pas dissocier les projets dans l'espace mais voir comment ils peuvent, dans un souci d'économie, d'espace aussi, s'harmoniser, se marier. Je vous remercie vraiment pour cette initiative qui apporte beaucoup d'espoir.

Monsieur le Président

Merci Madame Touzard. Madame Jannin.

Stéphanie JANNIN

Monsieur le Président, chers collègues, je m'associe également à ces remerciements auprès d'Isabelle Gianiel, dont le travail global sur la logistique urbaine va nous permettre d'inclure les actions qui ont été proposées dans le cadre de l'appel à projets Ville respirable en cinq ans dont nous avons été lauréats – je ne reviendrai pas sur le fond puisque Madame la Vice-Présidente, vous l'avez déjà cité.

Cette délibération a été approuvée le 26 mai 2016 concernant cet appel à projets, notamment la création d'une zone à circulation restreinte sur l'aire piétonne de Montpellier pour les livraisons. Cette cohérence nous permet de proposer aux habitants des politiques publiques performantes traitées globalement au sein de la Métropole bien sûr, mais aussi entre la Ville et la Métropole. Cela nous amène, je crois, à l'exemplarité en termes d'aménagement durable. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Madame Jannin. Madame Jabado.

Claire JABADO

Bonsoir Monsieur le Président. Chers collègues, ce schéma directeur sur le transport logistique urbain est plus qu'important. Je ne vais pas revenir sur tous les avantages que Madame Gianiel a présentés, mais il me semble très important de pouvoir offrir aux institutions ou aux industries, aux entreprises de l'extérieur de notre métropole, de pouvoir visualiser facilement notre feuille de route logistique. Qui pilote quoi ? Est-ce le flux qui pilote la structure de la ville, ou la structure de la ville qui pilote le flux ? Comment tout cela va-t-il pouvoir s'organiser ?

Il ne faut pas oublier dans ce sujet-là qu'il y a beaucoup d'attentes contradictoires entre les différentes personnes concernées. Moi, je vois via ce schéma que notre rôle sera de rallier, discuter, trouver des compromis et des solutions qui peuvent satisfaire l'ensemble des utilisateurs.

Nous ne sommes pas les premiers à mettre en place un schéma directeur de ce style et je pense que nous devrions regarder de très près ce qui a marché et ce qui n'a pas marché dans d'autres métropoles. Certes, tout n'est pas lié et tout ne concerne pas notre métropole, mais il y a certains échecs sur le plan national, et à ce jour il n'y a toujours aucun modèle de CDU qui ait été une réussite à 100 %. Regardons, benchmarkons, voyons ce qui se passe ailleurs, et bien évidemment, travaillons avec tous les professionnels et les associations de cette activité. Merci.

Monsieur le Président

Merci Madame Jabado. Monsieur Cour a demandé la parole et ensuite Monsieur Jaoul.

Christophe COUR

Bonjour chers collègues. A propos du MIN, il est vrai que nous travaillons en transversalité avec les deux Isabelle, puisque nous travaillons à la fois en logistique urbaine et nous sommes spécialisés aussi en produits frais. Nous sommes une plate-forme logistique concernant les produits frais : les gros camions arrivent en bordure du MIN, et de là des petits camions vont approvisionner les commerçants, les halles, etc.

Nous avons aussi évidemment les différents corps de métiers qui viennent au MIN pour pouvoir s'approvisionner eux-mêmes. Le dernier kilomètre est souvent le kilomètre le plus compliqué, le plus cher et le plus difficile pour tout le monde, et aussi assez polluant. C'est pour cela que le MIN, me semble-t-il, est assez bien placé, en bordure du centre-ville et en bordure de l'autoroute, pour pouvoir mutualiser le dernier kilomètre au niveau de la logistique urbaine.

L'avantage qu'a le MIN aussi est qu'ils sont spécialisés dans les produits frais. Les produits frais ont une législation beaucoup plus compliquée que les produits secs. Si l'on sait approvisionner en produits frais, on sait aussi approvisionner en produits secs. Nous pourrions être une bonne base complémentaire par rapport à des emplacements de logistique qui se trouvent des fois à Saint Jean de Védas ou à Saint-Aunès, notamment pour les transporteurs. En plus, nous avons les frigos, le service adéquat pour que les transporteurs déposent des produits frais quasiment en centre-ville pour être livrés dans les derniers kilomètres. Je pense que le MIN est un point fort pour la logistique urbaine dans les années à venir.

Il faut voir aussi maintenant que beaucoup de gens veulent se faire livrer des produits frais. Notamment nous avons vu Amazon en ville à Paris : le Maire de Paris avait pris la parole pour indiquer qu'Amazon, avec son Amazon Premium et un coût de 40 euros par an, livrait gratuitement de 8 heures jusqu'à 22 heures tous les jours sans interruption. Cela risque d'être un gros problème puisque nous aurons une multitude de livraisons en ville pour différentes personnes. Je crois que la mutualisation du dernier kilomètre sera, dans les années à venir, quelque chose de très important. Merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Cour. Est-ce que quelqu'un veut la parole ? Dernier intervenant, Monsieur Jaoul.

Laurent JAOUL

Monsieur le Président, je voudrais simplement réagir suite à l'intervention de Monsieur Petit qui a fait état de la constitution d'un groupe politique. Je pense que cette décision devrait être soumise à l'assemblée lors de la prochaine réunion du Conseil de Métropole. J'ai effectivement lu dans la presse que trois élus qui n'ont pas été élus sur la même liste aux élections municipales veulent constituer un groupe. Demain je vais vous écrire, je vais dire que je constitue un groupe avec Madame le Maire de Saint-Drézéry, et Monsieur le Maire de Pérols en constituera un avec le Maire de Lattes – nous allons constituer des groupes.

Je crois qu'il ne faut pas faire n'importe quoi. La constitution d'un groupe dans une assemblée qui représente les territoires a une raison d'être. Par exemple vous avez un groupe ici, Les Républicains UDI ou centristes, je ne sais plus comment ils s'appellent, c'est une liste qui a été élue sur des idées politiques lors des dernières élections municipales.

Trois élus prétendent constituer un groupe d'humanistes. Je crois qu'il faudrait le soumettre à l'assemblée, sinon nous allons avoir des constitutions de groupes tout au long de la mandature. Cela cause un problème au niveau du règlement intérieur : derrière, les groupes politiques peuvent s'exprimer dans le *MMM*Mag' donc je crois qu'il faut bien cadrer cela. Il me semble qu'il faudrait peut-être le soumettre à l'assemblée ou éventuellement revoir le seuil des groupes politiques pour qu'il y ait une réelle représentation au sein de cette assemblée. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Ce n'était pas vraiment de la logistique urbaine. Madame Brissaud, c'est sur le même sujet ? Allez-y, Madame Brissaud.

Anne BRISSAUD

Monsieur Jaoul, je ne vois pas en quoi cela vous regarde. Tout le monde est libre de faire exactement ce qu'il veut dans une assemblée, d'autant que le Code des collectivités territoriales dit que les élus ont un droit d'expression individuel. Si nous voulions pouvoir intervenir en tant qu'élus dans le journal, ce serait déjà possible. Là, nous le demanderons en tant que groupe. Le règlement intérieur nous le permet malgré ce que vous dites, et Monsieur Saurel nous répondra sur la question que nous lui avons posée.

Maintenant, je pense que vous êtes allé un peu loin et rien ne nous empêche de monter un groupe, d'autant que nous sommes sur un territoire de projet. Personne n'est élu sur la même liste. Il y a plus de trente Communes ici, heureusement que nous pouvons travailler entre Communes et pas juste la Commune de Montpellier ou de Saint Jean de Védas, etc. Je ne vois pas du tout l'intérêt de votre intervention.

Si vous voulez nous empêcher d'intervenir et de nous exprimer, c'est un peu particulier, je trouve, Monsieur Jaoul.

Monsieur le Président

Vous avez toujours la parole, Madame Brissaud.

Anne BRISSAUD

Justement, là je ne vois pas l'intérêt.

Monsieur le Président

Moi je vous donne toujours la parole. Toujours.

Anne BRISSAUD

Nous nous sommes constitués en groupe, je pense que rien ne nous l'interdit. Maintenant, si vous voulez nous l'interdire, vous nous annoncerez que ce groupe est interdit.

Monsieur le Président

Toujours nous vous donnons la parole quand vous la demandez. Toujours.

Madame Guiraud, Maire de Saint Jean de Védas.

Isabelle GUIRAUD

Monsieur le Président, mes chers collègues, pour revenir sur ce point, Monsieur Petit est délégué communautaire de la Ville de Saint Jean de Védas. Il m'avait fait part de son projet. Je ne peux pas empêcher Monsieur Petit de constituer ce groupe. Je lui ai fait part du fait que je ne cautionnais pas la formation de ce groupe. Monsieur Petit est délégué communautaire de la Ville de Saint Jean de Védas et j'ai du mal à comprendre en tout cas politiquement, comme l'a expliqué Monsieur Jaoul, ce mélange entre plusieurs Communes.

Monsieur le Président

Ecoutez, je vais reprendre la phrase de Martine Aubry : « *Quand c'est flou, c'est qu'il y a un loup.* » Je referai le règlement et je le porterai devant l'assemblée. Je m'inspirerai des collectivités de la même strate.

Anne BRISSAUD

Et du Code des collectivités territoriales, surtout.

Monsieur le Président

Comme je l'ai toujours fait. D'autant qu'au début nous avions un groupe Front national de deux, j'avais descendu à deux pour que tout le monde puisse s'exprimer et là, Madame Jamet n'est plus qu'un. Il n'y a plus qu'un, voilà.

Monsieur le Président

Madame Bouallaga, sept. *Seven* en anglais.

Je mets aux voix le schéma directeur de la logistique urbaine de la Métropole et ses grands axes, ses grandes orientations, proposé par sa Vice-Présidente Madame Isabelle Gianiel. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Adoptée à l'unanimité moins une abstention, c'est-à-dire à l'unanimité des exprimés.

AFFAIRE N° 7 : COHESION SOCIALE – STRATEGIE METROPOLITAINE POUR UTILISER LA COMMANDE PUBLIQUE COMME LEVIER D'INSERTION PROFESSIONNELLE – ADHESION AU RESEAU CLAUSE SOCIALE POUR LA PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION D'ALLIANCE VILLE EMPLOI – CONVENTION DE COOPERATION MAITRE D'OUVRAGE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire numéro 7 : il s'agit là de la stratégie métropolitaine pour utiliser la commande publique. Je donne la parole à Madame Catherine Dardé, première Vice-Présidente chargée de la politique de la ville, de la cohésion sociale et de la lutte contre les discriminations.

Catherine DARDE

Merci Monsieur le Président. Mes chers collègues, je vous propose aujourd'hui de retenir comme levier d'insertion professionnelle une clause sociale de la Métropole. Je vous rappelle que nous avons comme objectif dans la Métropole le développement économique et la croissance des entreprises. Chantal Marion y est particulièrement attachée et s'y implique au quotidien.

Nous voulons aujourd'hui que la Métropole, en tant que générateur d'activité qui génère des marchés, soit elle-même un tremplin vers l'emploi, donc utiliser la commande publique de la Métropole et de ses satellites comme un levier d'insertion professionnelle.

Pour cela, nous vous proposons de développer l'utilisation de ce qui s'appelle les clauses sociales dans les marchés, qui permettront de réserver des heures de travail à des publics en difficulté d'insertion. Bien sûr, cette orientation peut prendre différentes formes.

La première des formes est l'intégration d'une clause d'insertion sociale et professionnelle en tant que condition d'exécution du marché lui-même.

La deuxième forme est la mise en place de marchés qui seraient réservés aux structures en lien avec le handicap. Vous savez qu'un certain nombre de structures accueillent des personnes en situation de handicap. Egalement, ces marchés pourraient être réservés aux structures d'insertion par l'activité économique.

Troisième forme : la mise en place de marchés de services de qualification et d'insertion professionnelle. Ou encore, nous pourrions proposer l'intégration d'une clause sociale en tant que critère de sélection des entreprises candidates sur leurs performances en matière d'insertion professionnelle.

Vous voyez : nous avons un certain nombre de leviers que nous pouvons utiliser en tant que Métropole pour faciliter l'insertion professionnelle des personnes en situation de difficulté. Au titre de l'insertion, en 2014, déjà 33 000 heures d'insertion ont pu être mobilisées pour des publics en situation d'insertion, sur les marchés de la Métropole uniquement. En 2015, ce se sont plus de 84 000 heures d'insertion. Nous avons fait une progression manifeste entre 2014 et 2015, mais nous voulons aller plus loin, intensifier encore nos efforts dans ce sens, et nous vous proposons de nous engager sur deux axes.

Le premier : renforcer l'utilisation des clauses sociales dans les marchés publics ; le deuxième : structurer une plate-forme collaborative métropolitaine, dite « clause sociale », de mise en œuvre de ces clauses sociales et de suivi coélaborées et inscrites dans le cadre du contrat de Ville. C'est aussi pour nous une façon de décliner un des axes du contrat Ville qui est l'insertion des publics en difficulté.

Pour cela, je vous propose trois axes.

Le premier axe est renforcer l'utilisation des clauses sociales dans les marchés publics : non seulement les marchés publics de la Métropole mais aussi les marchés publics des organismes satellites. C'est aussi possible pour les marchés publics des 31 Communes qui sont également actrices sur la Métropole. Nous voulons notamment que cette orientation impacte particulièrement les publics des quartiers prioritaires de la politique de la ville de façon à ce que ces habitants puissent bénéficier de parcours d'insertion durable. Nous avons des acteurs importants qui sont notamment les bailleurs sociaux, qui mènent beaucoup d'opérations sur le territoire. Nous voulons les impliquer, également impliquer les maîtres d'ouvrage publics et privés qui agissent sur notre territoire.

Le deuxième axe est de mettre en place une plate-forme collaborative métropolitaine, dite « clause sociale ». Cette constitution de plate-forme est un des axes de notre projet qui s'appelle le projet de développement de l'emploi métropolitain, que nous avons baptisé PODEM, qui est inscrit dans le contrat de Ville.

Nous avons deux niveaux pour cette plate-forme collaborative. Le premier niveau : proposer un certain nombre de clauses sociales et d'outils pour la mise en place de ces clauses sociales, à la Métropole, aux organismes satellites, aux 31 Communes qui constituent la Métropole, et bien sûr aux opérations qui vont impacter les quartiers prioritaires de la Ville dont notamment, je les ai cités, les bailleurs sociaux, les projets de rénovation urbaine, et plus largement tous les maîtres d'ouvrage qui vont intervenir sur la Métropole.

Nous pouvons intervenir en amont de la commande publique pour promouvoir ces clauses sociales, sensibiliser les acteurs, signer des conventions avec les maîtres d'ouvrage et mettre surtout à leur disposition une expertise dédiée aux clauses sociales, qui permettra de repérer les opérations d'abord et d'appuyer dans le choix des procédures. C'est en amont.

En aval de la passation des marchés, nous souhaitons animer un partenariat avec l'ensemble des prescripteurs du territoire métropolitain pour être un lieu de ressources, aller à la rencontre des entreprises attributaires, mutualiser aussi les heures d'insertion sur plusieurs opérations parce que parfois il y a des heures limitées en termes d'insertion qui peuvent être mutualisées, qui peuvent facilement être offertes à des personnes en parcours d'insertion. Nous voulons également suivre l'exécution des engagements et évaluer les résultats de tableaux de bord.

Afin d'optimiser et de structurer cette plate-forme, il nous est proposé de nous inscrire dans un réseau national dédié aux clauses sociales puisqu'un certain nombre d'acteurs comme d'autres Métropoles sont également engagés dans cette politique. Ce réseau est animé par Alliance Villes emploi, une association nationale des collectivités territoriales pour la formation et l'insertion pour l'emploi.

Si vous êtes d'accord, nous pourrions adhérer à ce réseau sous réserve d'un montant de cotisation qui s'élève à 2 950 euros. Voilà ce que je voulais vous proposer dans le cadre de cette action qui me semble tout à fait dans les objectifs que nous nous sommes donnés au titre de la Métropole : développer l'emploi, et à travers l'emploi de développer l'insertion professionnelle pour aller vers l'emploi. Je pense que les acteurs ici autour de la table, notamment la Mission locale, s'inscrivent tout à fait dans cet objectif.

Je vous propose d'approuver cette stratégie, d'approuver le type de convention de coopération entre la Métropole et le maître d'ouvrage, d'approuver l'adhésion de Montpellier Métropole à cette association Alliance Villes emploi pour un montant de 2 950 euros ; de dire que les crédits correspondant à cette adhésion seront prévus au budget de la Métropole pour l'année 2016, chapitre 936 ; et enfin d'autoriser le Président à signer tous les documents relatifs à cette affaire et à solliciter tous les organismes intéressés pour leurs aides financières dans le cadre du cofinancement de cette plate-forme collaborative métropolitaine clause sociale. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Madame Dardé. Qui demande la parole ? Madame Marion, Monsieur Revol, Madame Hart.

Ce n'est pas moi qui fais marcher les micros !

Chantal MARION

Sinon, je peux parler fort. Merci beaucoup. Madame Dardé, merci pour cette présentation. Vous savez que nous travaillons évidemment ensemble au niveau de l'emploi.

Je me permets de prendre la parole parce que j'ai quand même une annonce à faire un peu spéciale et spécifique de la Métropole. Au niveau de la commission French Tech, il y a un axe fort que nous sommes les seuls, à Montpellier Méditerranée Métropole, à avoir impacté au niveau de la commission French Tech,

c'est un volet social. C'est comme cela qu'a été créé Opencité entre autres, et dernièrement des manifestations avec Kaina.tv.

Il y a quelque chose que je veux signaler parce que c'est unique en France : des entreprises de French Tech m'ont demandé – je ne leur ai rien demandé, c'est vraiment un effet boomerang –, de s'implanter dans les quartiers prioritaires. Ce sont des entreprises qui ont formé ces jeunes, qui les coachent. Ils m'ont demandé d'être dans ces quartiers prioritaires. C'est une démarche unique que je voulais signaler et je voulais les remercier par cette intervention. Madame Dardé, je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Madame Marion. La parole est à Monsieur Revol.

René REVOL

Je voudrais apporter mon appui à cette délibération dans la mesure où je pense que c'est une délibération qui commence à poser les actes en termes de politique sociale de manière stratégique au niveau de notre Métropole, et que cela ne va que pouvoir s'élargir avec le transfert des compétences, partiel ou total, du Conseil départemental. Il faut donc que nous réfléchissions globalement à une stratégie sociale sur notre territoire.

Deuxième raison : c'est la place qui est faite aux emplois d'insertion dans les marchés publics. Nous sommes un certain nombre de Communes qui essaient de se battre à leur niveau, sur les marchés, pour introduire ce type d'emploi. Dans cette action, nous sommes toujours accompagnés de manière professionnelle et aussi très dynamique par le service concerné de la Métropole que je tiens à saluer, mais en tant que Communes, quand nous sommes devant des acteurs, nous n'avons pas la force de l'imposer. Il est donc important de développer une coopération à l'échelle métropolitaine pour faire que la part d'insertion dans les marchés publics puisse aller jusqu'au maximum que la loi nous autorise, ce qui est déjà réalisé dans certaines Métropoles mais pas dans toutes, et il faut que nous passions à une étape supérieure à ce niveau. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Monsieur Revol. Madame Hart.

Clare HART

Merci. Je voudrais appuyer très fortement cette délibération. Nous l'appelons de nos vœux depuis très longtemps. Je voudrais souligner aussi le fait que nous avons une grande chance sur notre territoire : nous avons des entreprises extrêmement engagées, Madame Marion vient de le dire. La French Tech a évolué vers cette clause sociale. Ici beaucoup plus qu'ailleurs, nous avons des entreprises qui jouent le jeu de la RSE, la responsabilité sociale et sociétale des entreprises, depuis très longtemps.

Je pense qu'il faudrait vraiment les valoriser en marchés publics, même au-delà des clauses d'insertion, à travers la mieux-disance sociale sous toutes ses facettes. C'est le début de tout cela, et ces processus ne demandent qu'à être accélérés pour le bien des personnes défavorisées qui sont en recherche d'emploi activement aujourd'hui. Merci.

Monsieur le Président

Merci Madame Hart. Je donne la parole à Madame Dray, Présidente de la Mission locale d'insertion de la Métropole.

Michèle DRAY-FITOUSSI

Monsieur le Président, chers collègues, bien évidemment je ne peux être que pour cette délibération. Je voudrais juste rappeler que la Mission locale des jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole réalise – je réclame votre attention – les meilleurs chiffres au niveau de l’insertion des jeunes sur la Grande Région. Nous sommes la première Mission locale de la Grande Région. La Présidente que je suis n’en est pas peu fière. La seule Mission locale qui est juste devant nous de 0,2 % est celle des Pyrénées Orientales, mais c’est une Mission locale départementale.

Le travail est fait ; au niveau des quartiers politique de la ville, nous sommes devant et largement devant. Je rappelle que nous avons des objectifs surveillés par la Préfecture. Nous avons largement dépassé nos objectifs sur les quartiers politique de la ville, et lors de l’assemblée générale qui a eu lieu dans cette salle il y a une quinzaine de jours, le représentant du Préfet l’a souligné, nous en a félicités. Ce travail-là est fait. Nous continuons à le faire de plus en plus fortement et ce genre de clause va encore nous y aider. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Madame Dray ; je comprends maintenant pourquoi vous m’avez demandé la parole.

Je mets aux voix l’affaire 7. Qui est contre ? Une contre. Qui s’abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 8 : COHESION SOCIALE – AVENANT OPERATIONNEL ET FINANCIER AU CONTRAT DE VILLE 2015-2020 POUR L’ANNEE 2016 – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 8, toujours Madame Dardé, c’est l’avenant opérationnel au contrat de Ville 2015-2020 pour l’année 2016.

Catherine DARDE

Merci, Monsieur le Président. Mes chers collègues, vous vous souvenez que nous avons signé le 10 juillet 2015 le contrat de Ville que nous appelons le contrat-cadre, et qu’aujourd’hui nous sommes donc dans la déclinaison opérationnelle de ce contrat de Ville pour l’année 2016.

Vous vous souvenez aussi que vingt partenaires ont cosigné ce contrat, et que nous avons à l’époque défini un certain nombre de priorités :

- bien sûr, rapprocher les activités économiques des quartiers – et je souligne que l’annonce de Chantal Marion s’inscrit tout à fait dans ce premier objectif d’installer des activités économiques dans les quartiers – ;
- responsabiliser des entreprises pour refonder le dispositif d’insertion – vous voyez, nous sommes déjà en pleine réalisation de cet objectif – ;
- mobiliser l’ensemble des Communes et des quartiers de la Métropole en faveur d’une véritable mixité de l’habitat ;
- renforcer la mixité dans les établissements scolaires de la maternelle jusqu’au collège ;
- engager en priorité le réinvestissement urbain du quartier Sud-Mosson pour renouveler en profondeur son image et son fonctionnement ;

- promouvoir l'activité des quartiers par des actions coordonnées et efficaces pour la tranquillité publique et la gestion des espaces publics et privés ;
- enfin, valoriser les talents en contribuant à faire que chaque jeune, chaque femme, chaque homme trouve sa place dans la société et se sente citoyen de la Métropole.

Ces sept priorités, nous les avons traduites avec un certain nombre d'enjeux et nous avons présenté le 2 juin dernier à l'ensemble des signataires du contrat de Ville le projet de déclinaison de l'avenant opérationnel. Pour la première fois, le 2 juin nous avons la représentation des Conseils citoyens. Vous vous souvenez que nous avons créé douze Conseils citoyens pour l'ensemble des douze quartiers. Les représentants de ces Conseils citoyens se sont pour la première fois associés à notre démarche.

Dans cet avenant que je vous propose aujourd'hui, nous avons une déclinaison opérationnelle par programme d'action de ces enjeux que nous avons définis, et nous avons également la gouvernance et l'ingénierie du contrat Ville qui sont élaborées. Nous avons bien sûr le fonctionnement des Conseils citoyens et les engagements financiers des signataires dont je vous parlerai à la fin.

En termes de déclinaison opérationnelle, je rappelle que ce contrat de Ville a été élaboré bien sûr avec l'aide des services de la Métropole dont je voudrais souligner également l'engagement, et du GIP contrat Ville, mais aussi avec l'ensemble des institutions puisque quinze ateliers ont travaillé pendant plusieurs mois pour décliner ce contrat Ville de façon opérationnelle.

Nous avons abouti à 75 fiches opérationnelles coconstruites et corédigées avec l'ensemble des partenaires autour de cinq objectifs qui ont été le fil rouge qui a permis de décliner ces enjeux opérationnels. Je ne rappelle pas les cinq objectifs, je vous en ai parlé tout à l'heure.

Un mot sur les Conseils citoyens parce que c'est une nouveauté par rapport à ce contrat Ville. Ces Conseils citoyens ont pour but d'associer les habitants à ce que l'on appelle l'expertise d'usage, c'est l'expertise d'usage de l'habitant qui peut être associée aux objectifs de notre contrat Ville. Douze Conseils citoyens créés chacun en association, composés à parité des habitants – un tiers d'habitants volontaires et deux tiers tirés au sort –, et d'un collègue d'associations et d'acteurs socioprofessionnels.

Ces Conseils font, en fonction de la taille des quartiers, entre vingt et quarante personnes. Lors du dernier Conseil de pilotage, il y avait deux représentants de chacun de ces Conseils citoyens. 24 personnes ont participé à nos travaux. Nous les accompagnons avec une aide pour le fonctionnement, et des locaux.

La gouvernance du contrat Ville, c'est un travail partenarial. Aujourd'hui, ce partenariat que nous avons élaboré depuis le départ, nous le poursuivons par la mise en place et le suivi opérationnel au sein de groupes de travail pour l'opérationnalité du contrat Ville. Ces groupes de travail ont balayé toutes les problématiques du contrat Ville : l'éducation, la parentalité, le dispositif d'insertion vers l'emploi, l'habitat, le renouvellement urbain, la gestion urbaine de proximité, la prévention de la délinquance et l'insécurité, le sport et la culture, et l'accès au droit et à la santé.

Nous allons mettre en place des conférences territoriales afin que les habitants des territoires soient étroitement associés à ces travaux.

Je terminerai par les engagements financiers de l'année 2016, considérée comme une année de transition : nous mettons juste en place des transferts de compétences et ceux du Département ne sont pas terminés. Nous avons proposé de faire un engagement financier pour l'année 2016 qui serait une année de transition, ensuite nous aurons un avenant financier pluriannuel 2017-2018 si nous pouvons tenir cette hypothèse, pour permettre de donner de la perspective à la fois aux habitants mais aussi aux associations qui travaillent dans les quartiers.

Au titre des engagements financiers, un nouveau partenaire a souhaité, au-delà des vingt premiers signataires, s'associer au contrat Ville, c'est ADOMA, une SEM, opérateur de logement très social. Nous aurons 21 partenaires pour ce contrat Ville.

En quelques mots, quels sont les montants des financements ? L'Etat apporte 16 millions d'euros, je parle de l'année 2016 uniquement, la Ville et la Métropole conjointement 5,5 millions, le Département 2 millions et la Région, le Président vient de nous annoncer le chiffre, 5,2 millions. Vous voyez que nous avons un partenariat de l'ensemble des acteurs qui permettra d'avancer sur cette politique de la ville et de donner à chacun des habitants de ces quartiers si possible les meilleures conditions de vie, d'éducation, de logement, équivalentes à tous les habitants de la Métropole.

Je vous propose en conséquence d'approuver l'avenant opérationnel financier qui vous est proposé, et d'autoriser le Président à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Merci Madame Dardé. Cet avenant sera signé officiellement avec les services de l'Etat et partenaires le 8 juillet à la Maison pour tous Marcel-Pagnol.

Qui demande la parole ? Madame Bouallaga, Madame Touzard et Madame Hart. Madame Bouallaga.

Sabria BOUALLAGA

On m'entend ? Oui. Merci Madame Dardé pour le travail que vous accomplissez et pour tout ce que vous venez de citer. Je tiens tout de même à attirer l'attention sur les quartiers populaires de Montpellier qui ne se portent pas si bien que cela, malgré tous les efforts qui sont fournis.

Les quartiers populaires de Montpellier – ils sont tous les douze sur Montpellier, c'est pour cela que je ne cite pas les autres territoires – souffrent cruellement de manque d'infrastructures. Les Conseils citoyens se disloquent comme je l'avais rappelé à la Ville. Je rappelle à Madame Dray-Fitoussi que les jeunes des quartiers populaires sont touchés à hauteur de 45 % par le chômage. Cette autosatisfaction me semble un peu déplacée. Les quartiers populaires sont aux abois. Dire que tout va bien, je trouve cela vraiment...

Si, en quelque sorte.

Michèle DRAY-FITOUSSI

Vous n'avez pas compris ce que j'ai dit.

Sabria BOUALLAGA

Vous répondrez après si vous voulez, Madame Dray.

Monsieur le Président

Ne vous disputez pas.

Sabria BOUALLAGA

Nous n'allons pas nous disputer.

Monsieur le Président

Laissez parler Madame Bouallaga, c'est très important.

Sabria BOUALLAGA

Je dis juste que la situation des quartiers populaires n'est pas propre à Montpellier. Les quartiers populaires dans la France entière sont aux abois. Si cette politique de la ville a été mise en place, c'est justement pour répondre à cette situation désastreuse dans laquelle la France est par rapport à ces quartiers populaires.

Aujourd'hui, je signale simplement que malgré tous les efforts que le Gouvernement met en place, malgré tous les Vice-Présidents dans toutes les agglomérations ou métropoles qui sont mis en place, les quartiers populaires sont aux abois et le seront toujours parce que la démocratie ne s'y exerce pas comme elle devrait l'être, que les quartiers populaires manquent d'infrastructures, que la mixité sociale ne s'y applique pas, que tant que toutes ces données ne seront pas conjointement mises autour de la table, nous ne pourrons pas avancer sur la question des quartiers populaires.

Tout le monde ici est de bonne volonté pour que les quartiers populaires se portent bien. Malheureusement, on ne peut pas panser une blessure qui dure depuis trente ans. Un arbre ne peut pas pousser sur des racines pourries. Vous pourrez mettre en place toutes les politiques de la ville que vous voulez, il y a un vrai problème de fond pour les quartiers populaires. Merci.

Monsieur le Président

Merci Madame Bouallaga. Madame Touzard.

Isabelle TOUZARD

Merci à Catherine pour tout ce travail. Un élément important à mes yeux : les questions de l'alimentation qui rejoignent celles de la santé. J'ai vu qu'il y a un groupe de travail sur la santé. On note dans les quartiers défavorisés, de la politique de la ville, une malnutrition liée forcément à différents éléments socio-économiques, mais aussi d'urbanismes alimentaires qui ne sont pas forcément adaptés. L'alimentation est un élément clé de la santé, on l'observe de plus en plus, notamment sur Montpellier. Nous en avons déjà parlé ensemble, je pense que c'est un sujet important et comme je le répète souvent, avec l'eau, le premier besoin.

Monsieur le Président

Merci Madame Touzard. Maintenant c'est Madame Hart, et après je vous ferai une petite annonce. Je n'ai rien dit au début, je vais le faire petit à petit. Sur la santé, cela intéressera Monsieur Domergue, et pas que Monsieur Domergue.

Clare HART

Simplement pour clore ce sujet, rendre hommage aux équipes qui ont travaillé de manière acharnée. Il a fallu six mois pour créer ce projet. Je fais partie de la commission donc je l'ai suivie : six mois pour travailler sur ces différents points, pour réunir tous les acteurs, pour travailler avec les Conseils citoyens. C'est un travail de titan et j'ai vu des équipes de la Métropole travailler pas seulement avec engagement mais aussi avec passion. J'ai constaté cela et je voudrais vraiment que nous rendions hommage à ces équipes ce soir. Merci.

Monsieur le Président

Madame Hart, je fais un copier-coller de ce que vous venez de dire, et je signe à la fin. *I see eye to eye with you*. Allez-y, répondez puis je donnerai un petit élément sur la santé.

Catherine DARDE

Je voudrais répondre notamment à Madame Bouallaga, en disant qu'il y a deux solutions dans la vie. Soit on se résigne et l'on constate que les choses sont comme elles sont, soit on essaye de faire bouger les choses, de les faire avancer. Je voudrais souligner que ce contrat de Ville a l'avantage d'avoir une vision cohérente de l'ensemble des problématiques des quartiers que l'on disait « populaires », mais qui sont dits « prioritaires » aujourd'hui.

On aborde la vie dans ces quartiers sous l'ensemble des angles : le sport, la culture, la santé, l'alimentation, le logement, la mixité sociale. Je rappelle qu'en matière de logement il y a un effort important de la Métropole pour développer le logement social sur l'ensemble des Communes, et pas uniquement sur ces quartiers-là. C'est une approche globale de l'ensemble des problématiques sur l'éducation, sur la mixité à l'école. C'est en abordant l'ensemble de ces problématiques et en essayant de faire avancer les choses petit à petit au jour le jour, que nous pourrions faire évoluer la situation de ces quartiers.

Nous avons prévu de travailler jusqu'en 2020 avec des indicateurs de suivi, et il est bien entendu que l'ensemble des personnes qui sont engagées dans cette politique de la ville sont toutes passionnées, comme le disait Clare Hart, et s'engagent au quotidien pour faire évoluer la vie des habitants dans ces quartiers. Je pense que nous pouvons y arriver ensemble sans aucun défaitisme, petit à petit, en faisant avancer pas à pas l'ensemble des conditions de vie dans ces quartiers.

Monsieur le Président

Merci Madame Dardé. Je mets aux voix l'affaire puis je vous donne l'info. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Un contre. Tout le monde est d'accord à part un.

Je voudrais vous donner une information que j'avais déjà abordée dans un précédent Conseil, qui concerne les futurs contrats Etat Métropole qui ont été portés sur les fonds baptismaux par Jean-Michel Baylet, Ministre des Collectivités territoriales, et le cabinet du Premier Ministre Manuel Valls.

Je vous avais dit que Christian Fina avait été délégué pour la Métropole pour représenter ses intérêts à Matignon dans le groupe de travail. Le résultat des groupes de travail à Matignon nous est revenu hier soir et se manifeste de la façon suivante. Nous avons à proposer une thématique particulière qui pourrait être caractéristique et authentifier la Métropole. J'ai beaucoup hésité à choisir entre numérique et santé, mais comme de nombreuses autres Métropoles avaient choisi numérique, j'ai choisi santé et puis numérique. J'ai mis le mot santé en premier. D'autant que les protocoles d'accord seront signés avec l'association France Urbaine dont je copréside avec André Rossinot, Président du Grand Nancy, la commission santé.

Le résultat est donc tombé hier soir : le 6 juillet, à 18 heures, nous serons reçus à Lyon avec les 14 autres Métropoles, et la signature se fera entre Manuel Valls et France Urbaine, et intégrera Montpellier sous le vocable « capitale santé ». Nous sommes la seule Métropole des quinze à avoir ce vocable. C'est une très belle avancée et une très belle image pour Montpellier.

Je remercie bien sûr Monsieur Fina, mais je remercie le Ministre des Collectivités territoriales Jean-Michel Baylet, je remercie Manuel Valls, Premier Ministre, qui sera des nôtres demain pour l'inauguration du tram, et je remercie le Maire de Lyon Gérard Collomb de nous recevoir, ainsi qu'André Rossinot, Président du Grand Nancy, qui a pour moi une attitude extrêmement chaleureuse et amicale.

C'est une pierre de plus pour faire reconnaître Montpellier au niveau national sur sa spécificité, et nous avons positionné capitale santé dans le chapitre numéro 4 : l'excellence économique et le rayonnement international.

AFFAIRE N° 9 : COHESION SOCIALE – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS – APPEL A PROJETS 2016 AU CONTRAT DE VILLE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – APPROBATION

Monsieur le Président

Je passe à l'affaire suivante, affaire 9 : attribution de subventions pour les appels à projets du contrat de Ville. Qui demande des renseignements particuliers sur ces opérations qui s'élèvent à 172 000 euros à Madame Dardé, première Vice-Présidente ? Je mets aux voix. Monsieur Dewintre ne participe pas au vote. Contre ? Une contre. Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 10 : FINANCES – COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2015

Monsieur le Président

Affaire 10, compte administratif et compte de gestion. Je vais donner la parole à Max Lévitá et comme le demande la loi, je me retirerai au moment du vote. Je céderai la présidence de séance à Catherine Dardé. Monsieur Lévitá.

Max LEVITA

Monsieur le Président, mes chers collègues, je vais vous présenter le compte administratif de l'année 2015. Je vais essayer d'être court.

Un compte administratif est un compte rendu financier de l'ensemble des opérations qui ont été conduites en 2015. J'en suis le rapporteur, je n'en suis pas l'acteur. Je rends donc hommage à tous ceux qui ont conduit ces opérations, qu'ils soient élus ou qu'ils appartiennent à l'administration. Le compte administratif, c'est l'occasion de présenter des équilibres financiers de la collectivité et de dresser le bilan des réalisations de l'année.

L'année 2015 est une année particulière puisqu'elle a été marquée par la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole, dans les conditions que vous connaissez mes chers collègues. Cette transformation a conduit à des transferts de compétences dans les domaines que vous connaissez. L'année 2015 a été une année particulière dans la mesure où la plupart de ses compétences, bien que transférées, ont été exercées par les Communes pour le compte de la Métropole, et la Métropole a payé ces Communes pour ces actions réalisées.

La mise en œuvre de ce compte administratif n'a été possible qu'à travers des efforts de gestion rigoureux qui garantissent les équilibres financiers, alors même que la Métropole a fait le choix, comme vous le savez, de ne pas avoir recours au levier fiscal. On a tendance à trouver, comme c'est réalisé, que c'était facile à réaliser : je maintiens que c'était compliqué à réaliser et que cela l'a été grâce à l'effort de l'ensemble des acteurs.

2015 est l'année des transferts de charges avec les conventions de gestion transitoire. Ces transferts se sont réalisés dans d'excellentes conditions qui ont permis de garantir la continuité du service public et sa bonne organisation. Première caractéristique : le transfert des compétences. Deuxième caractéristique, sur laquelle vous avez été, j'en suis persuadé, extrêmement attentifs : nous avons adopté le nouveau référentiel budgétaire, le M57, ce qui ne vous a pas échappé. Enfin, troisième caractéristique : en 2015, nous avons créé un budget annexe transports qui retrace l'ensemble des crédits liés aux transports urbains, ce qui permet de fournir des indications détaillées sur le fonctionnement de ce service.

Si nous regardons les grands équilibres de ce compte administratif, nous avons un budget principal avec six budgets annexes. Sur ce budget principal, vous avez en dépenses d'investissement près de 150 millions, dont près de 90 millions pour le budget principal, 34 millions pour le budget transport essentiellement.

En présentant les principaux équilibres financiers, les dépenses de fonctionnement ce sont 336 millions pour le budget principal, 414 millions avec l'ensemble des autres budgets.

Il est difficile de comparer les budgets d'une année à l'autre, du fait des transferts de compétences. Toutefois, si nous avons essayé de travailler à périmètre constant, les charges de fonctionnement ont baissé en 2015 de 1,4 par rapport à 2014. Dans ce cadre, les dépenses de personnel, la masse salariale s'élève à 77 millions pour le budget principal et connaît une forte évolution du fait du remboursement aux Communes des frais de personnel dans le cadre des conventions de gestion dont j'ai parlé, 77,4 millions.

Si l'on calcule à périmètre constant, l'augmentation des charges de personnel a été contenue et limitée à 2,5 %. Vous avez, sur le graphique qui vous est proposé, le poids des dépenses de personnel dans les dépenses de fonctionnement. La Métropole, par rapport aux autres Communautés d'Agglomération, se situe dans la partie basse.

Dans les autres charges de gestion, compte tenu de la nouvelle grille tarifaire que nous avons imposée à TaM, la contribution financière à TaM s'est établie à 62 millions et pour équilibrer le budget de TaM, dans le budget principal nous l'abondons d'une subvention de 22 millions.

Concernant la gestion des déchets, dans la nouvelle convention de délégation de service public qui a été conclue en 2014, cette délégation permet une économie conséquente sur le coût global du service de traitement des déchets ménagers puisqu'elle porte sur 6 millions, ce qui représente une baisse de 25 % du coût de traitement des ordures ménagères résiduelles.

Les subventions aux associations culturelles et sportives sont restées à un niveau élevé, 26,8 millions.

Quant aux dépenses de fonctionnement transférées qui ont été prises en charge par les Communes mais remboursées par la Métropole, elles se sont élevées à 35,6 millions d'euros, ce qui représente 20 % des charges de fonctionnement courantes de la Métropole.

Sur les charges financières, vous savez que nous sommes à l'heure actuelle dans un environnement sur ce point-là très favorable puisque les taux d'intérêt sont particulièrement bas. Nous connaissons même certains taux à court terme négatifs. Ces conditions de financement sont exceptionnelles et la structure de notre encours de dette permet de réduire de 8 % les charges financières de la Métropole à périmètre constant.

Sur les recettes de fonctionnement, vous avez le slide sous les yeux, 130 millions sont payés par les ménages dans leurs impôts, les entreprises participent à hauteur de 190 millions, à périmètre constant ces recettes de fonctionnement baissent de 1 %. L'engagement de ne pas augmenter les taux d'imposition a été tenu. C'est donc la seule croissance des bases d'imposition qui détermine une évolution favorable de 1,6 % du produit fiscal.

La structure des recettes, vous l'avez sur le graphique qui est projeté et qui montre la participation du versement transport, de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, de la CDAE, de la cotisation foncière des entreprises en ce qui concerne les impôts entreprises ; et en ce qui concerne les impôts ménages, la taxe d'habitation, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Le volume des dotations de l'Etat reste important : 70 millions. Nous avons une baisse conséquente de 14 millions, du fait de la ponction, au titre du redressement des services publics. Je vous rappelle, mes chers collègues, que nous avons contribué à hauteur de 4 millions en 2014. En 2015, 4 millions plus 10 millions, cela fait 14 millions. En 2016, vont s'ajouter encore 11 millions, ce qui porte notre contribution à 25 millions. En 2017, du fait de la décision du Président de la République, nous ne participerons qu'à hauteur de 5 millions, mais la ponction s'élèvera au total à 30 millions. Quant à l'avenir, au-delà de 2017 nous verrons bien ce qui arrivera.

Nous avons bénéficié du fonds de péréquation des ressources communales, le FPIC, d'ailleurs je vous en parlerai dans un rapport à la suite. Cette enveloppe a été portée en 2015 à 780 millions donc pour nous, cette recette va s'élever en 2015 à 4,8 millions, soit une augmentation de 36 %.

Sur le graphique que vous avez sous les yeux, vous avez l'augmentation du FPIC et parallèlement la baisse des dotations et des compensations de l'Etat. Les attributions de compensations, c'est ce que les Communes nous ont transféré. Elles nous ont transféré les compétences mais aussi les moyens d'assurer les compétences puisque le principe de neutralité budgétaire permet de trouver un juste équilibre entre ce qui a été transféré et le financement de ces transferts. Cela a été obtenu par un processus de concertation approfondi avec l'ensemble des Communes qui nous ont permis de déterminer et d'accepter les modalités d'évaluation de ces transferts.

Les dépenses d'investissement en l'état : 105 millions pour le budget principal, 196 millions avec le budget consolidé. Dans le budget principal, nous sommes à 89 millions hors dette pour le budget principal, 147 millions pour l'ensemble des budgets. Bien sûr, comme pour l'ensemble des collectivités locales, ces volumes sont en retrait par rapport à 2014 du fait de la baisse des dotations de l'Etat. A noter : pour l'instant, cette évolution porte plus sur une redéfinition des plannings que sur une baisse du volume global des opérations, j'y reviendrai en détail dans la deuxième partie de l'exposé.

Vous avez la répartition sur le tableau qui vous est présenté : l'épargne brute s'établit à 89 millions pour le budget principal et 135 millions pour le budget consolidé. Nous sommes aujourd'hui à un taux d'épargne de 21 %. Le tableau que vous avez sous les yeux montre bien sûr que nous sommes orientés à la baisse par rapport à 2011. Cela a deux raisons : la baisse des dotations de l'Etat et la volonté de ne pas augmenter le recours à la fiscalité locale.

En capacité d'autofinancement par habitant, nous sommes à 268 euros par habitant, ce qui dans le tableau que vous avez sous les yeux nous situe, vous le voyez, dans la partie haute par rapport aux autres Communes d'Agglomération.

Au niveau de l'endettement, en 2015, 37,5 millions d'euros au total, 10 millions pour le budget principal, 27 millions pour le budget annexe. C'est un recours en baisse de 30 % par rapport à 2014, qui était une année de dépense importante concernant la dépense de la ligne 3 et le début de la réalisation de la ligne 4.

Dès lors, l'encours de dette baisse est de 11 millions en 2015. Il s'élève à 349 millions pour le budget principal et au total des budgets consolidés à 961 millions.

Au niveau de la dette, nous sommes à 56 % en taux fixe, 44 % en taux variable, un taux moyen de dette à 2,68 % qui est bien positionné si nous comparons à nos collègues. La moyenne de la strate est à 2,80 – une répartition des emprunts auprès de treize prêteurs qui permet de garantir une sécurisation du risque de con-

trepartie. Dans ces emprunts nous en avons deux qui sont structurés, dont je vous parlerai dans un rapport ultérieur.

Les recettes propres s'élèvent à 35 millions hors transferts de compétences et pour l'essentiel, il s'agit de subventions reçues pour le financement de nos projets : 21 millions, dont 5 millions pour l'habitat et 15 millions pour le tramway. Fonds de compensation de la TVA : 5,6 millions, des ventes de terrain et des remboursements d'avance à hauteur de 8 millions. Voilà pour la première partie.

Nous passons aux grandes réalisations de l'année 2015. Les grandes réalisations : l'environnement à 106 millions, la culture, le sport et la solidarité à 104 millions, les transports urbains dans le budget annexe, 102 millions, le développement économique, l'aménagement du territoire et l'habitat à 75 millions, et la voirie à 77 millions.

Je passe au budget transport. C'est un budget de près de 180 millions, 130 millions en fonctionnement, 48 millions en investissement. Vous avez les investissements essentiels sous les yeux, le bouclage de la ligne 4, les investissements en matière de matériel roulant et les investissements en espace public dans les Communes, en soulignant les opérations faites dans le domaine de l'espace public.

Monsieur le Président

Je t'interromps deux secondes, simplement pour vous dire que toutes les subventions apportées par les contrats de plan Etat Région ne sont pas intégrées au budget. Elles viendront en plus, parce que lorsque nous avons conçu le budget nous n'avions pas encore signé le contrat de plan Etat Région. Ce qui va nous donner un volant supplémentaire d'action.

Max LEVITA

Ils seront intégrés dans le budget de 2016. L'espace public, c'est le transfert de compétences dont nous avons parlé étant entendu que c'est une année particulière et que les Communes ont pu poursuivre les opérations qu'elles avaient engagées dans l'année 2014 et déterminées en 2015. Il y a toute une série d'opérations qui ont été conduites dans ce cadre-là.

Le réseau tramway : notre réseau bénéficie d'une fréquentation exceptionnelle. En 2015, on compte 85 millions de voyages. La fréquentation du réseau a connu une progression de 11,5 % avec des pics qui atteignent 335 000 voyageurs par jour, dont près de 80 % sur le réseau tramway. Nous pouvons distinguer la ligne 1 qui est notre porte-étendard et qui transporte 131 000 voyageurs par jour en moyenne, les lignes 2, 3 et 4 sont à 51 000 respectivement, 65 000, et pour l'instant pour la ligne 4 28 000, appelée vraisemblablement à un développement important.

Le bouclage de la ligne 4 est terminé. Maintenant, il est financé, il est réalisé. Nous inaugurerons demain cette opération en présence du Premier Ministre. Au total, 25,9 millions ont été consacrés à ces travaux.

Monsieur le Président

Cela veut dire que nous avons financé la quatrième ligne de tramway uniquement avec l'aide de l'Etat. Dans le contrat de plan Etat Région, la Région a souhaité flécher 4,5 millions d'euros pour la quatrième ligne et même si c'est après, nous les intégrerons a posteriori. C'est la raison pour laquelle j'ai proposé à Madame Delga de prendre la parole juste avant le Premier Ministre.

Max LEVITA

Nous retraçons les opérations au 31 décembre 2015. Bien sûr, les 4,5 millions nous les accepterons, nous les intégrerons dans le budget 2016.

Extension de la ligne 1 d'Odysseum à la gare nouvelle TGV, c'est une opération dont les études ont été engagées en 2014 et poursuivies en 2015. Dans l'exploitation des transports en commun, programme de modernisation des équipements à hauteur de 2 millions. Nous avons acquis 12 bus au GNV pour un investissement de 4 millions. Nous poursuivons notre partenariat avec le GIHP en le subventionnant à hauteur de 1,2 million. A noter que le GIHP prend en charge près de 80 000 voyages à l'attention de plus de 1 000 personnes handicapées.

La participation de la Métropole au Syndicat mixte Hérault transport s'élève à 9,8 millions d'euros, dont 8,5 millions remboursés au titre de l'utilisation du réseau urbain par les scolaires.

L'utilisation des nouvelles technologies au service des transports publics : il s'agit de la seconde phase du projet EMMA qui est mise en œuvre depuis mai de cette année. Je vous annonce au cas où vous l'auriez oublié que la seconde phase de ce projet EMMA fait l'objet d'un dépôt de candidature pour le Concours mondial de l'innovation 2016.

Les grandes infrastructures de transport, également c'est le projet de déplacement de l'A9 et du contournement ferroviaire Nîmes-Montpellier. Ces projets de grandes infrastructures ont représenté un investissement de 24 millions d'euros.

Le jalonnement fait partie des compétences de la Métropole. 3 900 mâts sur notre territoire dépendent soit de l'Etat, soit du Département, soit des Communes, soit de la Métropole, mais c'est la Métropole qui intervient pour la maintenance ainsi que pour les nouvelles implantations. Il y a 470 carrefours à feux sur l'ensemble des 31 communes. Cela représente une dépense de 1,5 million d'euros.

Le développement économique et l'aménagement des territoires est un secteur qui représente une dépense de 75 millions : 20 millions en fonctionnement et 54 millions en investissement. A distinguer dans ces investissements : le schéma directeur d'aménagement numérique qui a une très grande importance pour le développement économique de notre territoire. Depuis 2012, ce schéma se déploie pour assurer la desserte interne en très haut débit des zones d'activités économiques, pour raccorder les sites publics et pour l'interconnexion des sept parcs d'activités communaux. A l'heure actuelle, 136 sites publics sont équipés en très haut débit. Je vous donne la date de 2016.

Ce paragraphe concerne nos travaux en ce qui concerne la planification territoriale et donc la réalisation des études de définition urbaine ou de prospection territoriale, ainsi que la mise à jour de notre schéma de cohérence territoriale qui a nécessité un budget de 24 000 euros, la réalisation du plan local d'urbanisme intercommunal ainsi que les PLU communaux, la réalisation du plan climat air énergie territorial. Au titre de son plan climat, notre Métropole est lauréate de l'appel à projets territoires à énergie politique positive pour la croissance verte.

Monsieur le Président

C'est pour cela qu'il faut que Ségolène vienne. Je l'ai invitée trois fois, comme Fleur Pellerin. Et cela fait trois fois que j'invite Audrey Azoulay. Il faut qu'elles viennent. Quand Ségolène va à Sète pour sauver la Méditerranée, elle peut s'arrêter cinq minutes à Montpellier ! Ici, territoire à énergie positive, le prix des Ecomaires, la centrale de bois trigénération en Europe, Amétyst que je mets dans le lot, eu égard aux bons résultats que nous avons grâce à la bienveillance du contrat qu'a corrigé Monsieur Meunier, etc. : qu'elle

vienne, Ségolène ! Elle sera bien à Montpellier, d'ailleurs elle est déjà venue plusieurs fois. Nous nous en souvenons. Qu'elle revienne !

Max LEVITA

Je l'avais accueillie pour les primaires en 2012. C'était avant.

Le programme local de l'habitat 2013-2018 fixe un objectif de production de 5 000 logements par an. En 2015, la Métropole a financé 1 533 logements locatifs spéciaux, ce qui représente 25 % de l'ensemble des logements autorisés au cours de l'année. Les dépenses par délégation de l'Etat ont représenté 2,4 millions d'euros. La Métropole a financé sur ses fonds propres 2 millions. La Métropole garantit les emprunts des bailleurs sociaux, ce qui a représenté la construction de 2 653 logements sociaux et 195 millions de prêts garantis.

Notre action dans le domaine de la réhabilitation du parc de logements privés : au global, cette politique d'aide a représenté en 2015 une enveloppe financière de 3,3 millions d'euros attribués par délégation de l'ANAH, et la Métropole a mobilisé sur ses fonds propres un budget complémentaire de 1,2 million d'euros dont 800 000 de subventions aux propriétaires.

L'accueil des gens du voyage. A souligner : vous savez que le transfert a lieu de la compétence relative à l'aménagement, l'entretien et la gestion des aires depuis les Communes à la Métropole, et que pour être en conformité avec le schéma départemental, il est nécessaire de prévoir la réalisation de huit aires d'accueil pour une offre de 860 places, et de quatre aires de grand passage d'une capacité de 630 places. La Métropole a lancé les études, nous allons entrer dans la phase de réalisation.

Dans le domaine de la politique de la ville, le contrat de Ville dont ma collègue vient de vous parler est retranscrit dans nos comptes, le programme de rénovation urbaine également. L'intégration géographique et l'Observatoire territorial continuent, en liaison avec l'INSEE en particulier.

La politique foncière et l'aménagement opérationnel : nous sommes à un total de 9,2 millions d'euros qui concernent 6,5 millions pour les opérations foncières dont près de 5 millions dans la continuation des opérations sur les secteurs Cavalade, Pont-Trinquat-Méjanelle, la ZAC Roque-Fraisse à Saint Jean de Védas, et 2,6 millions pour les opérations qui sont en lien avec le développement économique.

Des projets structurants sur les sites stratégiques : c'est le moment d'évoquer l'écocité puisqu'il s'agit des opérations mixtes habitat, économie, transport. Sur le site du pôle urbain de la Mogère gare TGV, le programme a été remis à plat et la Métropole a engagé 500 000 euros de participation à l'équilibre d'opérations d'aménagement qui permettront notamment la desserte de la gare de la Mogère dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la SAAM, qui s'appelle maintenant la SA3M. Opération Ode à la mer nature urbaine : la ZAC Ode acte 1 a été lancée sur 250 hectares. Les financements sur la partie Est du territoire concernent le site du Colombier à Baillargues, et les 125 hectares au Sud de la RD613.

Je passe au développement économique. L'innovation étant le moteur de la croissance économique, il s'agit essentiellement de retracer l'activité du BIC dont on ne souligne jamais assez qu'il a atteint un niveau de renommée mondiale et qu'à l'heure actuelle il se caractérise par un fonctionnement particulièrement efficace. 280 demandes d'accompagnement ont été étudiées, 50 nouveaux projets ont été agréés pour intégrer le BIC, et 42 nouvelles entreprises innovantes ont été créées dans l'année. Au total, 163 start-ups sont en cours d'accompagnement, dont 33 projets et 130 entreprises innovantes de moins de cinq ans, ce qui représente plus de 600 salariés.

L'opération de cité intelligente qui a commencé : ce projet permet de développer un modèle collaboratif qui va impliquer les acteurs économiques différents, et qui est à même d'attirer de nouveaux investisseurs sur

nos problématiques. Des écosystèmes entreprenants et innovants pour construire une économie durable. Il s'agit des opérations de conduite dans le numérique, la santé, le tourisme, la politique agricole et alimentaire, ainsi que la cité intelligente.

La filière du numérique a vu les acteurs privés et publics se mobiliser pour obtenir le label French Tech en 2014, et les efforts ont été poursuivis. 80 millions d'euros de fonds ont été levés en 2015 par des entreprises locales, ce qui représente une croissance de plus de 60 % par rapport à 2014, avec des levées de fonds importantes pour les entreprises comme TADS mais aussi Sensorion, 1001Pharma ou Deinove. Madame Marion a eu l'occasion de présenter, lors de Cap Gamma, des rachats de BIME par Syndex, ou encore des entrées en Bourse concernant Oceansoft et Sensorion.

Pour le pass French Tech, il faut souligner que neuf entreprises sont montpelliéraines et considérées comme les tech championnes de la scène française, premier territoire après Paris.

J'ai trouvé qu'il était assez scandaleux que *Les Echos* du 21 juin sortent un article titré : « *Paris, Toulouse et Lyon sont les Villes championnes des start-ups* » ; si vous lisez l'article, le vrai champion n'est pas Paris, ni Toulouse, ni Lyon, c'est Montpellier. Nous ne sommes pas dans le titre. Que vaut-il mieux ? La forme ou le fond ? Nous avons eu le fond, c'est très bien, nous aurions préféré les deux.

Monsieur le Président

Il faut remettre *Les Echos* à l'endroit. Je les rencontre bientôt.

Max LEVITA

Monsieur le Maire, ils ont récidivé. Le 29 juin, nous avons un titre bizarre : « *Malgré le poids écrasant de Paris, la French Tech s'étend en Régions* ». Ce sont les Parisiens ; ils considèrent que cela n'existe qu'à Paris.

Monsieur le Président

Il faut les recevoir, discuter avec eux, et tout ira bien. Ne vous inquiétez pas, Monsieur Lévit. Je le sens bien.

Max LEVITA

Comme disait Georges Frêche : « *Jamais contre Paris, avec Paris.* », mais vous êtes chargé de dire que nous sommes à la hauteur de ce qui se fait. Nous faisons mieux en tenant compte des tailles et avec moins, bien sûr.

La santé, Monsieur le Président en a parlé. En 2015, nous avons commencé, nous allons continuer en 2016. Le pack croissance a été mis en place pour créer un modèle d'accompagnement et d'encadrement à destination des TPE. Enfin, le développement international est conçu comme un vecteur d'attractivité et de rayonnement du territoire.

Le tourisme fait partie de ce secteur. C'est une filière en cours de structuration puisque la Métropole est devenue compétente en matière d'autorité organisatrice, en matière de politique touristique, et nous avons commencé à travailler sur ce secteur au niveau de la Métropole.

Enfin, nous avons lancé les bases d'une politique publique agroécologique et alimentaire dans ce domaine. L'action en faveur de l'insertion et de l'emploi, je n'en parlerai pas. Madame Dardé en a parlé longuement et de façon plus compétente que je ne pourrais le faire.

Le développement économique et l'emploi au cœur du nouveau contrat de Ville 2015-2020, Madame Dardé en a également parlé. Je souligne simplement notre soutien à la structuration de l'économie sociale et solidaire.

Troisième paragraphe, c'est l'assainissement, l'eau brute et l'eau potable. C'est un ensemble qui représente 40 millions : 15 millions en fonctionnement, 24 millions en investissement. Les opérations principales sont indiquées avec la station d'épuration MAERA qui a lancé des études, des dossiers d'autorisation, et la désignation d'un assistant à maîtrise d'ouvrage qui va nous permettre d'obtenir en 2016 les résultats que nous espérons : l'intercepteur Est à hauteur de 8,7 millions d'euros, l'extension de la steppe de Cournonterral à hauteur de 1 million, la steppe intercommunale de Sussargues-Saint Geniès des Mourgues à hauteur de 3,2 millions d'euros, et enfin les travaux d'assainissement à hauteur de 4,2 millions qui sont des renouvellements de réseaux, des extensions de réseaux et des travaux sur ouvrage.

Le schéma directeur d'eau potable a été réalisé et cet outil de planification vise à l'adoption d'une stratégie de réalisation des travaux d'investissement nécessaires. Montant des travaux en 2015 d'eau potable, 3,8 millions : 1,8 million de travaux d'extension, 2,3 millions en renouvellement et 300 000 euros sur les ouvrages.

L'environnement et la gestion des déchets, c'est un domaine important, 106 millions, 95 millions en fonctionnement, 11 millions en investissement. Les opérations sont relatées sur le slide. Cela nous permet de mettre au point une synergie dans le domaine de la collecte et du nettoyage sur la Ville de Montpellier, dans l'objectif d'amélioration de la propreté des espaces publics. Les économies induites pour les sept prochaines années vont nous permettre de financer un programme ambitieux de modernisation des vingt déchetteries qui sont sur notre territoire. L'usine de méthanisation Amétyst : nous retraçons ce qui a été fait en 2015, vous prenez note de ces chiffres, d'autant plus qu'il y aura – nous en sommes certains – une amélioration de ces performances. L'installation de stockage déchets non dangereux et le centre de DEMETER, je passe puisque vous l'avez dans le texte.

Presque avant-dernier : la culture. C'est un budget de 63 millions, 54 millions en fonctionnement, 8 millions en investissement. Les opérations sont indiquées sur le slide que vous avez sous les yeux avec des opérations comme la reconstruction de la médiathèque Aimé-Césaire à Castelnau-le-Lez, la médiathèque Victor-Hugo Montpellier qui a fait l'objet de rénovations, ainsi que la médiathèque William-Shakespeare à Montpellier.

A noter : le lancement du nouveau conservatoire régional. Les études ont commencé en 2015, elles seront poursuivies en 2016 et dans les années à venir. La programmation du futur Centre d'art contemporain a été lancée en 2015. Les opérations concernant l'agenda d'accessibilité programmée ont débuté en 2015 et vont se poursuivre sur les neuf ans à venir.

Sur le sport : 41,2 millions. Le fonctionnement 30 millions, l'investissement 11 millions : la piscine Héraclès, quatorzième piscine du réseau, les travaux de rénovation au palais des sports René-Bougnol, des investissements sur le complexe sportif Yve-du-Manoir qui seront poursuivis en 2016, les travaux sur le stade de la Mosson 98, essentiellement ce sont les inondations – 6 millions de travaux ont été faits, 4 millions ont été remboursés par les compagnies d'assurances.

Montpellier Méditerranée Métropole reste un partenaire privilégié des clubs sportifs. L'ensemble des sommes allouées, je dis cela à l'intention de Monsieur Meissonnier, et de Monsieur Abert qui ne me regarde pas...

Je veux que vous me regardiez.

Pour l'année 2015, l'ensemble des sommes allouées aux clubs sportifs représente 9 millions d'euros.

Dernier point sur lequel je passerai rapidement mes chers collègues, ce sont les services funéraires. Un investissement qui représente 600 000 en fonctionnement et 40 000 en investissement.

Au total, et cela va être ma conclusion mes chers collègues, je vous prie de noter le passage en Métropole qui a été réussi, et c'est un exploit pour lequel des félicitations doivent être adressées aux élus, en particulier à Monsieur Youssous ainsi qu'à ses correspondants dans les Communes, ainsi qu'à l'ensemble des administrations des Villes et des 31 Communes qui ont conduit cette opération.

Deuxième point : c'est une maîtrise des charges de fonctionnement et de personnel qui aboutit à une situation financière satisfaisante.

Troisième point : c'est une maîtrise de la fiscalité. La promesse de ne pas toucher aux taux a été respectée et ce n'est pas parce qu'elle est respectée qu'elle était facile à obtenir. Au total, ces observations permettent d'envisager l'avenir, 2016 et 2017, avec sérénité et vigilance. Je vous remercie, mes chers collègues.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Lévit. Le débat est ouvert. Qui demande la parole ? Monsieur Rouilleault.

Henri ROUILLEAULT

Merci Monsieur le Président. Chers collègues, je voulais simplement dire que nous avons objectivement, en lisant les documents, du mal à avoir une vision de l'évolution financière de la Métropole. S'additionnent toute une série de raisons qui sont le passage en Métropole avec les transferts de compétences, la phase transitoire, puis cette année la phase définitive ; deuxièmement l'apparition – par ailleurs légitime – d'un budget annexe des transports ; et également la façon technique dont s'est passé le transfert Métropole, avec les attributions de compensations qui donnent un petit coup de pouce à la Métropole non pas sur le global fonctionnement plus investissement, mais sur la seule partie fonctionnement bien entendu, puisque les investissements voirie sont pris en compte et pas seulement l'exploitation voirie.

Si je prends par exemple le tableau dans le graphique page 11 de l'excellent rapport de Max Lévit, nous pouvons avoir l'impression qu'il y a une dégradation faible du taux d'épargne brute avec un passage de 22 à 21 %. Ce serait intéressant d'avoir quelques éléments pour dire, si l'on intègre budget principal plus budget transport, ce que cela donne, et par ailleurs quel est l'effet du coup de pouce sur les attributions de compensations.

Il est possible que la situation se soit un peu plus dégradée que le passage de 22 à 21 %. Je serais content, comme nous disposons de services de grande qualité à la Métropole, que nous ayons quelques graphiques et tableaux complémentaires pour instruire ce point-là. Il faut évidemment réfléchir à l'évolution passée mais aussi avoir en tête les marges de manœuvre pour l'évolution future puisqu'il y a encore d'autres sujets de transferts de compétences derrière.

Merci.

Monsieur le Président

Ce n'est pas moi qui l'ai dit. Monsieur Lannelongue.

Gérard LANNELONGUE

Monsieur le Président, chers collègues, pour ne pas décevoir Max Lévit je vais dire un mot sur ce compte administratif.

Juste deux mots. Tout comme d'ailleurs pour la mairie de Montpellier, le point noir demeure à mon sens, surtout par rapport à ce que vous rappelez régulièrement – les menaces que nous pouvons avoir et que nous aurons sans doute –, sur les charges et dépenses de personnel. Lorsque nous faisons le comparatif, certes il y a ces transferts entre les Communes et la Métropole, mais hors transfert l'augmentation est – c'est écrit dans votre rapport – de 2,5 %, ce qui est trop, il faut en convenir. Le problème est que nous le disons, nous le rappelons, mais pour autant cela demeure. Vous avez du mal à contenir ces charges de personnel.

Une question sur la dette. La dette l'an dernier était de 866 millions d'euros et l'encours de dette au total des budgets consolidés en 2015 s'élève à 961 millions d'euros. Un peu plus loin, vous dites que l'encours de dette a pourtant baissé de 11 millions en 2015. Pouvez-vous simplement me l'expliquer ? C'est une question, un éclaircissement.

Ensuite, il y a la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. Vous vous souvenez de ces débats que nous avons eus – ce n'était pas dans cette assemblée mais dans l'autre – sur les taux. Dans le cadre du Championnat de France, nous avons sur la taxe foncière, en particulier à Montpellier, le record toutes catégories. Force est de constater que la taxe d'enlèvement des ordures ménagères représentait 148 euros par habitant en 2014, et en 2015 elle a encore augmenté. Elle était élevée, elle reste élevée, alors que la moyenne nationale se situe bien plus bas. Les chiffres que j'ai ne sont peut-être pas les bons chiffres, mais la moyenne nationale se situe nettement plus bas, pour certains autour de la moitié. C'est sûr que cette taxe d'enlèvement des ordures ménagères est indiscutablement très chère. Elle pèse lourdement. Je sais que vous avez voulu rationaliser le ramassage des ordures avec entre autres un passage moins fréquent, mais il faudrait que nous le retrouvions aussi sur la baisse de cette taxe.

Voilà les quelques commentaires que je voulais faire sur ce compte administratif.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Lannelongue. Qui souhaite encore s'exprimer ? Madame Bouallaga.

Sabria BOUALLAGA

Je vais être un peu moins technique que Monsieur Lannelongue. Je comprends un peu mieux maintenant les aspects financiers – je suis novice en politique. Je voudrais revenir sur ce que nous avons évoqué tout à l'heure. Madame Dardé, vous avez dit qu'il ne fallait pas être défaitiste. Je m'excuse si c'est ce que j'ai laissé paraître. Vous avez raison : les petits ruisseaux font les grandes rivières. Dans ce bilan, en page 23, notamment sur la production des logements sociaux il y a des aspects concrets. Voilà ce dont je voulais parler tout à l'heure. Peut-être que je ne me suis pas fait assez bien comprendre.

Madame Touzard, je vous remercie d'avoir soulevé l'aspect de la santé qui est cruellement carencée dans les quartiers populaires puisqu'il n'y a plus aucune permanence au sein de ceux-ci.

Je remercie également les entreprises courageuses, comme l'a souligné Madame Chantal Marion également, qui osent le pari de s'installer au sein de ces quartiers populaires.

Madame Dardé, moi je veux bien relever le défi aussi. Je veux bien croire en votre bonne volonté en ce qui concerne la mixité sociale, en ce qui concerne la santé. Monsieur le Président, tout à l'heure vous avez précisé que vous avez choisi la santé, je salue ce choix parce que c'est un choix d'avenir pour tous les quartiers populaires et non populaires – la culture également, les déchets également. Il y a un gros travail à faire sur les quartiers en termes de recyclage puisqu'il y a un problème d'accessibilité. Très peu de gens recyclent leurs déchets. Je pense que c'est une thématique qu'il faudra à l'avenir envisager de façon beaucoup plus rigoureuse.

Je ne dis pas que rien n'est fait bien sûr, Madame Barthas ne vous inquiétez pas. Je dis qu'encore bien des choses doivent être faites. Les actions menées aujourd'hui paraissent encore un peu invisibles pour les habitants.

Demain, Monsieur Valls sera là. J'espère que vous attirerez son attention et qu'il ne viendra pas les valises vides, comme avez aimé à le répéter par le passé. Je pense que nous avons également à l'urbanisme une Adjointe qui, à la Ville et à la Métropole, sera sensible aux problèmes de quartiers populaires, une Vice-Présidente qui le sera aussi et qui est à l'écoute. Je voulais juste souligner, surtout page 23, les aspects concrets qui sont faits et que l'on peut vraiment vérifier.

La politique de la ville, pour moi tout reste à faire.

Monsieur le Président

Merci Madame Bouallaga. Qui souhaite encore s'exprimer ? Je suis désolé, je ne peux pas procéder au vote parce que la loi me l'interdit.

Max LEVITA

Je réponds, en ta présence. Monsieur Rouilleault, vous avez parfaitement raison mais nous allons vivre trois années infernales – 2015, 2016, 2017, même 2018. Il va y avoir des transferts de compétences donc cela va augmenter avec des opérations qui ne seront pas directement de notre fait. Nous allons changer de périmètre. Ce que vous demandez est très compliqué. Nous allons essayer de voir.

Monsieur le Président

Max, pardon, nous n'allons pas changer de périmètre.

Max LEVITA

Du périmètre des compétences.

Monsieur le Président

Je me méfie des esprits malins. Nous allons modifier les compétences avec les compétences obligatoires transférées du Département, mais le périmètre de la Métropole ne bouge pas.

Max LEVITA

Oui, tout à fait. Merci de cette précision. Sur les menaces, Monsieur Lannelongue, vous avez parfaitement raison. A l'heure actuelle, je dois vous dire que sur l'avenir, je suis bien incapable de vous dire. Vous savez qu'une modification du calcul de la DGF était indiquée. A l'heure actuelle nous ne savons pas du tout où cela en est. Les discussions vont vraisemblablement commencer à l'Assemblée nationale mais nous ne savons pas exactement ce qui est prévu par rapport à ce qui était prévu avant, et nous ne savons pas si cela va entrer en jeu au 1^{er} janvier 2017. C'est vraisemblablement au 1^{er} janvier 2018, ce qui va augmenter, Monsieur Rouilleault, l'océan de nos interrogations.

Sur l'augmentation de la dette, pour partie nous vous donnerons le compte, vous avez raison, mais des dettes ont été transférées des Communes. Bien sûr, nous en avons tenu compte dans l'attribution de compensations, mais la dette est maintenant portée par la Métropole ; c'est ce qui explique pour partie cette augmentation que vous avez indiquée.

Sur l'augmentation de la taxe d'enlèvement, 2,5 % des charges de personnel, nous sommes conscients que si nous voulons tenir il va falloir descendre aux environs de 2 %. Cela étant, la Métropole exerce des compétences supplémentaires par rapport à son passé. Il est bien nécessaire de prévoir le personnel pour réaliser. C'est toujours le même problème que nous avons vis-à-vis de l'Etat. L'Etat transfère des compétences et nous n'avons pas toujours les moyens de les réaliser, sinon en augmentant le personnel.

Quant à l'augmentation de la charge, nous allons vérifier sur la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. Il est vrai que quand nous avions le Thôt, nous ne payions vraiment pas cher, mais c'était une époque bénie dont nous sommes sortis. Nous sommes persuadés que cette taxe allait aller en augmentant. Je souligne, Monsieur Lannelongue, qu'en aucun cas la taxe ne peut financer autre chose que l'enlèvement des ordures ménagères. Les services de l'Etat sont attentifs à cette chose. J'espère avoir répondu à vos observations.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Lévit. Monsieur Bonnal, voulez-vous ajouter un petit mot ?

Pierre BONNAL

2,5 % vous choque, attendez-vous à 30 % l'an prochain.

Gérard LANNELONGUE

Sur votre commune ?

Pierre BONNAL

Non, je ne ferai pas la publicité de ma commune mais je vous invite à venir voir ses comptes depuis 15 ans. En revanche, ici nous avons intégré un tiers de personnel en plus au 1^{er} janvier.

Gérard LANNELONGUE

Je parlais à périmètre constant.

Un intervenant

Retraité du transfert de compétences.

Pierre BONNAL

Vous aurez ce choc l'an prochain.

Monsieur le Président

C'était à périmètre de compétences constant.

Pierre BONNAL

Le point va augmenter.

Monsieur le Président

Si vous êtes d'accord, je laisse la place à Max Lévit et la présidence à Madame Dardé.

Max LEVITA

Mes chers collègues, je vais vous faire voter l'ensemble des sections. Cela va prendre un moment mais nous allons essayer d'être rapides.

Section d'investissement dépenses, les réalisations sont à 91 657 391,47 euros avec des restes à réaliser de 3 566 567,73 euros.

Catherine DARDE

Qui est contre ? Une. Qui s'abstient ? Deux. Qui est pour ? Merci.

Max LEVITA

Section d'investissement recettes, nous sommes à 87 578 972,68 euros, il y a des restes à réaliser à 1 034 000 euros.

Catherine DARDE

Même vote ? Même vote.

Max LEVITA

Section d'investissement recettes, nous sommes à 6 358 391,07 euros. Reste à réaliser : 58 880,91 euros.

Catherine DARDE

Même vote ? Parfait.

Max LEVITA

Nous passons au budget annexe transports. En dépenses, en exploitation nous sommes à 96 901 973,35 euros.

Catherine DARDE

Même vote pour le budget annexe transports ? Même vote.

Max LEVITA

Section d'exploitation recettes, nous sommes à 112 854 174,55 euros.

Catherine DARDE

Même vote ?

Max LEVITA

Pour le budget annexe de l'eau potable, nous sommes, en dépenses, pour le secteur des prestations à 8 639 670,84 euros.

Catherine DARDE

Même vote ?

Max LEVITA

Section d'exploitation recettes, 11 294 321,10 euros.

Catherine DARDE

Même vote ?

Max LEVITA

Investissement dépenses : 6 352 000.

Catherine DARDE

Même vote ?

Max LEVITA

Budget annexe de l'eau brute, 196 498 000 en dépenses, 412 000 en recettes.

Catherine DARDE

Même vote ?

Max LEVITA

En investissement, 59 000 en dépenses et 30 000 en recettes.

Catherine DARDE

Même vote ?

Max LEVITA

Service public de l'assainissement non collectif, nous sommes à 42 000 en dépenses, et 99 000 en recettes.

Catherine DARDE

Même vote ?

Max LEVITA

En investissement, nous sommes à 11 000 en dépenses et je ne sais pas combien en recettes.

Catherine DARDE

Un peu de silence s'il vous plaît, merci.

Max LEVITA

Je ne sais pas quoi dire.

Catherine DARDE

Même vote ?

Max LEVITA

En section exploitation, 20 millions en exploitation dépenses et 38 millions en recettes.

Catherine DARDE

Même vote ?

Max LEVITA

En investissement nous sommes à 40 millions en dépenses.

Catherine DARDE

Pareil en recettes. Même vote ?

Max LEVITA

Service funéraire, nous sommes à 985 000 en dépenses et 5 millions en recettes.

Catherine DARDE

Même vote ?

Max LEVITA

En investissement, nous sommes à 42 000 en dépenses et 738 000 en recettes.

Catherine DARDE

Même vote ?

Max LEVITA

Il reste le budget principal : en dépenses, en investissement 211 270 000, et en recettes 139 433 euros.

Catherine DARDE

Même vote pour le budget principal ? Merci. Nous pouvons féliciter Max.

Max LEVITA

Je profite de l'absence du Président pour vous dire quand même qu'au niveau des impôts, vous avez tous tendance à dire : « *Les impôts sont très élevés.* » ; or, maintenant que nous ralentissons puisque cela fait trois

ans que nous ne touchons pas au taux d'impôt à la Ville et à la Métropole, si nous regardons sur le taux de la taxe d'habitation, taux Ville plus le taux groupement, la Ville de Montpellier nous sommes septièmes à 34,57, en ne tenant pas compte de l'abattement à la base de 15 %. Les journaux ne comprennent rien, ils sont incapables d'en tenir compte, même la Cour des comptes ne veut pas en tenir compte, mais si nous en tenons compte nous sommes septièmes, derrière Lille, Marseille, Strasbourg, Rennes et Toulouse.

En ce qui concerne la taxe sur le foncier bâti, si nous prenons le taux Ville plus le taux de la Métropole, nous ne sommes plus premiers à 31,35, nous sommes quatrièmes derrière Grenoble, Angers et Nantes. Encore un effort mes chers collègues, et nous allons être très bien classés, pour dire que les impôts à Montpellier sont faibles.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Lévit.

AFFAIRE N° 11 : FINANCES – PACTE FINANCIER ET FISCAL – APPROBATION

Monsieur le Président

Nous passons donc à l'affaire suivante, il s'agit de l'affaire 15.

Anne BRISSAUD

11.

Monsieur le Président

Vous n'avez pas fait voter les autres qui concernent les finances ? D'accord. Affaire 11, pacte financier et fiscal, approbation. Max Lévit.

Max LEVITA

Ce pacte financier et fiscal, mes chers collègues, d'abord c'est un complément du contrat Ville que Catherine Dardé a présenté précédemment. A l'heure actuelle, nous avons mis dans ce pacte essentiellement un état des lieux de la Métropole. Nous présentons dans ce pacte le contexte économique et social du territoire. Nous retraçons les principales relations financières et fiscales entre les Communes et la Métropole. Je vous rappelle, chers collègues, que pour le calcul des attributions de compensations, il y a des domaines dans lesquels nous avons suivi le droit commun et des domaines où nous avons suivi des règles particulières, ces règles particulières ayant été adoptées à l'unanimité des 31 Communes.

Légalement, nous rappelons dans ce pacte les politiques d'intervention publique qui comportent des engagements structurants. Dans cette partie, si vous lisez bien le pacte, cela signifie que nous ferons des progrès à l'avenir. Enfin, nous proposons des pistes d'optimisation des recettes et des dépenses qui pourraient être mises en place dans le cadre de la démarche de coopérative de services.

Je rappelle enfin que ce pacte financier et fiscal n'est pas définitif, n'est pas figé. Nous tiendrons compte des modifications du calcul de la DGF pour autant que cette modification ait lieu. Je vous rappelle dans cette modification qu'il est tenu compte d'une part d'une dotation par habitant, indiscutable ; après il y a des calculs de dotation de centralité qui vont poser des problèmes quant à la répartition. Nous en tiendrons compte

le temps venu. C'est la raison pour laquelle ce pacte est donc amené à évoluer dans le temps, au fur et à mesure que le projet de territoire sera construit et que les solidarités seront renforcées.

C'est le numéro 1, il sera suivi de plusieurs pactes au fur et à mesure de l'installation et du développement des actions de la Métropole.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Monsieur le Maire de Beaulieu et Madame Brissaud. Monsieur Moynier.

Arnaud MOYNIER

Monsieur le Président, chers collègues, j'ai bien noté, Monsieur Lévit, que ce pacte financier et fiscal n'était pas définitif et que c'était l'acte 1. Voilà donc pourquoi je prends la parole ce soir : il n'est pas définitif. Je crois que c'est un moment important dans les délibérations que nous prendrons au cours de ce mandat. De fortes contraintes, comme vous le répétez assez régulièrement Monsieur Lévit, pèsent sur le budget des collectivités, n'est-ce pas : réductions brutales des dotations de l'Etat, conjoncture économique défavorable à la dynamique des assiettes fiscales, et autres.

La première génération des pactes financiers s'est le plus souvent inscrite dans une logique redistributive, c'est-à-dire verticale, des Interco vers les Communes. Il faut, paraît-il, aller maintenant plus loin pour assurer la mise en œuvre du projet de territoire, pour optimiser les charges et les ressources, et conforter donc l'Intercommunalité. Si j'en crois les documents que j'ai pu lire, ce pacte financier est le grand rendez-vous du mandat, je pense qu'il ne faut pas minorer le vote de ce soir.

Ces quelques dernières années, les Communes et Intercommunalités ont eu des relations financières croisées à travers les attributions de compensations, la taxe professionnelle unique, et j'en passe. Nous avons à notre disposition de nombreux outils de péréquation financière directe et indirecte. Comme outils de péréquation indirecte, nous avons les investissements réalisés par la Métropole, les investissements collectifs, sportifs. D'ailleurs, je pense qu'il faudrait que nous ayons une véritable discussion puisque nous avons décidé d'arrêter d'un commun accord le FPIC. Je pense qu'il faut vraiment que nous revenions là-dessus. Je sais que ce n'est pas le sujet de ce soir mais tout se tient.

Monsieur le Président

Nous sommes d'accord là-dessus, je l'ai dit l'autre fois. Nous le faisons en fin d'année ou à la rentrée.

Arnaud MOYNIER

Pour que nous soyons clairs.

Monsieur le Président

Nous sommes d'accord.

Arnaud MOYNIER

Vous avez décidé finalement de ne pas faire reposer ce pacte financier sur une logique de redistribution telle que je disais, verticale, non plus sur une logique de solidarité, mais plutôt sur une logique d'optimisation des ressources à travers le FPIC, et essentiellement sur une logique d'optimisation des dépenses – priorité donnée à l'investissement visant à mettre en œuvre le projet de territoire tel que c'est marqué dans la délibération.

Je trouve que c'est une très bonne chose. Cependant, je note qu'au pacte financier, une programmation pluriannuelle des investissements est en général associée. Pour conduire Communes et Communautés de Communes à aborder la question de la répartition des ressources et des charges au sein de l'espace communautaire, le pacte financier a besoin d'un cadre définissant clairement les objectifs et les priorités du territoire. Quels sont les projets financés et pour quels niveaux de collectivités seront-ils pris en charge ? Nous devons articuler le pacte financier et fiscal au projet de territoire.

A ce titre, le projet de territoire, qui est inscrit dans cette délibération, est un document d'orientation stratégique. C'est un document important au même titre que le SCoT, au même titre que le schéma de mutualisation. C'est un document stratégique. Nous aurions dû à mon sens, à la délibération sur le pacte financier et fiscal, adjoindre une délibération sur le projet de territoire.

Je vais vous expliquer les raisons de mon vote qui va venir. Il y a deux raisons essentielles. Le pacte financier est un dispositif visant à organiser les moyens de mise en œuvre de ce projet de territoire. C'est écrit noir sur blanc dans de nombreuses études. Il met en adéquation les orientations définies dans le projet de territoire et l'allocation des ressources et des charges au sein de l'ensemble communautaire. Nous sommes finalement en train de débattre ici des ressources à allouer à un projet que nous n'avons pas encore débattu ni défini. Il y a là, me semble-t-il, une certaine incohérence. Première raison de mon vote contre ce soir.

Enfin, je me permets d'attirer l'attention de mes collègues Maires sur un point en particulier. Je rappelle que deux articles de la loi du 16 décembre 2010 sont passés relativement inaperçus : la possibilité de mettre en place une dotation globale de fonctionnement, DGF, à l'article 5211-28-2 du CGCT, et celle d'unifier la fiscalité sur les ménages. Ces deux articles ont vocation à permettre une mise en commun des ressources et relèvent pleinement de la logique du pacte financier que nous débattons ce soir. La possibilité d'unification fiscale relève de la même démarche.

Je mets en garde gentiment mes collègues Maires pour leur dire : *« Attention, nous sommes peut-être en train d'ouvrir la boîte de pandore ce soir. »* J'ai bien compris avec votre grande sagesse, Max Lévi, qu'il ne s'agissait que de l'acte 1, mais je ne voudrais pas que nous actions ce soir une première étape qui dans les années futures nous fera venir à l'harmonisation fiscale des trois vieilles – taxe foncière, taxe d'habitation, et j'en passe – sur la Métropole, sujet sur lequel je serais entièrement contre et défavorable. Merci à vous.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Moynier. Qui souhaite s'exprimer ? Madame Brissaud, Monsieur le Maire de Prades aussi, et Monsieur Rouilleault.

Anne BRISSAUD

Monsieur le Président, chers collègues, je note que le pacte financier et fiscal que vous présentez comprend la mise en place d'un observatoire fiscal. C'est en page 31.

Ma première question concernera l'objectif de cet observatoire qui est aujourd'hui associé à la partie optimisation des ressources. S'agit-il de partager les informations pour une meilleure connaissance de la fiscalité du territoire, pour rendre plus efficiente la fiscalité de chaque Commune et donc celle de la Métropole ? S'agit-il d'avoir des recettes supplémentaires ? S'agit-il d'unifier la fiscalité de l'ensemble des Communes et donc à terme d'avoir une seule et même fiscalité pour toutes les Communes de la Métropole ? Vous le comprendrez, ma première question rejoint celle du Maire de Beaulieu Arnaud Moynier, parce que je me pose la question de l'objectif à terme de cet observatoire.

Nous sommes d'autant plus en droit de nous demander s'il s'agit d'une étape préparatoire à l'alignement de toutes les fiscalités que lors de la commission des finances précédant ce Conseil, il a été rappelé la demande faite par un Maire d'ajouter la précision dans le contenu du pacte financier fiscal ayant pour objectif de nous engager dans ce pacte à ne pas procéder à l'alignement de la fiscalité des Communes sur celle de la Ville centre pour être extrêmement élevée.

Il me semble qu'une commission qui aurait pour objet de contraindre les Communes de la Métropole à modifier leur taux d'imposition serait contraire aux dispositions de l'article 72 de la Constitution selon lequel aucune collectivité territoriale ne peut exercer une tutelle sur une autre. C'est une condition nécessaire à l'application du principe de libre administration des collectivités territoriales.

Nous n'avons pas eu de réponse claire de la part du Président de la commission des finances et je n'ai pas vu cette précision dans le texte d'aujourd'hui. Pourtant, garantir à chaque Commune la liberté de sa fiscalité me semble un point essentiel du pacte, donc je me joins à mon collègue pour demander que cette liberté soit totale.

Si le Maire n'a plus la compétence de son urbanisation, de sa politique de transport en commun, de sa politique de logement, du ramassage des déchets, de l'entretien de sa voirie, et perd la maîtrise de la fiscalité, que lui reste-t-il ? Où est la proximité ? N'oublions pas que le Maire est le premier élu de proximité. C'est celui que l'on vient voir quand on a un souci avec son trottoir, avec ses poubelles, quand on perd son emploi, quand on a du mal à payer ses impôts aussi, mais demain que lui restera-t-il ? Que devra-t-il répondre à ses administrés lorsqu'ils lui poseront toutes ces questions ? *« Je n'y suis pour rien, je n'y peux rien, je ne décide pas. »* ? Le Maire deviendrait dans ce cas ni plus ni moins qu'un gentil organisateur et je ne pense pas que ce soit, Monsieur le Président, ce que nous souhaitons, en tout cas ce n'est pas ce que je souhaite pour notre République.

Je ne peux donc être d'accord avec cette proposition que si l'objectif de l'Observatoire fiscal est de mutualiser les moyens afin de permettre à chaque Commune de faire des économies dans son budget, en fonction de ses priorités, priorités qui sont sous sa seule responsabilité. Dans ce cas, si l'on veut être cohérent et totalement transparent, ajoutons dans ce pacte un droit de veto pour les Maires de la Métropole quand les décisions impactent directement leur Commune. C'est une demande que j'avais déjà faite lors de votre proposition de pacte de confiance, qui m'avait été refusée à l'époque. J'espère que celle-ci sera entendue.

Ma seconde question concerne votre position sur un aspect essentiel de l'avenir métropolitain. Souhaitez-vous faire des communes de la métropole une seule et même commune ? Parce que si c'est le cas – et je ne juge pas, c'est juste une question –, il faut le dire, et non réduire peu à peu les capacités d'action des Communes pour en arriver à un résultat qui ressemblerait à une fusion sans en avoir la clarté ni le nom.

Ma question est, vous l'aurez compris : avez-vous l'intention, Monsieur le Président, de demander dans un avenir proche ou lointain à chacune des Communes de fusionner ? J'aimerais comprendre où vous allez et où vous voulez nous amener parce que ce n'est pas lisible. Si votre objectif est de faire une fusion, il faut juste nous le dire.

Monsieur le Président

Je n'ai pas compris votre question : fusionner quoi ? Fusionner les communes entre elles ?

Anne BRISSAUD

Fusionner les communes avec la communauté...

Monsieur le Président

Vous n'avez pas lu mon livre.

Anne BRISSAUD

On peut changer d'avis entre des positions.

Monsieur le Président

Je ne crois pas. Vous auriez lu le petit ouvrage *Réparer la République...* Madame Namdar, en avez-vous un dans le bureau encore ? Va le chercher, nous le donnerons à Madame Brissaud.

Anne BRISSAUD

Avec une dédicace j'espère !

Monsieur le Président

Avec plaisir, mais c'est le contraire que j'explique. Monsieur Lévitte vous répondra. Ensuite Monsieur Lussert.

Jean-Marc LUSSERT

Merci Monsieur le Président de me donner la parole. Chers collègues, j'interviendrai plutôt dans la notion de pacte évolutif, comme le disait Max Lévitte, en regrettant quelques évolutions qui ne sont pas présentes.

Je voudrais parler de la page 18 des modalités de cofinancement de la compétence voirie. D'abord, je me félicite de l'organisation qui a été mise en place et de la façon dont nous avons cofinancé les choses. Il n'en reste pas moins qu'il semble – j'en prendrai pour preuve la discussion que nous avons eue au pôle Vallée du Lez avec mes collègues Maires – qu'il reste impossible avec ces modalités-là de financer un chantier de cette envergure.

Il est effectivement indiqué que le vote d'autorisation de programme garantit la continuité des actions engagées, mais quand nous regardons les sommes dans les tableaux fournis, il est totalement impossible de réaliser un chantier d'envergure. S'il s'agit de requalifier 500 mètres ou 1 kilomètre de rue, le chantier s'élève au maximum à 1 million d'euros, ce que nous avons pu réaliser par le passé et que nous ne pouvons plus réaliser avec ce cofinancement.

La raison mathématique en est simple : les modalités sont basées sur la moyenne. La moyenne est un paramètre tout à fait respectable, mais si nous ne regardons pas les écarts types, nous ne pouvons pas nous apercevoir que si l'habitude était de dépenser 30 000 ou 40 000 euros par an sur la voirie, à telle ou telle année nous avons décidé d'y mettre 1 million d'euros. Ce qui fait, je crois, que pour aucune Commune il n'est possible de financer un chantier d'envergure.

Monsieur le Maire de Castelnau qui n'est pas là avait, au cours de cette réunion, proposé des possibilités de prêts, c'est-à-dire pour la Commune de pouvoir consacrer une partie de son attribution de compensation à un prêt avec l'effet de levier dont vous nous aviez parlé, Max, avec les taux actuels, à peu près un facteur douze entre le remboursement annuel et la quantité ou le montant total emprunté. C'est une première remarque sur le cofinancement.

J'en ai une deuxième : lorsque nous avons voté le transfert de compétences voirie avec les modalités de cofinancement que nous connaissons, nous avons à peu près voté le degré zéro de mutualisation puisque chaque Commune a un capital voirie et doit le dépenser, et que nous regardons jalousement que chaque euro soit dépensé à l'aune de ce montant.

Comment pouvons-nous passer d'un système où nous sommes dans une description individuelle des dépenses, à un système mutualisé dont on vante les bienfaits ici ou là ? Il me semble qu'il manque un outil. Ce serait un outil financier de mesure de mutualisation. Je m'explique : si les employés d'une Commune vont travailler sur une autre, les deux Communes étant dans un même pôle, il faut en faire état de façon que l'on puisse comprendre que ce don en ressources humaines soit compensé par une mécanisation qui serait l'œuvre d'une troisième Commune ou une compétence particulière.

Par exemple, je remercie un ex-employé de la Commune du Crès qui, devenu employé métropolitain, est venu régler un problème d'éclairage à Prades-le-Lez. Je remercie aussi certains employés de Montferrier qui sont venus travailler à Prades, certains ex-employés de la Commune de Castelnau qui nous ont bien secondés, devenus employés métropolitains, sur plusieurs études que nous avons réalisées – la liste est un peu longue. J'espère rapidement bénéficier de machines qui étaient propriété de la Commune de Jacou, qui tracent les lignes blanches, la signalisation horizontale. Il me semble que c'est bien une source d'économies.

Bref, il me semble donc fort utile de mesurer la mutualisation et le partage que s'efforcent de mettre en place des responsables de pôles. Si nous ne faisons pas cela, je crains que nous ne puissions pas quantifier l'évolution de ce que j'ai appelé la mutualisation zéro vers une mutualisation tangible, et je crains qu'il n'y ait pas qu'Arnaud qui soit un peu sévère sur l'outil en question.

Je voudrais aussi faire allusion à la page 33, ce qu'a proposé Madame Brissaud sur l'Observatoire fiscal. Avec un peu de mauvaise foi et en enlevant une phrase de son contexte, je lis que cet Observatoire a pour objectif la recherche d'anomalies de taxation ou dans le but d'améliorer la matière fiscale tout en rétablissant l'équité des contribuables devant l'impôt.

Max, je vois à votre sourire que vous voyez à quoi je veux en venir. J'ai ici plusieurs fois fait allusion à la taxe d'habitation, la part métropolitaine. Vous le savez : je considère extrêmement injuste le fait que nous n'avons pas retiré ce système compensatoire qui avait été inventé juste avant les élections de 2012. Je ne vous la refais pas, mais un territoire, un taux, une politique d'abattement, cela n'est pas le cas aujourd'hui.

Je terminerai par la page 32, où l'on fait allusion à la possibilité de partage d'expériences et de bonnes pratiques. L'exemple qui est cité est celui de la Commune de Prades. Je me tiens à votre disposition si cet exemple devait être illustré en pratique. Merci de votre attention.

Monsieur le Président

Merci. Monsieur le Maire. Monsieur Rouilleault.

Henri ROUILLEAULT

Monsieur le Président, chers collègues, très rapidement je voulais souligner le fait que nous devons combiner ici l'autonomie des Communes et la solidarité au sein de la Métropole, et que pour bien combiner les deux, il me semble que la connaissance doit précéder l'action. De ce point de vue là, je signale qu'il n'y a pas eu de commentaires sur les premières pages du dossier. Elles sont extrêmement intéressantes sur la situation de chacune de nos Communes en matière de pauvreté, en matière de taux de chômage, en matière d'emploi, en matière de logements sociaux, etc. Il y a des tas de différences entre nos 31 Communes. Je pense que c'est important pour comprendre de quoi nous parlons, et que si l'on y ajoute un certain nombre de données sur la fiscalité on complétera les analyses possibles.

Monsieur le Président

Je partage sans réserve, Monsieur Rouilleault. Monsieur Lévida, pour répondre aux différentes questions.

Max LEVITA

Monsieur le Maire de Mauguio...

Monsieur le Président

De Mauguio ?

Max LEVITA

De Beaulieu, excusez-moi.

Monsieur le Président

Il faut que je fasse gaffe avec les périmètres, ce soir ! Il faut que je sois vigilant sur le périmètre. Sinon je vais être pendu haut et court demain matin. Allez-y, Monsieur Lévida.

Max LEVITA

Je n'ai reçu du Président de la Métropole aucune indication sur la volonté d'uniformiser les taxes fiscales. Je ne sais pas si c'est dans le texte. Vous savez que si nous devons le faire, je nous souhaiterais bien du courage parce que nous sommes très loin les uns des autres. Je rends à hommage à l'administration qui a écrit ce document. Là en particulier, vous avez une carte page 9 sur les valeurs locatives moyennes TH des Communes. On a fait un graphique pour mettre des strates. On n'a pas donné les chiffres de chacun. Ce n'est pas que ce soit un secret d'Etat, c'est parfaitement disponible.

Nous sommes dans des conditions extrêmement différentes. Quand nous avons discuté sur les attributions de compensations, nous avons pris une règle en particulier au niveau des Maires et au niveau des DGS : nous nous sommes interdit tout jugement sur ce que faisait chacun des Maires par rapport aux autres. Si nous étions entrés dans ce système, ce se serait rapidement terminé en pugilat. Chacun des Maires fait ce qu'il a envie de faire, et en plus le Maire a hérité d'une situation.

Nous n'avons aucune volonté d'essayer d'homogénéiser – je parle au niveau de la Métropole, je ne maîtrise pas ce qui sera décidé ou pas au plan national. Là, je sais que vous avez exprimé cette crainte, Monsieur le Maire, j'avoue que je ne vois pas très bien sur quoi elle repose, sinon que nous sommes très différents, nos valeurs locatives sont extrêmement différentes, nos taux sont extrêmement différents, il y a des Communes riches, des Communes pauvres. Nous allons essayer là-dedans de mutualiser et que je sache, le Président a mis un pacte de confiance dans lequel chacun des Maires a la possibilité de se faire entendre.

Sur les grands investissements, Monsieur le Maire de Prades – je ne me trompe pas, c'est bien Prades ! –, le numéro 1 de ce pacte, j'ai dit que c'était le numéro 1. Il y en aura deux, trois, quatre, j'espère vous en faire voter un chaque année. Donnez-nous des problèmes, nous tâcherons de les résoudre sur des cas précis, sur des grands investissements. Nous verrons bien. Ne nous mettez pas dans des équations impossibles à résoudre. Vous avez accepté des transferts de compétences. Ces transferts de compétences ont été évalués à une certaine valeur que vous avez en général acceptée. Cela ne signifie pas que chaque année vous êtes obligés de dépenser. Vous pouvez économiser, nous l'avons dit, pour des opérations à venir, de grands investissements peuvent être faits sur des durées plus longues et après il y a un problème de mutualisation qui

se posera. Mais c'est un problème politique qui sera posé à l'ensemble d'abord des 31 Maires et à l'ensemble du Conseil.

Après, nous sommes dans un système où nous avons donné à chaque Maire une garantie qu'il avait droit au moins à cela, mais c'est au moins, ce n'est pas au plus. S'il ne veut pas, tant mieux. S'il veut que nous économisons, nous économiserons. Nous en tiendrons compte dans ces comptes. Nous avons pris cet engagement et nous avons l'intention de le respecter.

Dernier point, Monsieur le Maire de Prades toujours, je comprends votre demande sur le système compensateur qui vous a été infligé et qui est effectivement assez injuste. Pourquoi ne pas étudier l'art et la manière de corriger cette injustice, à condition que cette correction soit acceptée ? Je veux bien le mettre comme fonction à cet Observatoire fiscal qui vous fait peur. Nous pouvons demander, vous allez le contrôler ; que je sache, le Président n'a pas décidé que le pacte de confiance était rompu avec les 31 Maires. Nous pouvons très bien l'étudier. Jusqu'à maintenant j'émettais les plus vives réserves, je vous l'avoue, mais pourquoi ne pas le mettre à l'étude au moins, pour avoir une situation, une étude complète et une discussion après, et éventuellement une décision définitive ?

Monsieur le Président

Merci Monsieur Lévit. A mon tour de dire que je n'ai jamais eu la moindre pensée de fusionner quoi que ce soit. Le pacte de confiance des Maires, c'est le contraire. Le petit bouquin que j'ai écrit, c'est le contraire aussi.

Cela veut dire que là, nous obéissons, nous répondons à la loi de février 2014 dite loi Lamy, par ce pacte financier fiscal et sa mise en place.

Je passe au vote. Qui est contre ? Trois contre. Qui s'abstient ? Trois abstentions. Adoptée.

Max LEVITA

Le nouveau groupe est tombé en plein vol. Mais ce n'est pas grave.

Je n'ai rien dit ! J'ai le droit de commenter.

AFFAIRE N° 12 : FINANCES – AVENANT DE TRANSFERT DU CONTRAT DE PARTENARIAT PUBLIC PRIVE RELATIF A L'ECLAIRAGE PUBLIC – COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ

Monsieur le Président

Avenant de transfert du contrat de partenariat public privé relatif à l'éclairage public, Commune de Castelnau-le-Lez.

Max LEVITA

En deux mots, la Commune de Prades-le-Lez, comme la Commune de Juvignac (Castelnau et Juvignac, je suis complètement à l'Ouest), a un contrat de partenariat public privé concernant l'éclairage public. C'est transmis en vertu des transferts de compétences à la Métropole et il y a des conditions dans lesquelles ce transfert a lieu, nous en tiendrons compte bien sûr dans les attributions de compensation. C'est le premier

point. Juvignac viendra après. Nous attendons que la Commune de Juvignac délibère et ensuite il y a un changement dans l'entreprise porteuse de ce contrat.

Monsieur le Président

Qui demande des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 13 : FINANCES – REPARTITION 2016 DU FONDS NATIONAL DE PEREQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES (FPIC)

Monsieur le Président

Affaire 13, répartition 2016 du Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales.

Max LEVITA

En deux mots, ce fonds de concours représentait 150 millions en 2012, il a été porté à 360 millions en 2013, 570 millions en 2014, 780 millions en 2015 et 1 milliard en 2016. Les ressources sont prélevées sur les collectivités en groupement dont le potentiel fiscal agrégé par habitant dépasse un certain seuil. Elles sont redistribuées entre les ensembles intercommunaux selon des critères de richesse.

Là aussi, mes chers collègues, nous avons choisi d'obéir au cadre du droit commun. Nous pourrions éventuellement modifier cette répartition, il y a un certain nombre de conditions requises. Je vous propose le cadre commun qui répartit cette somme de 12 545 000, en hausse de 26 % par rapport à 2015. La répartition entre l'EPCI, vous l'avez dans les tableaux. C'est à hauteur de 5 966 000 pour la Métropole et le reste, 6 670 000 pour les Communes.

La répartition en général augmente partout, un certain nombre de Communes sont particulièrement avantagées mais cela tient à leur potentiel fiscal. La Commune, que je ne dise pas de bêtise, de Grabels augmente de 39 %, la Commune de Pérols augmente de 37 %, la Commune de Saint Georges d'Orques augmente de 35 %, ainsi que la Commune de Vendargues. Les autres, nous avons des augmentations autour de 27 %, d'une manière générale. C'est cette répartition que je vous propose d'accepter, mes chers collègues.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Je mets aux voix l'affaire 13. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 14 : FINANCES – GESTION DE LA DETTE – MISE EN ŒUVRE DU FONDS DE SOUTIEN – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 14, gestion de la dette, mise en œuvre du fonds de soutien, autorisation de signature, Monsieur Lévi-ta.

Max LEVITA

Je peux vous la faire en trente secondes ou en deux heures, c'est comme vous voulez. Nous avons deux contrats structurés sur des contrats de pente. Nous aimerions bien en sortir parce que ce sont des contrats qui sont, dans la charte Gissler, catalogués 3E, c'est-à-dire représentent certains dangers. Nous aimerions en sortir. Pour en sortir c'est un peu compliqué parce que la SFIL, qui a pris la succession de ces contrats Dexia, nous propose des opérations qui ne nous paraissent pas satisfaisantes. Donc on ne transforme pas ces emprunts.

Toutefois, si les conditions devaient changer, je serais amené à vous proposer de procéder au réaménagement de ces prêts. Pour l'instant, je vous propose de ne pas le faire mais pour garder le bénéfice d'avoir accès à des réaménagements auprès de la SFIL, il faut que je vous indique cette opération. Nous sommes en attente, premièrement.

Deuxièmement, je vous propose, c'est la condition de la SFIL, de renoncer à tout droit ou action à l'encontre de la SFIL. La SFIL, sur les contrats structurés, veut cet engagement que nous ne les poursuivrons pas devant les tribunaux. C'est ce que je vous propose ce soir. Pas de réaménagement et la renonciation à poursuivre la SFIL ou la CAFFIL ou la DCL devant les tribunaux.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Je mets aux voix l'affaire 14. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Merci Monsieur Lévit.

AFFAIRE N° 15 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – CONVENTION-CADRE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER ET LA CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Nous allons passer maintenant au développement économique en vous précisant que d'après mon compte Twitter, Madame Azoulay se trouve devant les Ballets Preljocaj à Aix-en-Provence ce soir. Ce n'est pas très loin, Aix-en-Provence, Audrey.

Affaire 15, convention-cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat. Avant de donner la parole à Chantal Marion, je voudrais combattre un certain nombre de bruits et tordre un certain nombre de cous à des canards boiteux. Il y en a qui expliquent que certains élus de la Ville voire de la Métropole soutiennent des candidats pour les élections à la CCI et à la Chambre des Métiers. Les élus n'ont pas le droit de se positionner sur ce type d'élection, je rappelle. A titre personnel, chacun a le droit d'avoir une idée mais en tant qu'élus ; il n'y a pas de collectivité qui soutienne un candidat ou l'autre. Cela ne marche pas comme cela.

Affaire 15, Madame Marion.

Il est cassé, votre micro, Madame Marion, non ?

Chantal MARION

Je suis un peu noire en ce moment, Monsieur le Président, vous savez, j'ai pas mal d'incidents techniques.

Concernant la convention-cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat : depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier a une politique publique volontariste destinée à soutenir l'artisanat sur son territoire.

Depuis 2012, la Ville de Montpellier travaille en étroite collaboration entre autres avec la Chambre syndicale d'atelier d'art de France. Elle est allée assez loin pour implanter les jeunes artisans sur son territoire avec notamment l'opérateur de la SERM qui a identifié des locaux en centre-ville pour les proposer à des artisans d'art. C'est ainsi que des filières des métiers d'art ont été boostées, entre autres avec l'implantation d'AAF rue de l'Université, également l'organisation du salon Ob'Art. Ainsi, nous avons pu valoriser, en préservant le développement économique, des métiers d'art sur le territoire.

Le but de la convention aujourd'hui, c'est de proposer de renforcer justement cette aide en créant une convention avec la Métropole et un partenariat avec la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault.

Les axes de coopération définis à travers cette convention sont de proposer une transition numérique et artisanat, de promouvoir l'artisanat et le développement touristique, également de valoriser les métiers de l'artisanat et la politique de la ville, et une observation des dynamiques économiques du territoire, également une démarche qualité et attractivité du centre-ville.

Cette convention sera signée pour une durée de trois ans et pourra être déclinée et complétée par des conventions thématiques opérationnelles que nous pourrons ajouter au jour le jour. Voilà ce que je vous propose de voter, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Soutien aux artisans d'art et à la Métropole, territoire d'art et d'histoire. Qui veut prendre la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 16 : AGROECOLOGIE ET ALIMENTATION – GOUVERNANCE ET MISE EN ŒUVRE OPERATIONNELLE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE L'HERAULT – APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Toujours Madame Marion, agroécologie et alimentation. Non, c'est Madame Touzard. C'est la gouvernance et la mise en œuvre opérationnelle de la convention de partenariat avec la Chambre d'Agriculture de l'Hérault. Qui demande des explications ? Monsieur Raymond.

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, chers collègues, par rapport à cette délibération, je me félicite d'une convention que nous signons avec cette chambre consulaire, la Chambre d'Agriculture, qui est proche des agriculteurs, des producteurs, des différentes productions que nous pouvons retrouver sur notre secteur, que ce soit la viticulture en premier lieu, mais également le maraîchage et les autres cultures.

Pour autant, je regrette que dans cette convention il ne soit pas plus mis en avant la problématique de l'eau brute, qui à mon sens et aux yeux de beaucoup d'experts sera le facteur limitant des productions dans l'avenir. Il n'y a qu'à voir dans les pays méditerranéens aujourd'hui : sans eau, on ne produit plus rien. En connaissance du réchauffement climatique, nous pouvons imaginer que dans notre région, dans les années futures ou à l'horizon 2030-2050, si nous n'avons pas l'eau brute nous aurons beaucoup de friches.

Quand on connaît également la restructuration foncière et l'occupation des sols telle qu'elle se fait aujourd'hui, la crise viticole est passée par là et de nombreuses terres ont été arrachées. Avoir l'eau brute sur l'ensemble du territoire permet une diversification importante de ces terrains inoccupés et donc de les remettre en production pour en faire une alimentation de qualité.

Je voulais vous proposer Monsieur le Président, dans l'axe 1 qui est l'axe fondamental de cette délibération – qui est l'accompagnement et la création au maintien d'une activité agricole, j'ajouterais « *durable, viable* » et autres adjectifs –, d'ajouter la mobilisation de l'eau brute pour diversifier l'agriculture sur notre territoire. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Je suis d'accord avec vous. Le seul bémol que je mets sur ce sujet, c'est la cherté des réseaux sur l'eau brute. Autant c'est facile de passer en plaine avec des tuyaux pour Aqua Domitia, autant quand on attaque les terrains durs du Pic Saint-Loup, on a du mal à desservir l'ensemble de ces terres.

En revanche, je pense qu'il faut regarder le problème peut-être d'une autre façon, c'est-à-dire aborder avec l'eau du bas Rhône et les eaux brutes pour les terres en plaine, et peut-être aborder le sujet des rétentions d'eau, des retenues collinaires, comme on le fait en Midi-Pyrénées et qui sont très peu pratiquées en Languedoc-Roussillon – pourtant, je pense que cela a son utilité. Nous en avons discuté avec Madame Touzard, avec Monsieur Revol, et nous avons l'intention de proposer cela dans le schéma d'aménagement du territoire régional auquel participe la Métropole. Je suis d'accord pour intégrer ce sujet, si tout le monde est d'accord.

Je propose un amendement, d'intégrer la notion d'eau brute dans la rédaction de la convention. Qui est contre l'amendement ? Qui s'abstient ? Adopté. Je fais voter l'affaire. Qui est contre l'affaire amendée ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 17 : CULTURE – CREATION D'UN CENTRE D'ART CONTEMPORAIN – APPROBATION DU PROGRAMME GENERAL – CONVENTION DE MANDAT AVEC LA SA3M – AUTORISATION DU LANCEMENT D'UNE PROCEDURE CONCURRENTIELLE AVEC NEGOCIATIONS POUR L'ATTRIBUTION DU MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire suivante, culture. Il s'agit de la création du Centre d'art contemporain, Bernard Travier.

Bernard TRAVIER

Monsieur le Président, chers collègues, il y a deux volets dans cette délibération. Le projet lui-même : l'idée qui a présidé à la création du Centre d'art contemporain est de réunir l'hôtel de Montcalm, la Panacée, et l'Ecole supérieure des beaux-arts de Montpellier, avec pour mission de montrer l'art contemporain à travers des expositions, ensuite de révéler, activer et accompagner le développement de la filière artistique dans nos murs et à l'extérieur.

Quelles sont les missions spécifiques des trois lieux ? Pour l'ESBAMA, ce sera la formation des futurs artistes et praticiens, pour la Panacée une scène artistique émergente et des projets expérimentaux, et pour le parc Montcalm et le bâtiment qui va avec, exposer des artistes confirmés et des projets de grande ampleur.

Il est inclus dans le projet – qui n’est pas affiné et dont je n’ai pas connaissance pour le moment – de réutiliser l’espace intérieur et extérieur de l’hôtel Montcalm. La surface d’exposition de l’hôtel Montcalm sera de 1 500 mètres carrés et lorsque la Panacée s’y ajoutera, nous parviendrons à 3 000 mètres carrés.

Je suis allé hier avec Marc Daniel et Monsieur Colodiet, conservateur au musée Fabre, à la fondation Lambert. La surface d’exposition n’est pas supérieure à la nôtre, puisqu’elle est de 3 000 mètres, et il y aura, je pense, des proximités entre les deux établissements.

Il convient aujourd’hui de statuer aussi sur la délégation de maîtrise d’œuvre proposée au Conseil. C’est l’objet même de la délibération. Cette délégation de maîtrise d’œuvre doit être faite au profit de la SA3M. Le montant global des travaux de l’opération est estimé à 5 513 013 et non à 5 510 013 comme indiqué initialement.

Il est proposé de déléguer à la SA3M le soin de faire réaliser l’ouvrage au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, et il faut pour cela lui conférer le pouvoir de représenter la Métropole pour l’accomplissement des actes juridiques qui relèvent des attributions du maître de l’ouvrage dans le cadre d’un mandat régi par des textes législatifs visés au-dessus.

Il y a une partie hors marché public, la convention est exclue du champ de l’ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics. C’est une exception dans laquelle nous entrons, relative aux contrats conclus entre un pouvoir adjudicateur et un cocontractant, sur lesquels ils exercent conjointement avec d’autres pouvoirs adjudicateurs un contrôle analogue à celui qu’ils exercent sur leur propre service et qui réalise plus de 80 % de son activité dans le cadre des tâches qui lui sont confiées par les pouvoirs adjudicateurs qui le contrôlent, ce qui est le cas de la SA3M.

Cette convention porte sur la réalisation du Centre d’art contemporain. Elle va préciser les attributions et les modalités d’intervention du mandataire et définit sa rémunération fixée provisoirement à un montant forfaitaire de 280 000 euros et non 300 000 euros, comme indiqué initialement pour la tranche ferme, et à un montant forfaitaire provisoire de 23 000 euros (hors taxes bien sûr), et non 28 500 euros pour la tranche conditionnelle numéro 1.

Ensuite, il convient d’engager la procédure relative à la désignation du maître d’œuvre de l’opération. Compte tenu du montant prévisionnel des travaux, de la complexité de taux de l’opération et des taux de rémunération habituellement pratiqués, la rémunération du marché de maîtrise d’œuvre devrait représenter entre 12 et 15 % du montant des travaux.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil d’autoriser le futur mandataire à lancer une procédure restreinte concurrentielle avec négociation en application des articles 25 et 90 du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, qui est le dernier texte en vigueur et qui a réformé complètement le droit des marchés publics. Tel est l’objet de la présente délibération.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Travier. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 18 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODALITES DE MISE A DISPOSITION DU PUBLIC DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE PEROLS – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire suivante, affaire 18, développement et aménagement durable du territoire, modalités de mise à disposition du public, de la modification simplifiée du plan local d'urbanisme de la Commune de Pérols. Qui demande des explications auprès de Madame Jannin ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 19 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODALITES DE MISE A DISPOSITION DU PUBLIC DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE CLAPIERS – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 19 : modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée du plan local d'urbanisme de la Commune de Clapiers. Qui demande des explications auprès de Stéphanie Jannin ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 20 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE VENDARGUES – PARTICIPATION DE LA METROPOLE A UNE ETUDE DE DEFINITION D'UN PROJET URBAIN – CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 20, Commune de Vendargues, participation de la Métropole à une étude de définition de projet urbain, convention de groupement de commandes. Madame Jannin.

Stéphanie JANNIN

Monsieur le Président, chers collègues, la Commune de Vendargues souhaite réaliser une étude de définition urbaine en vue de préciser les modalités d'aménagement de la partie Sud de son territoire. Le site de Meyrargues, d'une superficie de près de 100 hectares, a été identifié par le SCoT comme un site d'extension. Dans le développement de ce secteur à fort enjeu urbain et paysager, la Commune entend partager la problématique métropolitaine de concilier à la fois l'attractivité démographique et économique, tout en préservant et en valorisant les espaces naturels, et la Commune souhaite y apporter des réponses concrètes.

Cette étude permettra également de définir les prescriptions quant au plan local de l'urbanisme intercommunal, et c'est en ce sens que le cofinancement de la Métropole s'exercera.

Monsieur le Président

Merci Madame Jannin. Qui demande des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 21 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ZONE D’AMENAGEMENT DIFFERE SUR LE SITE DE BIONNE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE MONTPELLIER AU BENEFICE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – CREATION – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 21, zone d’aménagement différé sur le site de Bionne, sur le territoire de la commune de Montpellier, au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Je rappelle que les ZAD, les zones d’aménagement différé, passent compétence métropolitaine. Qui demande des explications particulières ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 22 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – CREATION DE LA ZONE D’AMENAGEMENT DIFFERE SUR LE SITE FONT D’ARMAND AU BENEFICE DE LA COMMUNE DE SUSSARGUES – AVIS SUR LA CREATION DE ZONE D’AMENAGEMENT DIFFERE

Monsieur le Président

Affaire 22, création d’une nouvelle ZAD sur la Font d’Armand au bénéfice de la Commune de Sussargues. Si personne ne veut s’exprimer, je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 23 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ZONE D’AMENAGEMENT DIFFERE SUR LE SITE STRATEGIQUE NAUSSARGUES-BEL-AIR SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE JUVIGNAC ET SAINT GEORGES D’ORQUES, AU BENEFICE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – CREATION – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 23, zone d’aménagement différé, là ce sont toutes les ZAD qui passent. C’est la ZAD de Nausargues, Commune de Juvignac et Saint Georges d’Orques, sur le site de Naussargues-Bel-Air. Qui demande des explications ? Monsieur Savy.

Jean-Luc SAVY

Monsieur le Président, mes chers collègues, juste pour souligner que cette zone d’aménagement différé est extrêmement importante pour l’Ouest montpelliérain et pour nous, à plusieurs titres. Sur la forme d’abord, cette délibération est le fruit d’un travail tripartite entre la Métropole, la Commune de Saint Georges d’Orques (je remercie Jean-François Audrin), les élus et les services de Saint Georges, les élus et les services de Juvignac aussi, et Stéphanie Jannin et les services de la Métropole.

Sur la forme toujours, je voudrais souligner que cette délibération est l’application concrète de la charte de confiance puisque Jean-François et moi avons pu proposer une orientation à prépondérance clairement économique sur cet espace de 500 hectares, proposition acceptée par le Président Saurel.

Sur le fond, cette zone de 500 hectares est désormais protégée à l'exacte symétrie de ce qu'avait fait l'ancien Maire de Juvignac, puisqu'une ZAD existait depuis 2009 pour un projet comportant 9 000 logements, 20 000 habitants et du commerce. Je crois que René Revol s'était battu contre ce projet de l'ancien Maire de Juvignac.

Cette délibération vient confirmer tout au contraire le besoin sur l'Ouest de ne pas créer de cité-dortoir, de ne pas créer le prolongement des quartiers Ouest de Montpellier, mais de rééquilibrer le Nord et l'Ouest par rapport au Sud et à l'Est de Montpellier en matière de développement économique, pour créer des emplois qui permettront de réduire la distance domicile-travail et donc les trajets pendulaires massifs orientés vers le Sud tous les matins.

Sur le fond toujours, l'idée ici est de créer de l'emploi productif, c'est-à-dire exportateur au-delà de la Région, contrairement à l'emploi présentiel, surreprésenté dans le département de l'Hérault avec la banque, l'immobilier, le commerce local, l'administration, la restauration qui sont prépondérants. Nous avons l'opportunité unique de créer dans cet espace, entre Sophia-Antipolis et Toulouse, une écotechnopole pour mettre en synergie les fertilisations croisées de la haute technologie, la recherche, la culture, l'Université, le tout sous la forme d'un campus très ouvert, autonome en énergie, en eau, en recyclage des déchets, dans l'esprit de la COP 21. C'est le premier étage de la fusée électrique sur cet Ouest montpelliérain. Merci de cette délibération à tous les services et au Président Saurel.

Monsieur le Président

Merci à vous, Monsieur le Maire de Juvignac. Merci au Maire de Saint Georges, merci à tous les acteurs, merci au Conseil municipal de Juvignac. C'est une zone stratégique du SCoT, qui permettra d'établir à terme un nombre important d'emplois pérennes. Il faut le voir comme cela. Après, il faut se donner le temps et les moyens pour construire un projet collectif qui soit accepté par les Communes et les Intercommunalités adjacentes à la zone de Naussargues.

Si personne ne demande la parole, je mets au vote. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 24 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – POLITIQUE FONCIERE EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL – CONVENTION AVEC L'ETAT, L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LANGUEDOC-ROUSSILLON ET LA COMMUNE DE PIGNAN – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 24, politique foncière en faveur du logement social, convention avec l'Etat, établissement public foncier. Madame Jannin.

Stéphanie JANNIN

Il s'agit d'une convention quadripartite entre l'Etat, l'établissement public foncier, la Métropole et la Commune de Pignan, en vue d'avoir une action foncière pour résorber la carence de logement social. Dans ce cadre, le Préfet déléguera à l'établissement public foncier le droit de préemption.

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Stéphanie Jannin ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 25 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PROJET URBAIN PARTENARIAL – COMMUNE DE JUVIGNAC – SECTEUR LA BERGERIE – CONVENTION AVEC LA SCCV IMMO LA BERGERIE – CONVENTION DE REVERSEMENT A LA COMMUNE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 25, projet urbain partenarial Commune de Juvignac, secteur de la Bergerie, convention avec la SCCV Immo de la bergerie. Qui veut des explications auprès du rapporteur Stéphanie Jannin, Vice-Présidente ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 26 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ECOCITE – CONCESSION D’AMENAGEMENT ROUTE DE LA MER – LATTES ET PEROLS – CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA SOCIETE D’AMENAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (SA3M) ET KAUFMAN ET BROAD OPERATION SISE A LATTES

Monsieur le Président

Affaire 26, écocité, concession d’aménagement route de la Mer entre Lattes et Pérols, convention de projet urbain partenarial entre la Métropole, SA3M et Kaufman et Broad, opération sise à Lattes. Pas de demande d’intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 27 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – ACTIONS DESIGN – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D’INDUSTRIE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC INDIGO D’OC – APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 27, Actions design, convention de partenariat avec la Chambre de Commerce et d’Industrie. Madame Marion, dites-nous un mot sur le design.

Chantal MARION

Avec plaisir, Monsieur le Président. Tout d’abord un petit rappel sur le design. Déjà l’année dernière, la Métropole s’était positionnée sur le design. Une exposition avait eu lieu à l’opéra Comédie ainsi que des conférences dans la salle Molière. Je vous rappelle également, Monsieur le Président, que vous m’aviez demandé de vous représenter à Paris où tous les Présidents de Métropoles, avec les Présidents des CCI, ont signé des conventions. Monsieur Deljarry, qui était présent avec moi, avait porté le design pour représenter la Métropole.

Suite à cela, nous nous sommes rendu compte que sur le territoire de la Métropole, il y avait beaucoup d’entreprises, de personnes, d’institutions, d’écoles qui travaillaient sur le design. Nous avons voulu, à la Métropole, rassembler tout le monde autour de ce projet, de façon à ce que ce projet soit porté de manière dynamique avec tout l’écosystème, dans le même principe que ce que nous avons fait pour la French Tech,

pour la cité intelligente ou pour le projet Montpellier capitale santé. Il est important que tous les partenaires soient autour de la table. Donc en 2016, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagé sur ce projet de design.

Alors, qu'est-ce que le design ? Le design est une notion un peu floue pour certains, mais c'est une activité créatrice dont le but est de présenter les multiples facettes de la qualité aussi bien des objets que des procédés, des services, et des systèmes dans lesquels ils sont intégrés dans le cycle de vie de tous les jours, que nous côtoyons tous les jours.

Nous achetons quelquefois une chose uniquement parce qu'il y a un beau design, alors qu'à côté il y a le même produit qui n'a pas le même design. C'est important parce que c'est dans la vie de tous les jours. Nous sommes des Méditerranéens, peut-être que pour l'instant nous ne sommes pas sensibles à cela. Les pays du Nord, la Finlande et la Suède, sont beaucoup plus en avance que nous là-dessus, mais nous allons rattraper le retard. En tout cas, c'est notre projet.

Pour Montpellier Méditerranée Métropole, le design est un facteur très important et un moteur essentiel dans les échanges économiques. Il constitue à l'heure actuelle une opportunité de fédérer les entreprises du territoire, les TPE et les PME. Les start-ups, les entreprises par exemple de la French Tech, sont très sensibles au design. Elles se rendent compte qu'elles ont des idées innovantes mais que si elles y joignent le design, automatiquement il y a beaucoup plus d'impact au niveau de l'économie. C'est une manière de promouvoir les savoir-faire locaux.

Cette convention est importante car elle s'engage sur deux points : tout d'abord, sur la signature d'une convention de partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier, et également un renouvellement d'un soutien financier avec Indigo d'Oc. Au niveau de la Chambre de Commerce et d'Industrie, il faut que vous sachiez qu'hier, il y a eu l'inauguration des festivités autour du design, mais surtout, le 29 juin correspond à la Journée internationale du design. Nous avons ouvert à la Maison des relations internationales une exposition que je vous suggère tous d'aller visiter sur le design.

La Journée internationale du design est une organisation internationale, fondée en 1957. Elle existe depuis longtemps. Il est proposé de signer cette convention. Je voulais citer tous les partenaires car il est important que vous compreniez que c'est une décision partenariale. Il y a la CCI, mais il y a également LABSud, fablab montpelliérain, Indigo d'Oc, collectif de designers, et il ne faut pas oublier l'ENSAM, Ecole nationale supérieure d'architecture, l'ESBAMA également, qui est l'Ecole des beaux-arts de Montpellier, évidemment la Ville de Montpellier, mais ce n'est pas fermé. Cette convention peut s'ouvrir à tout autre partenaire qui voudrait contribuer à l'essor du design sur la Métropole.

En complémentarité, il est proposé le soutien à l'action du collectif de designers Indigo d'Oc. Je vous rappelle que l'année dernière déjà, nous avons attribué une subvention à Indigo d'Oc. Nous renouvelons cette convention. L'année dernière, elle était de 10 000 euros et cette année, elle est de 15 000 euros.

Nous allons proposer tout au long de l'année des ateliers et des moments très forts au niveau du design. Par exemple, le 6 octobre prochain, un moment très fort va s'appeler #passeendesign. Il se situera à l'hôtel de Ville de Montpellier, c'est la place du design au sein de l'espace et de l'activité commerciale.

Je remercie au passage Madame Véronique Perez qui porte ce projet avec les commerces et les commerçants de la Ville. Il y aura également trois workshops proposés, très importants :

- un workshop qui s'appelle Starting Design, qui sera au BIC, avec les entreprises de la French Tech qui proposeront des activités et des interventions ;
- le 14 septembre prochain, Vivre demain se tiendra à la CCI ;

- un autre aura lieu au fab lab, au mois de novembre – la date n'est pas encore fixée – et s'appellera Make and Trade.

Voilà donc un programme très complet. Tout au long de l'année, il y aura d'autres programmes, nous vous tiendrons au courant évidemment des investigations. Je vous demande d'approuver les termes de la convention et d'attribuer la subvention de 15 000 euros à l'association Indigo d'Oc.

Monsieur le Président

Merci Madame Marion pour cet exposé extrêmement complet. Vous auriez pu également spécifier que vous représenterez la Ville et la Métropole à Helsinki à l'automne, c'est-à-dire au mois d'octobre, où vous assisterez à la grande manifestation sur le design en présence du Maire d'Helsinki qui est un ancien étudiant de la ville de Montpellier, Ville mondiale du design il y a trois ans.

Nous avons ensemble rencontré l'Ambassadeur de Finlande qui nous a mis en relation avec un certain nombre de partenaires locaux finlandais très versés dans le design. Je crois que c'est important pour Montpellier que nous soyons présents sur cette thématique.

Je mets aux voix l'affaire présentée par Madame Marion. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 28 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – FONDATION ENTREPRENDRE – ATTRIBUTION DE SUBVENTION DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION DES UNIVERSITES D'ETE – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire numéro 28, il s'agit de la fondation Entreprendre, c'est une subvention de 10 000 euros, Madame Marion ne prend pas part au vote. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 29 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER – ACCORDS-CADRES A BONS DE COMMANDE MONOATTRIBUTAIRE N° 4546RI16 D'EXTENSION DU RESEAU TRES HAUT DEBIT ET MAINTENANCE ASSOCIEE – AUTORISATION DE SIGNATURE LA CONVENTION

Monsieur le Président

Affaire suivante, 29, convention constitutive de groupement de commandes entre la Métropole et la Ville de Montpellier sur des accords-cadres à bons de commande. Qui demande des explications auprès de Madame Marion ? Il s'agit là d'une extension du réseau haut débit, très haut débit.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 30 : AGROECOLOGIE ET ALIMENTATION – GOUVERNANCE ET MISE EN ŒUVRE OPERATIONNELLE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE RESEAU IN-

PACT (INITIATIVES POUR UNE AGRICULTURE CITOYENNE ET TERRITORIALE) – APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 30, gouvernance et mise en œuvre opérationnelle, c'est la convention de partenariat avec le réseau INPACT, Initiatives pour une agriculture citoyenne et territoriale. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 31 : AGROECOLOGIE ET ALIMENTATION – ADHESION A L'ASSOCIATION TERRES EN VILLE – DESIGNATION DE REPRESENTANTS – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 31, adhésion à l'association Terres en ville. Il s'agit là de désigner des représentants et d'adhérer pour un montant de 1 800 euros. Je vous propose la candidature de Madame Isabelle Touzard au poste de titulaire, et de Madame Roussel-Galiana au poste de suppléant. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 32 : AGROECOLOGIE ET ALIMENTATION – ELABORATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE AGROECOLOGIQUE ET ALIMENTAIRE – CONTRAT DE COLLABORATION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE (INRA)

Monsieur le Président

Affaire 32, élaboration et mise en œuvre de la politique agroécologique et alimentaire, contrats de collaboration entre la Métropole et l'Institut national de recherche agronomique, INRA, pour un montant de 21 333 euros. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Pardon, Monsieur Petit.

Eric PETIT

Juste une petite intervention – pas spécialement sur cette délibération, mais cela pouvait être la 32, la 31, la 30 et la 16 – globalement sur le travail qui est fait par Isabelle Touzard en ce qui concerne la politique agroalimentaire sur la Métropole. J'aimerais seulement émettre un vœu auprès de nos parlementaires. A Saint Jean de Védas principalement, nous avons un souci au niveau des terres agricoles : toutes les terres agricoles sont privées. Nous n'avons aucune terre communale.

Pour infléchir un peu la tendance, je voudrais demander à nos parlementaires de voter une loi qui permettrait de « pénaliser » les terres agricoles non cultivées, de manière à obliger les propriétaires à éviter la spéculation et à leur permettre d'avoir un peu plus de terres à disposition.

Je prends un petit peu copie sur ce qui se passe au niveau des parcelles constructibles. Aujourd'hui, quand on a une parcelle constructible et qu'elle n'est pas construite, des pénalités sont faites. Je pense que ce serait intéressant de pousser toutes ces terres à devenir agricoles, et non pas des friches aujourd'hui inutilisées et en plus souvent dangereuses, puisque pas exploitées donc avec des herbes hautes, etc.

C'est anecdotique, mais à ma connaissance sur la Métropole nous devons être une des rares communes... Nous avons retrouvé des vaches qui pâturent sur la terre communale de Saint Jean de Védas. C'est pour cela que cela me tient tout particulièrement à cœur. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Petit. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 33 : LOGEMENT – CONVENTION DE PARTENARIAT SUR L'ÉCHANGE DE DONNEES AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE MONTPELLIER – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Et nous abordons avec l'excellent Maire de Villeneuve-lès-Maguelone...

Noël SEGURA

Merci, Monsieur le Président !

Monsieur le Président

... le volet logement. Nous avons avec le Préfet, cet après-midi, mis en place la Conférence intercommunale du logement, un dispositif demandé par la loi. Merci aux Maires et aux élus d'avoir été présents à cette conférence. Monsieur Ségura.

Noël SEGURA

L'affaire 33, c'est un partenariat avec la CAF qui permettra de mobiliser les statistiques relatives aux bénéficiaires des prestations sociales et familiales, alimentation des travaux tels que l'Observatoire des quartiers prioritaires de la politique de la ville, diagnostic de l'occupation sociale du parc de logements, démarche d'études PLH et nouveaux programmes de rénovation urbaine, et Observatoire des copropriétés. Ces dispositifs seront justement inscrits dans la Conférence intercommunale du logement.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Ségura. Qui demande des explications au Vice-Président ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 34 : LOGEMENT – CONTRAT DE MIXITE SOCIALE – COMMUNE DE PIGNAN – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 34, contrat de mixité sociale, Commune de Pignan.

Noël SEGURA

La 34 et la 35 peuvent être passées ensemble. C'est la Commune de Pignan et la Commune de Lattes, peut-être que son Maire va s'exprimer.

Monsieur le Président

Nous allons les faire une par une.

Cyril MEUNIER

Nous demandons à retirer l'affaire 35.

Monsieur le Président

Le souci est que j'ai fait voter l'ordre du jour.

Cyril MEUNIER

Président, je vous prie de m'excuser, je l'ai voté. Je suis sûrement le seul à ne pas regarder quand vous le demandez, mais nous nous étions mis d'accord hier soir avec les services et Yves Nurit pour retirer cette affaire et la faire passer plus tard. Désolé.

Monsieur le Président

Je vais faire plusieurs votes. Je vais faire voter la 34. Sur l'affaire 34, qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 35 : LOGEMENT – CONTRAT DE MIXITE SOCIALE – COMMUNE DE LATTES – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Sur l'affaire 35, je vous propose une modification de l'ordre du jour. Qui est contre ? Qui s'abstient ? La modification est adoptée. Cette modification intègre le retrait de l'affaire 35. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est adopté à l'unanimité : l'affaire 35 est retirée de l'ordre du jour. Nous avons donc statué sur un ordre du jour riche de 87 affaires.

AFFAIRE N° 36 : LOGEMENT – REAMENAGEMENTS DE PRETS CONTRACTES PAR ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, POUR LA CONSTRUCTION DE 18 RESIDENCES A MONTPELLIER – RENOUVELLEMENT DE LA GARANTIE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 36, logements, réaménagement de prêts contractés par ACM.

Noël SEGURA

C'est un réaménagement de prêt. J'en ai un peu l'expérience puisque c'est avec Dexia : c'est un réaménagement de prêt qui portait sur une somme de 20 282 516,93 euros, correspondant au capital restant dû. Le refinancement des prêts par Dexia crédit local, avec une indemnité compensatrice dérogatoire, amènerait le capital du contrat de prêt en refinancement à 30 233 320,90 euros, avec une garantie à 100 % de la Métropole à hauteur de 47 948 030,20 euros.

Monsieur le Président

Mesdames Illaire, Lévy-Rameau, Miralles, Monsieur Cotte, Monsieur El Kandoussi, Monsieur Castre, moi-même et Jean-Luc Savy ne prennent pas part au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 37 : LOGEMENT – OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT CEVENNES 1 – CONVENTION D'AVANCE DE SUBVENTIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 37, opération programmée d'amélioration de l'habitat sur les Cévennes 1.

Noël SEGURA

C'est la Ville de Montpellier qui avait voté des subventions sur les parties communes des bâtiments compris dans l'OPH Cévennes 1. La Métropole est devenue maître d'ouvrage des OPH en janvier 2015, et de ce fait reprend les engagements passés par la Ville. Il est proposé de permettre l'avance de ces subventions au syndicat des copropriétaires à hauteur de 70 % en fonction des votes définitifs des travaux par bâtiment en assemblée générale, et du phasage des travaux décrits ci-dessus. Le tableau vous a été joint.

Monsieur le Président

Madame Demon, Monsieur Pellet et Monsieur Ségura ne prennent pas part au vote. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 38 : LOGEMENT – OPERATION RENOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE 2013-2016 – ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA REHABILITATION DE VINGT-DEUX LOGEMENTS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 38, Monsieur Ségura.

Noël SEGURA

Il s'agit de réhabiliter 22 logements, 19 en propriétaires occupants, deux en locataires occupants et un en logement locatif dans les communes de Castelnau, Castries, Clapiers, Cournonsec, Lattes, Le Crès, Montpellier, Saint Jean de Védas et Vendargues, pour un montant total des travaux de 315 582 euros. Le total de

subventions déléguées de l'ANAH et du FART : 132 881 euros, et le total de subvention Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 61 950 euros.

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 39 : LOGEMENT – OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2015 – QUARTIERS GAMBETTA, FIGUEROLLES, NORD ECUSSON – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE QUATRE LOGEMENTS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire suivante, toujours Monsieur Ségura.

Noël SEGURA

C'est une réhabilitation, toujours pour l'amélioration de l'habitat, dans les quartiers Gambetta, Figuerolles, Nord Ecusson dans le programme 2010-2015, réhabilitation de quatre logements, un propriétaire occupant, trois logements locatifs. Montant TTC des travaux : 443 831 euros. Montant total de subvention déléguée ANAH et FART : 162 469 euros. Le montant total de la subvention Montpellier Méditerranée Métropole est à hauteur de 20 000 euros.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Ségura. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 40 : LOGEMENT – PROJET DE RENOVATION URBAINE DE MONTPELLIER – QUARTIER CEVENNES – PLAN DE SAUVEGARDE DU PETIT-BARD – ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA REHABILITATION D'UN LOGEMENT – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 40, toujours Monsieur Ségura.

Noël SEGURA

C'est la réhabilitation d'un logement locatif. Montant TTC des travaux : 6 266 euros. Le montant de subvention délégué ANAH et FART : 1 994 euros, et le montant délégué Montpellier Méditerranée Métropole, une subvention à hauteur de 855 euros.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 41 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – BILAN DES ACQUISITIONS ET DES CESSIONS POUR L'ANNEE 2015 – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 41, administration générale, bilan des acquisitions et des cessions pour l'année 2015, Madame Guiraud.

Isabelle GUIRAUD

Rapidement, Monsieur le Président, mes chers collègues c'est le traditionnel bilan des acquisitions et des cessions 2015. Sans entrer dans le détail – vous avez lu la délibération –, nous pouvons noter l'achat des plateaux des premier et deuxième étages de la coupole Sud pour des réserves foncières faites à Montpellier, pour un peu plus de 7 millions d'euros.

Je peux vous parler également de la cession de parcelles pour l'autoroute, cession de parcelles pour la ligne LGV tracé SNCF. Voilà des choses intéressantes. Egalement des cessions de terrains pour Garosud, Euro-médecine, la ZAC Port Marianne, de manière très succincte, et également à Lattes et Pérols pour Ode à la mer acte 1 et acte 2. Si vous voulez la liste détaillée, il vous suffit de la demander aux services. Merci.

Monsieur le Président

Merci Madame Guiraud. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 42 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – MARCHÉ N° 4600MG16 DE FOURNITURE DE MOBILIER ADMINISTRATIF – AUTORISATION DE LANCER UN APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LES MARCHES

Monsieur le Président

Toujours Madame Guiraud, affaire 42, sur le marché de fourniture de mobilier administratif.

Isabelle GUIRAUD

Si vous voulez acheter des bureaux, des tables, des caissons, des armoires, des rayonnages, des fauteuils et sièges, pour cela il faut que nous passions ce marché, cet appel d'offres. Tout le détail est donné dans la délibération : entre 45 000 euros pour bureaux, tables et caissons, 15 000 euros pour armoires et rayonnages, et 55 000 euros pour les fauteuils et sièges. Il faudra peut-être penser à ceux de la salle du Conseil, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci Madame le Maire de Saint Jean de Védas. Je vais mettre aux voix cette affaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 43 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

Monsieur le Président

Affaire 43, modification du tableau des emplois et des effectifs. Monsieur Bonnal.

Pierre BONNAL

Merci. Vous en avez l'habitude ! Chaque fois qu'il y a une intervention, c'est celle-là. S'il y a des questions ? Non.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 44 : RESSOURCES HUMAINES – RENOUELEMENT DE L'ADHESION DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE AU GEFLUC (GROUPEMENT DES ENTREPRISES FRANÇAISES DE LUTTE CONTRE LE CANCER) – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 44.

Pierre BONNAL

Celle-là, elle fait plaisir à Madame Marion. C'est l'association GEFLUC qui intervient pour arrêter de fumer. Je mets Madame Marion dans le coup parce que pendant de longs mois voire des années, les odeurs de tabac au sixième étage l'ont gênée. Maintenant elle est contente comme tout parce que j'ai arrêté de fumer depuis six mois. N'est-ce pas, Madame Marion ?

Pierre BONNAL

C'est pour toi que je l'ai fait.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 44. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 45 : CULTURE – RESEAU DES MEDIATHEQUES – DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DU CENTRE NATIONAL DU LIVRE DANS LE CADRE DE LA PARTICIPATION A LA GRANDE FETE DU LIVRE POUR LA JEUNESSE 2016 – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 45, culture, réseau des médiathèques, demande de subvention auprès du Centre national du livre. Qui veut des explications auprès de Bernard Travier ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 46 : CULTURE – RESEAU DES MEDIATHEQUES – CONVENTION DE COOPERATION AVEC LA COMMUNE DE SAINT-DREZERY POUR LA MISE EN PLACE DU PASSEPORT MULTIMEDIA – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 46, réseau des médiathèques, convention de coopération avec la Commune de Saint-Drézéry pour la mise en place du Passeport multimédia. Pas de demande d'explication ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 47 : CULTURE – MARCHE N° 3670DC14 DE MAINTENANCE MULTITECHNIQUE DU MUSEE FABRE – AVENANT N° 1 RELATIF A L'ELARGISSEMENT DU PERIMETRE D'INTERVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 47, culture, marché de maintenance multitechnique du musée Fabre, avenant numéro 1 relatif à l'élargissement du périmètre d'intervention. Qui veut des explications auprès de Bernard Travier ? En vous recommandant de visiter l'exposition Frédéric Bazille bien entendu, qui est une merveille. Merci à Bernard Travier, merci à Michel Hilaire, à toute l'équipe du musée Fabre et à la Métropole !

Bernard TRAVIER

Le budget pour ce musée est considérable, par rapport au budget dont bénéficient bon nombre de musées français, et il m'a paru utile de le rappeler.

Monsieur le Président

Merci à la participation des deux musées qui ont travaillé avec le musée Fabre : le musée de Washington...

Bernard TRAVIER

La National Gallery et Orsay.

Monsieur le Président

... et le musée d'Orsay.

Bernard TRAVIER

L'exposition partira ensuite à Orsay puis aux Etats-Unis.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 47. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 48 : CULTURE – MUSEE FABRE – AVENANT N° 1 AU MARCHE N° 3521DC13 – INTERVENTIONS DE RESTAURATION-CONSERVATION SUR DES ŒUVRES DU MUSEE FABRE – LOT 5 – APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Toujours culture, 48, musée Fabre, avenant, intervention de restauration-conservation sur des œuvres du musée Fabre. Qui veut des explications auprès de Bernard Travier ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 49 : CULTURE – MUSEE FABRE – CONVENTION DE MECENAT AVEC LA FONDATION BNP PARIBAS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Toujours culture, musée Fabre, convention de mécénat avec la fondation BNP Paribas.

Bernard TRAVIER

La BNP accomplit une œuvre de mécénat importante en ce qui concerne la Métropole. Elle est mécène de Montpellier danse depuis longtemps pour des sommes importantes, et cette fois-ci elle s'est rapprochée du musée Fabre pour mécéner un chantier de restauration qui porte sur cinq œuvres. Le montant de ce mécénat est évalué à 70 000 euros qui vont être versés par la BNP.

Les obligations des parties sont très simples : la BNP s'acquittera en deux fois du mécénat, deux virements égaux de 35 000 euros, et en contrepartie nous offrons à la BNP une participation, mais limitée à 25 % de ce qu'elle nous a versé. Elle bénéficiera bien évidemment d'une communication sur les documents du musée, des facilités d'accès au musée, billetterie et location d'espaces. C'est le volet numéro 1 sur la 49.

Monsieur le Président

Sur l'affaire 49, pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 50 : CULTURE – MUSEE FABRE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LES UNIVERSITES DE MONTPELLIER, POITIERS ET FLORENCE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 50, convention de partenariat avec les Universités de Montpellier, Poitiers et Florence.

Bernard TRAVIER

C'est le prolongement de la première délibération. Cela concerne les cinq œuvres importantes qui vont être restaurées. Cette fois-ci, le partenariat met en œuvre des relations techniques et artistiques avec les Universités de Montpellier, de Poitiers et de Florence.

Monsieur le Président

Pas de demande d'explication ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 51 : CULTURE – MUSEE FABRE – CONVENTION DE PARTENARIAT D'EDITION AVEC RESEAU CANOPE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire suivante, affaire 51, musée Fabre, convention de partenariat d'édition avec le réseau Canopé.

Bernard TRAVIER

Une action importante, Monsieur le Président. Certains articles de presse ont pu nous laisser penser qu'une personne en particulier était à l'origine de tout ce que nous faisons pour les personnes handicapées. En l'espèce, il s'agit d'un projet qui concerne les non-voyants, porté par le musée Fabre. Le musée Fabre travaille dans ce sens depuis très longtemps.

Le projet est de créer une galerie tactile au profit des non-voyants, de manière qu'ils puissent apprécier la sculpture. Nous sommes associés au réseau Canopé, je rappelle que le réseau Canopé est ce que l'on appelait autrefois les CRDP, les Centres régionaux de documentation pédagogique.

Le musée se charge de l'expertise scientifique et de la rédaction de l'ouvrage, et acquiert à titre non exclusif les droits d'auteur. Le musée participe au projet par le préachat auprès de Canopé de 1 000 exemplaires de l'ouvrage ainsi que de 1 700 affiches. De son côté, le réseau Canopé assure la préparation de copie, le secrétariat, l'édition, les relectures.

Ensuite, l'ouvrage sera diffusé dans un univers national par le réseau Canopé. Voilà les principales obligations à la charge des parties dans le cadre de cette convention.

La participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole est de 10 815 euros TTC pour ce projet dont le coût global est de 36 000 euros. J'ajoute que la DRAC s'est jointe à nous et a accordé une subvention de 4 000 euros. Le coût de revient final pour Montpellier Méditerranée Métropole est de 6 815 euros TTC.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Travier. Pas d'intervention ? Je remercie la DRAC. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 52 : CULTURE – MUSEE FABRE – SERVICE DE PROBATION ET D'INSERTION PENITENTIAIRE DE L'HERAULT – DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES – CONVENTION DE PARTENARIAT – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 52, musée Fabre, service de probation et d'insertion pénitentiaire de l'Hérault, Monsieur Travier.

Bernard TRAVIER

C'est un projet très important qui existe depuis plusieurs années, qui réunit le musée Fabre, le SPIP (service de probation et d'insertion pénitentiaire), et la DRAC, il ne faut pas l'oublier. Pour 2016-2017, ce projet concernera deux groupes de huit détenus, volontaires, de la maison d'arrêt de Villeneuve-lès-Maguelone. J'ai souhaité réunir tous les acteurs de ce projet. Jusqu'à présent, cela n'avait pas été fait et je n'y arrivais pas ; la nouvelle Directrice territoriale du SPIP qui vient d'arriver depuis quelques jours à Montpellier m'a donné son accord. Je crois que nous nous réunirons tous le 22 septembre à la Métropole et j'espère que le juge d'application des peines pourra se joindre à nous.

C'est un projet qui sur le plan national est très rare. On m'a parlé d'un projet identique à la fondation Lambert hier, mais dont les conditions de sécurité ne sont pas du tout les mêmes et avec lequel je ne suis pas d'accord du tout. Notre projet est parfaitement ciblé, emblématique et sécurisé, c'est-à-dire que les visites sont organisées sans que le jour et l'horaire ne soient communiqués à l'avance. Tout est fait au dernier moment pour éviter des rencontres inopportunes dans l'enceinte du musée.

Les détenus peuvent visiter des expositions, préparent leur sortie et leur réinsertion, et participent aussi à des ateliers. C'est un très gros travail porté par la Métropole et par le musée.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 53 : CULTURE – TOTAL FESTUM 2016 – SOUTIEN A LA CULTURE OCCITANE DE LA METROPOLE – AFFECTATION DE SUBVENTIONS – CONVENTIONS DE PARTENARIAT – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 53, Total Festum 2016. Il s'agit d'une subvention de 15 000 euros au soutien à la culture occitane. Qui veut des explications particulières ? Surtout que maintenant, nous sommes en Occitanie, cela ne vous a pas échappé. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 54 : CULTURE – HOTEL MONTCALM – MARCHES DE TRAVAUX N° 2183DC09 ET 3131DC12 – PROTOCOLES TRANSACTIONNELS AVEC LES ENTREPRISES SOCAMO ET SOPESUD – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 54, hôtel Montcalm, marchés de travaux, protocole transactionnel avec les entreprises pour une valeur de 104 112 euros. Qui veut des explications auprès du rapporteur Bernard Travier ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 55 : CULTURE – AGORA DE LA DANSE – CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE AVEC LES ASSOCIATIONS MONTPELLIER DANSE ET CENTRE CHORE-

GRAPHIQUE NATIONAL DE MONTPELLIER – AVENANT N° 1 RELATIF A LA PROLONGATION DE LA CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 55, convention d'autorisation pour l'Agora de la danse. C'est la convention d'occupation temporaire avec les associations Montpellier Danse et Centre Chorégraphique National de Montpellier. Pas de demande d'explication ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 56 : CULTURE – CONVENTION PLURIANNUELLE DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LES RADIOS ASSOCIATIVES DE MONTPELLIER ET LEUR FEDERATION REPRESENTATIVE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 56, convention pluriannuelle de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, les radios associatives de Montpellier et leur fédération représentative pour une valeur de 25 000 euros. Qui demande des explications auprès de Bernard Travier ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 57 : BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE – LA METROPOLE DANS LES ETOILES – CONVENTIONS DE PARTENARIAT AVEC LES COMMUNES – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 57, la Métropole dans les étoiles. C'est Monsieur Audrin qui nous propose cela dans le cadre de la culture scientifique et technique, pour une valeur de 2 000 euros. Pas de demande d'explication ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 58 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – CONSTRUCTION DE LA PISCINE HERACLES A SAINT-BRES – MARCHES DE TRAVAUX N° 3978DS15 (LOTS 2, 3, 7 ET 10) – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire suivante, 58, construction de la piscine Héraclès à Saint-Brès, Monsieur Meissonnier, gros dossier.

Jean-Luc MEISSONNIER

La piscine de Saint-Brès, la piscine Héraclès : des lots ont été infructueux, déclarés sans suite. Notamment j'attire votre attention sur le lot numéro 7, pour des motifs d'intérêt général. Il s'agit de l'existence de plusieurs technologies de fond mobile. Cette piscine Héraclès aura un fond mobile qui permettra une utilisation optimale avec tous les types d'utilisateurs. Ce sont des lots qui ont été déclarés sans suite, notamment quatre. Huit ont été attribués, il en reste quatre à relancer.

Monsieur le Président

Nous avons obtenu 1,6 million d'euros de la Région au travers du contrat territorial pour la piscine de Saint-Brès. Qui demande des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 59 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB – MARCHE NEGOCIE N° 4465DS16 – ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES, D' ACTIONS DE COMMUNICATION, DE BILLETS ET D'ABONNEMENTS POUR LE DEVELOPPEMENT DU FOOTBALL – SAISON SPORTIVE 2016-2017 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 59, Montpellier Hérault sport Club.

Jean-Luc MEISSONNIER

C'est le marché, comme chaque année, négocié avec nos amis du groupe Nicollin. Il n'y a rien de changé, c'est pour les mêmes montants que l'année dernière. Ce sont des achats de billets et de communication, notamment d'espaces publicitaires.

Monsieur le Président

Qui demande des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 60 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – MONTPELLIER RUGBY CLUB – MARCHE NEGOCIE N° 4466DS16 – ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES, D' ACTIONS DE COMMUNICATION, DE BILLETS ET D'ABONNEMENTS POUR LE DEVELOPPEMENT DU RUGBY – SAISON SPORTIVE 2016-2017 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 60.

Jean-Luc MEISSONNIER

Nous sommes sur le rugby avec notre ami Monsieur Altrad. Nous baissons la consommation de billets, en revanche nous faisons une visibilité beaucoup plus importante. Nous avons un montant qui augmente, pour la destination de Monsieur Altrad, de 50 euros. Je pense qu'il y a un geste vraiment fort qui permettra d'être souligné.

Monsieur le Président

Qui demande des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 61 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – MONTPELLIER HANDBALL – MARCHE NEGOCIE N° 4467DS16 – ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES, D' ACTIONS DE COMMUNICATION, DE BILLETS ET D'ABONNEMENTS POUR LE DEVELOPPEMENT DU HANDBALL – SAISON SPORTIVE 2016-2017 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 61, Montpellier handball.

Jean-Luc MEISSONNIER

C'est pour le handball, toujours pareil : nous continuons notre aide assez importante pour le hand et nous restons sur une baisse de la consommation sur la billetterie. En visuel, sur les maillots nous avons une implantation pour faire la publicité de notre belle Métropole. Nous restons sur les mêmes montants pour aider le hand.

Monsieur le Président

Qui a fait une très belle saison. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 62 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – STADE DE LA MOSSON MONDIAL 98 – OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC – CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AU MONTPELLIER HERAULT SPORTS CLUB – SAISON SPORTIVE 2016-2017 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 62.

Jean-Luc MEISSONNIER

C'est la mise à disposition du terrain de rugby, de foot et de hand. Ce sont les mêmes mises à disposition pour des montants et des recettes fixes inchangés pour la Métropole. Pour le foot, nous avons un montant de 310 000 euros, pour le hand de 140 000 euros et pour le rugby de 260 400 euros plus une part variable.

Monsieur le Président

Je fais voter l'affaire 62. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 63 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – COMPLEXE SPORTIF YVES-DU-MANOIR – OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC – CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AU MONTPELLIER HERAULT RUGBY CLUB – SAISON SPORTIVE 2016-2017 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

L'affaire 63. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 64 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – PALAIS DES SPORTS RENEBOUGNOL – OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC – CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AU MONTPELLIER HANDBALL – SAISON SPORTIVE 2016-2017 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 64. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 65 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – AFFECTATION DE SUBVENTIONS – JEU DE BALLE AU TAMBOURIN – CONVENTION D'ATTRIBUTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 65, affectation de subventions pour le tambourin.

Jean-Luc MEISSONNIER

Pour le tambourin, nous avions à l'époque une subvention qui allait directement au comité départemental. Nous avons pris l'option, avec votre validation Monsieur le Président, d'attribuer à tous les clubs de tambourin des collectivités qui composent la Métropole, une subvention de 500 euros. Nous avons une subvention qui partait vers le comité départemental et qui était redistribuée d'une manière plus ou moins équitable. Nous avons fait le choix de répartir cette somme équitablement sur les communes qui composent la Métropole et qui ont un club de tambourin. En même temps, nous avons une dotation de 5 000 euros pour l'organisation des Masters à Courdonterral et une subvention de 1 000 euros pour le Grand prix de la Métropole, tout cela pour le tambourin.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Meissonnier. Qui veut prendre la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 66 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – ECONOMIES D'EAU – OPERATION AQUAMETRO – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT DE MONTPELLIER – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire suivante, il s'agit de Monsieur Revol, sur le service public de l'eau et de l'assainissement. Ce sont les opérations Aquaméto, convention de partenariat avec l'Agence de l'énergie et du climat à Montpellier.

René REVOL

Monsieur le Président je vous propose de présenter toutes les délibérations qui concernent ma délégation, de 66 à 71, pour coordonner notre présentation.

La première délibération concerne un projet Aquamétre qui est une réponse à un projet initié par l'Agence de l'eau, un appel à projets qui va s'exercer sur quatre communes, de concert avec le syndicat Garrigues Campagne pour trois d'entre elles, et avec la Régie publique des eaux pour une commune. Il s'agit des communes de Castries, de Baillargues, de Saint-Geniès-des-Mourgues et de Sussargues : c'est une campagne systématique pour faire de l'économie d'eau, et c'est pour nous un banc d'essai pour pouvoir ensuite généraliser progressivement cela à tout le territoire de la Métropole, tant l'économie d'eau est devenue quelque chose d'essentiel dans le contexte de ce changement climatique qui est le nôtre. Nous suivrons cette expérience avec beaucoup d'intérêt et nous pourrons la généraliser.

La délibération suivante concerne la régularisation de la clôture d'un forage qui ne sert aujourd'hui plus au réseau d'eau potable dans la commune du Crès, mais qui sert à l'arrosage d'un stade de manière fort utile.

Les délibérations qui suivent concernent des comâitrisés d'ouvrage pour des actions concernant les eaux usées, pilotées par la Métropole, ou concernant le réseau d'eau potable, conduites par la régie, conformément aux délibérations précédentes que nous avons prises, dans la commune de Montpellier, la commune de Clapiers où nous investissons pas moins d'1,2 million d'euros, et également dans la ZAC du Caylus, à Castelnau.

La dernière délibération, et pas des moindres : il s'agit de se lancer dans la modernisation de la station d'épuration de Villeneuve-lès-Maguelone, pour un investissement supérieur à 700 000 euros. Sur l'ensemble de ces délibérations, nous arrivons à un financement tout cumulé – qui n'est pas uniquement porté par la Métropole bien sûr puisqu'il y a des subventions, il y a aussi le réseau d'eau potable directement porté par la régie – de plus de 3,5 millions. Voilà ces principales délibérations.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Revol. Qui souhaite s'exprimer sur l'eau et sur l'assainissement ? Je mets aux voix l'affaire 66. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 67 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RESSOURCES EN EAU – COMMUNE DU CRÈS – ABANDON DU CAPTAGE F1 DU STADE ROBERT – ABROGATION DE LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE (DUP) – RESTITUTION DU CAPTAGE F3 A LA COMMUNE DU CRÈS – APPROBATION

Monsieur le Président

L'affaire 67, sur la ressource en eau pour la commune du Crès. C'est l'abandon du captage pour le stade Robert, et l'abrogation de la déclaration d'utilité publique et la restitution du captage F3 à la commune du Crès. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 68 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE MONTPELLIER – RENOUELEMENT DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DE L'AVENUE DU VAL-DE-MONTFERRAND – CONVENTION DE CO-

MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE LA REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 68, Commune de Montpellier, c'est le renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement de l'avenue du Val-de-Montferrand. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 69 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT – CONSTRUCTION DE L'INTERCEPTEUR EST AMONT – MARCHE 4160EA16 – LOT N° 1 : RESEAUX D'EAUX USEES RD 65 – LOT N° 2 : POMPAGES – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

69, schéma directeur d'assainissement, c'est la construction de l'intercepteur Est amont. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 70 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ – POSE DE RESEAUX D'ASSAINISSEMENT ET DE TELECOMMUNICATIONS POUR LA DESSERTE DE LA ZAC DU CAYLUS – CONVENTION DE COORDINATION DE TRAVAUX ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET ORANGE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 70, commune de Castelnau-le-Lez, pose des réseaux d'assainissement. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 71 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – VILLENEUVE-LES-MAGUELONE – TRAVAUX D'AMELIORATION DE LA STATION D'EPURATION – AVANT-PROJET ET DEMANDE D'AIDES FINANCIERES – APPROBATION

Monsieur le Président

71, Villeneuve-lès-Maguelone, travaux d'amélioration de la station. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 72 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC – MARCHES 3220GD13 LOT N° 1 POUR LE TRAITEMENT DES DECHETS VEGETAUX DE LA ZONE OUEST DE LA METROPOLE DE MONTPELLIER – AVENANT N° 1 DE PROLONGATION DE DUREE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 72, Monsieur Meunier, prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public, marché pour le traitement des déchets végétaux de la zone Ouest. Qui demande des explications auprès de Monsieur Meunier ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Tu m'arrêtes si tu veux prendre la parole. Adoptée.

AFFAIRE N° 73 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC – TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS – MARCHÉ N° 4275GD16 RELATIF A LA COLLECTE ET AU TRAITEMENT DES DECHETS DIFFUS SPECIFIQUES DEPOSES EN DECHETTERIES – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 73, traitement des déchets ménagers, marché relatif à la collecte et au traitement des déchets diffus spécifiques déposés en déchetterie. Pas de demande d'intervention ? Madame Barthas.

Valérie BARTHAS-ORSAL

Monsieur le Président, vous m'entendez ? C'est bon. Je vais être très rapide, Monsieur le Président : je voudrais simplement rebondir sur l'affaire 73 pour faire un petit bilan rapide sur la déchetterie mobile qui circule deux semaines par mois sur le territoire montpelliérain. Outre les petits encombrants, l'électroménager, nous acceptons les DDS qui sont les déchets diffus spécifiques, c'est-à-dire les déchets chimiques ménagers. Nous en profitons pour donner les sacs jaunes qui favorisent le tri sélectif, également pour donner des sacs de déjections canines et des cendriers de poche qui favorisent la propreté de l'espace urbain.

Plus de 400 personnes ont été accueillies durant les deux dernières semaines du mois de mai sur le stand, 200 personnes ont donné. Le taux de fréquentation est très satisfaisant et je tenais à vous remercier Monsieur le Président, ainsi qu'à remercier Monsieur Meunier, Vice-Président, d'avoir effectué ce bel investissement. Merci. Le rendement est bon.

Monsieur le Président

Merci Madame Barthas. Si personne ne demande la parole, je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 74 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC – CONVENTION AVEC LE CROUS DE MONTPELLIER DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'AMELIORATION DES COLLECTES D'ECO-EMBALLAGES – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 74, convention avec le CROUS de Montpellier dans le cadre du programme d'amélioration des collectes d'éco-emballages. Personne de demande d'explication ?

Monsieur Meunier, allez-y.

Cyril MEUNIER

C'est quand même important. Nous travaillons avec le CROUS, aidés par l'Etat, à apprendre le geste de tri aux étudiants. C'est une bonne chose. Chaque fois que nous avons un public cernable facilement – là ce sont les résidences étudiantes, vous l'avez compris –, nous essayons d'aller vers le geste écologique du tri. D'ailleurs, ici j'ai un public un peu contraint, depuis quatre heures, de rester assis et à l'écoute de chacun. Triez ! C'est tout ce que j'ai à vous dire. Triez. Trions, amis, trions.

Monsieur le Président

Qui demande des explications supplémentaires ? Pas de demande d'explication. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 75 : TRANSPORTS ET MOBILITE – MARCHE N° 4562DM16 DE FOURNITURES DE SUPPORTS DE FEUX TRICOLORES POUR LA MAINTENANCE DU PARC EXISTANT DE LA METROPOLE – AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION DES ENTREPRISES ET DE SIGNER LE MARCHE

Monsieur le Président

Affaire 75, marché de fournitures de supports de feux tricolores pour la maintenance du parc existant de la métropole. Qui demande des explications auprès d'Isabelle Gianiel ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 76 : TRANSPORTS ET MOBILITE – MARCHE N° 4550DM16 DE CONTROLE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES DES CARREFOURS A FEUX TRICOLORES ET DES DISPOSITIFS DE FERMETURE AUTOMATIQUE DE LA METROPOLE – AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION DES ENTREPRISES ET DE SIGNER LE MARCHE

Monsieur le Président

Affaire 76, transport et mobilité, marché de contrôle des installations électriques des carrefours pour 816 000 euros. Pas de demande d'explication ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 77 : TRANSPORTS ET MOBILITE – TRAMWAY BOUCLAGE LIGNE 4 – AVENANT N° 1 AU MARCHE 8.483 DES TRAVAUX PREPARATOIRES D'EQUIPEMENTS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 67, transport, mobilité, tramway, bouclage de la ligne 4. Travaux préparatoires d'équipements. Qu'est-ce que c'est, Madame Gianiel ?

Isabelle GIANIEL

C'est excessivement important, Monsieur le Président, chers collègues. Il s'agit tout simplement d'une coordination parfaite entre l'action de la Métropole et celle de la Ville de Montpellier pour non seulement offrir un transport innovant de qualité sur l'hypercentre de la Métropole, mais également faire en sorte que la Ville de manière parallèle, conjointe, coordonnée, réalise les nécessaires travaux d'illumination des bâtiments historiques et d'extension de la zone piétonne. Il s'agit en fait d'une augmentation des prestations qui étaient initialement prévues au marché d'éclairage et d'électricité porté par le groupement SPIE dans le cadre du bouclage de la ligne 4, et ce sont des travaux pris en charge intégralement par la Ville de Montpellier.

Monsieur le Président

Merci Madame Gianiel. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 78 : TRANSPORTS ET MOBILITE – MARCHE N° 4549DM16 DE TRAVAUX DE MAINTENANCE DES CARREFOURS A FEUX TRICOLORES DE LA METROPOLE – AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION DES ENTREPRISES ET DE SIGNER LE MARCHE

Monsieur le Président

Affaire 78, marché de travaux de maintenance des carrefours à feux tricolores de la Métropole. Pas de demande d'explication ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 79 : TRANSPORTS ET MOBILITE – MARCHE N° 4564DM16 DE RECOLEMENT ET DE CARTOGRAPHIE DES RESEAUX SECS ET DU PATRIMOINE DE LA METROPOLE – AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION DES ENTREPRISES ET DE SIGNER LE MARCHE

Monsieur le Président

Affaire 79 : marché de récolement et de cartographie des réseaux secs et du patrimoine de la Métropole pour une valeur de 960 000 euros. C'est important, Madame Gianiel.

Isabelle GIANIEL

A cette heure-ci, je manque un peu d'inspiration littéraire. Quoi qu'il en soit, il faut établir une cartographie des réseaux secs liée à une cartographie des carrefours à feux qui sont rattachés à la compétence mobilité –

ou immobilité, c'est selon comment on voit les choses –, qui concerne également les bornes d'accès aux zones piétonnes. Cela permettra d'entrer véritablement dans une phase de gestion patrimoniale de ces équipements, de meilleure programmation de l'entretien et de la maintenance des équipements qui sont absolument nécessaires dans le dispositif de mobilité de la Métropole.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 80 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – SAINT-GENIES-DES-MOURGUES – CREATION D'UN CHEMINEMENT PIETONNIER DU BALADAS – DEMANDES DE SUBVENTIONS

Monsieur le Président

Affaire 80, Monsieur Youssous, Saint-Geniès-des-Mourgues, création d'un cheminement piéton.

Rabii YOUSSEUS

Monsieur le Président, chers collègues, la rue du Moulin à Saint Geniès des Mourgues est mal aménagée, sans trottoir. Elle est empruntée chaque jour par des jeunes couples et des enfants qui se rendent à l'école élémentaire. Afin de sécuriser cette voie, il est envisagé un cheminement pour les piétons accessible aux personnes à mobilité réduite. Le coût prévisionnel de l'opération est de 252 000 euros. Cette recette de 16 000 euros est attendue par Hérault énergie, et d'autres subventions pourraient être demandées si le Conseil nous y autorise.

Monsieur le Président

Qui demande des explications au Vice-Président Monsieur Rabii Youssous ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 81 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – ADHESION DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE A L'ASSOCIATION FRANÇAISE DE L'ECLAIRAGE (AFE) – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 81, adhésion de la Métropole à l'Association française de l'éclairage. Eclairez-moi, Monsieur Youssous.

Rabii YOUSSEUS

Monsieur le Président, chers collègues, nous allons vous éclairer. La compétence de l'éclairage public est exercée par la Métropole depuis le 1^{er} janvier, comme vous le savez tous. L'Association française de l'éclairage, AFE, a pour but de diffuser le savoir en matière d'éclairage public afin d'éclairer juste, en prenant en compte le développement durable. Elle réunit notamment des collectivités, des entreprises, des concepteurs et des fournisseurs. Il nous est donc proposé d'adhérer à cette association pour nous permettre de bénéficier d'un support technique et d'un lieu d'échange avec les 14 autres Métropoles. Le montant de l'adhésion annuelle pour l'année 2016 est estimé à 1 030 euros.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Youssous. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 82 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTERIEUR – SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE SOMIMON – REPRESENTANTS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – DESIGNATION

Monsieur le Président

Affaire 82, il s'agit de désigner un remplaçant ou une remplaçante à Monsieur Cour dans le Conseil d'administration de la SOMIMON. Les trois autres représentants de la Métropole restent Madame Touzard, Monsieur Yvon Pellet et Monsieur Renaud Calvat. Qui demande la parole ? Monsieur Cour et Monsieur Petit. Monsieur Cour.

Christophe COUR

Juste pour dire que comme c'est une affaire me concernant, Monsieur le Président, je ne prendrai pas part au vote.

Monsieur le Président

Monsieur Petit.

Eric PETIT

Je me fais le porte-parole des utilisateurs professionnels du MIN pour remercier Monsieur Christophe Cour pour le travail effectué depuis deux ans.

Monsieur le Président

Cela s'appelle le baiser de l'araignée. Merci, Monsieur Petit, pour votre témoignage. Je vous proposerai la candidature en remplacement de Madame Jacky Galabrun-Boulbes, Maire de Saint-Drézéry, et je lui proposerai de prendre la présidence. Monsieur Cour ne prend pas part au vote à main levée. Qui est contre ? Qui s'abstient ? A l'unanimité.

AFFAIRE N° 83 : HORS COMMISSION – RAPPORTS ANNUELS DES DELEGATAIRES DE SERVICE PUBLIC DE L'EXERCICE 2015 – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 83, rapport annuel du délégataire de service public de l'exercice 2015. Qui veut des explications complémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 84 : HORS COMMISSION – RAPPORT D’ACTIVITES DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 84, rapport d’activités de la commission consultative des services publics locaux. Pas de demande d’explication ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 85 : HORS COMMISSION – RENOUELEMENT DE LA CONCESSION DU DOMAINE PUBLIC MARITIME DE LA PLAGE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE – AUTORISATION DE LANCER LA PROCEDURE

Monsieur le Président

Affaire 85, renouvellement de la concession du domaine public maritime de la Plage sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone. Qui demande des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 86 : HORS COMMISSION – CONTOURNEMENT OUEST DE MONTPELLIER – ACQUISITION FONCIERE SUR LA COMMUNE DE SAINT-JEAN-DE-VEDAS – CONVENTION DE FINANCEMENT – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 86, contournement Ouest. Nous acquérons à Saint Jean de Védas les premières emprises foncières pour inscrire à l’Ouest de la Métropole le contournement Ouest, pour une valeur de 149 333 euros. L’Etat, le Conseil départemental, le Conseil régional et la Métropole sont partenaires. Madame le Maire de Saint Jean de Védas.

Isabelle GUIRAUD

Juste un petit mot rapide parce que nous avons tous sommeil, je pense, et faim. Je voulais vous remercier infiniment, Monsieur le Président, pour cette délibération, parce que cette affaire concerne un couple de retraités qui essaye désespérément de vendre sa maison pour passer sa retraite ailleurs. J’espère que grâce à la délibération de la Métropole, enfin ce dossier pourra sortir et que ce sera aussi le catalyseur pour le commencement de ce contournement Ouest de Montpellier. Merci.

Monsieur le Président

Merci Madame le Maire de Saint Jean de Védas. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 87 : HORS COMMISSION – ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES – DELEGATIONS PERMANENTES – MODIFICATIONS – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 87, il s'agit de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales, et ce sont les délégations permanentes, modifications et approbations. Qui veut des explications complémentaires ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 88 : HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE METROPOLE – MODIFICATION DE LA COMPOSITION

Monsieur le Président

Affaire 88, commissions du Conseil de Métropole, modification de la composition. A la suite de plusieurs demandes, il convient d'actualiser la composition des commissions. Pour information, la modification au sein de la commission culture : sortie de Madame Yague, inscription de Monsieur Caritey et sortie de Madame Bella Debono, élue désignée de la Commune de Jacou. Je vous demande de prendre acte de la nouvelle composition de la commission culture.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Merci à toutes et merci à tous.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.